

N° 2439

N° 512

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

SEIZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 4 avril 2024

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2023-2024

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 4 avril 2024

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE ⁽¹⁾ CHARGÉE DE PROPOSER
UN TEXTE SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE
LOI portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en ma-
tière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social
et en matière agricole

PAR M. DANIEL LABARONNE ET
M. LUDOVIC MENDES,

Rapporteurs,
Députés

PAR M. DANIEL FARGEOT ET
M. CYRIL PELLELAT,

Rapporteurs,
Sénateurs

(1) Cette commission est composée de : M. Sacha Houlié, député, président ; M. Pascal Allizard, sénateur, vice-président ; MM. Daniel Labaronne, Ludovic Mendes, députés, MM. Daniel Fargeot, Cyril Pellevat, sénateurs, rapporteurs.

Membres titulaires : MM. Luc Geismar, Jordan Guitton, François Piquemal, députés ; Mmes Christine Lavarde, Audrey Linkenheld, MM. Thani Mohamed Soihili, Lucien Stanzione, sénateurs.

Membres suppléants : MM. Jean-Félix Acquaviva, Gérard Leseul, Philippe Pradal, Emeric Salmon, Stéphane Vojetta, députés ; M. Pierre Barros, Mme Nadine Bellurot, MM. Jean-Luc Brault, Vincent Capo-Canellas, Mme Pascale Gruny, MM. Yannick Jadot, Michaël Weber, sénateurs.

Voir les numéros :

Assemblée nationale : 1^{ère} lecture : 2041, 2334 et T.A. 261.

Sénat : 1^{ère} lecture : 112 (2023-2024), 213, 214 et T.A. 47 (2023-2024).

Commission mixte paritaire : 512 (2023-2024).

Mesdames, Messieurs,

Conformément au deuxième alinéa de l'article 45 de la Constitution, et à la demande du Premier ministre, une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole s'est réunie à l'Assemblée nationale le jeudi 4 avril 2024.

Elle a procédé à la désignation de son bureau qui a été ainsi constitué :

- M. Sacha Houlié, député, président ;
- M. Pascal Allizard, sénateur, vice-président.

Elle a également désigné :

- M. Daniel Fargeot, sénateur, rapporteur pour le Sénat ;
- M. Cyril Pellevat, sénateur, rapporteur pour le Sénat ;
- M. Daniel Labaronne, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale ;
- M. Ludovic Mendes, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale.

*

* *

La commission mixte paritaire a ensuite procédé à l'examen des dispositions restant en discussion.

M. Sacha Houlié, député, président. Le projet de loi comportait initialement trente-quatre articles. Le Sénat en a ajouté un, l'Assemblée nationale cinq. Neuf articles ayant été adoptés conformes, il en reste donc trente et un en discussion.

M. Daniel Fargeot, rapporteur pour le Sénat. J'étais chargé de l'examen au fond de vingt-trois articles, portant sur le droit pénal, le droit des sociétés, le domaine économique et certaines exigences sociales et environnementales.

Je remercie nos collègues rapporteurs de l'Assemblée nationale pour leur travail.

Sur les articles dont j'étais chargé, outre les cinq articles adoptés conformes, quatre n'ont été modifiés qu'à la marge. Ainsi, je me réjouis du maintien de la totalité

des apports du Sénat, hors quelques amendements techniques, à l'article 1^{er}, consacré au déploiement des infrastructures de recharge de carburants alternatifs, et à l'article 31, consacré à la mise en conformité des calendriers national et européen des microplastiques.

Deux articles ajoutés par l'Assemblée nationale concernent des évolutions mineures, et nous les approuvons : les articles 33 *bis*, relatif au domaine agricole, et 35, relatif au secteur du numérique.

En revanche, en ce qui concerne les articles 3 *bis* et 32 *bis*, notre position est tout autre : je déplore ainsi la méthode retenue par le Gouvernement. Les ajouts tardifs, seulement examinés à l'Assemblée, ne sont pas admissibles. Ces articles, dont les conséquences sont pourtant substantielles, n'ont pas été examinés par le Sénat et nous n'avons eu que quelques jours pour identifier leurs biais, voire leur déconnexion.

L'article 3 *bis* habilite le Gouvernement à légiférer par ordonnance pour transposer des directives liées aux contrats de crédit aux consommateurs et aux contrats de services financiers. Nous avons opté pour la suppression de cette habilitation. Le débat parlementaire doit avoir lieu : il n'y a aucun caractère d'urgence à donner un blanc-seing au Gouvernement, puisque le délai de transposition court jusqu'en décembre 2025. De plus, ces directives, notamment celle relative au crédit à la consommation, laissent aux États membres des marges de manœuvre dont il convient de débattre.

L'article 32 *bis* met en conformité le droit national avec le droit européen s'agissant des congés payés des salariés en arrêt de travail pour maladie ou accident, à la suite d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne. J'ai tenu à préciser les conditions d'application du nouveau dispositif, afin de diminuer la charge administrative des employeurs et les conséquences en matière de désorganisation de l'entreprise, tout particulièrement pour les petites et très petites entreprises (PME-TPE). La surinterprétation juridique, voire la surtransposition, aurait eu pour conséquence des effets de bord désastreux pour le tissu économique national. Travaillons donc à la simplification des normes et veillons à ne pas créer de complications intenable pour l'appareil productif.

J'en viens aux apports sénatoriaux qui ont prospéré dans ce projet de loi.

Concernant la réforme de la garde à vue, je me réjouis que l'Assemblée nationale se soit ralliée à l'architecture prévue par le Sénat. Pour mémoire, alors que le Gouvernement était au courant depuis plus de deux ans du risque de mise en cause de la responsabilité de la France en raison de la non-conformité de nos règles en matière de garde à vue vis-à-vis des règles européennes relatives au droit à l'assistance d'un avocat, il a présenté au Parlement une réforme mal conçue, mal préparée et déséquilibrée. Dans un délai record, nous avons repris le texte et proposé un système qui préserve l'essentiel : la capacité, pour nos officiers de police judiciaire et nos magistrats, de continuer à mener sereinement des enquêtes pénales,

notamment en commençant à interroger le gardé à vue sans son avocat si la vie d'une personne est en jeu ou si l'attente risque de compromettre sérieusement l'enquête. À l'issue des négociations entre les deux chambres, il a été décidé de renoncer à la dérogation géographique introduite par le Sénat, qui risquait de ne pas être compatible avec le droit européen. Nous conservons, en revanche, la mention selon laquelle l'avocat, choisi ou commis d'office, doit se présenter sans retard indu. Je remercie Ludovic Mendes d'avoir accepté de conserver ce point essentiel, à mes yeux comme à ceux du président de la commission des lois du Sénat François-Noël Buffet.

S'agissant du droit de la consommation et de la régulation de l'économie numérique, l'article 3 permettra d'adapter par ordonnance la loi du 9 juin 2023 visant à encadrer l'influence commerciale. Le travail mené l'an dernier par les députés Arthur Delaporte et Stéphane Vojetta, ainsi que par notre collègue sénatrice Amel Gacquerre, était remarquable, mais il faut modifier ce texte pour tenir compte des observations transmises par la Commission européenne et de l'entrée en application de plusieurs règlements, ainsi que pour tirer les conséquences de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) du 9 novembre 2023 durcissant l'interprétation du principe de « pays d'origine ». Nous avons réduit le périmètre de l'habilitation demandée par le Gouvernement, afin que seules les modifications strictement nécessaires soient apportées à cette loi, et donc d'éviter que le Gouvernement ne revienne, de façon détournée, sur des dispositions votées l'an dernier à l'unanimité par nos deux chambres.

Concernant le droit agricole, je salue les échanges constructifs que j'ai eus avec Stéphane Vojetta, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques à l'Assemblée nationale. Nous avons largement préservé le très important travail mené par le Sénat de mise à jour des dispositions législatives relatives à l'identification animale. Dans un esprit constructif, nous avons accueilli des améliorations proposées par l'Assemblée nationale, tout en précisant quelques rédactions, en lien avec les acteurs agricoles concernés. Le rôle des chambres d'agriculture et de Chambres d'agriculture France en sort clarifié et conforté : c'est l'essentiel.

S'agissant enfin des règles de parité entre les femmes et les hommes, l'Assemblée nationale a supprimé en séance l'article 5 habilitant le Gouvernement à légiférer par ordonnance pour transposer la directive du 23 novembre 2022 relative à un meilleur équilibre entre les femmes et les hommes parmi les administrateurs des sociétés cotées et à des mesures connexes. Je suis heureux de vous annoncer que nous avons trouvé un accord avec le Gouvernement sur une nouvelle rédaction, qui reprend les apports du Sénat ainsi que certaines modifications apportées par les députés. L'amendement du Gouvernement sera déposé en séance publique dans le cadre de la lecture du texte des conclusions de notre CMP, qui devrait être conclusive. C'est une belle avancée dont je vous remercie.

Je remercie à nouveau les rapporteurs de l'Assemblée nationale, ainsi que Stéphane Vojetta, pour nos échanges.

Ce texte contribuera à clarifier et à sécuriser notre ordre juridique en assurant une plus grande conformité avec le droit européen : je vous invite donc à adopter le texte que nous vous présentons.

M. Cyril Pellevat, rapporteur pour le Sénat. Merci aux rapporteurs de l'Assemblée nationale pour ce travail effectué dans des délais très brefs sur un texte particulièrement technique. Les échanges engagés depuis le vote du texte ont permis de lever les rares difficultés qui pouvaient persister en ce qui concerne les dispositions relatives au droit monétaire, financier, bancaire et fiscal.

Nous sommes facilement parvenus à un accord sur les articles 7 à 9.

Je salue l'initiative du rapporteur Daniel Labaronne concernant l'article 7 *ter*, qui prévoit l'audition, avant sa désignation, du président du directoire du fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) par les commissions des finances des deux chambres.

Nous avons, sur ma proposition, mené un travail de coordination sur l'article 6 *bis*, introduit à l'Assemblée nationale, qui concerne les obligations de déclaration de bénéficiaires effectifs de certains organismes.

Enfin, au sujet de l'article 6, qui suscitait le plus grand nombre de difficultés, nous avons trouvé un compromis : nous avons maintenu la prolongation de six mois de l'habilitation à légiférer par ordonnance pour transposer le règlement sur les marchés de cryptoactifs dit règlement MiCA, tandis que le Sénat a obtenu du Gouvernement, qui souhaite rétablir au moment de la lecture des conclusions de la CMP une habilitation supprimée en séance par l'Assemblée nationale concernant le règlement sur les informations accompagnant les transferts de fonds et de certains cryptoactifs dit règlement TFR, l'engagement que la durée d'habilitation serait ramenée de neuf à six mois, conformément au vote du Sénat.

En matière de transition écologique, je note que les apports sénatoriaux ont été conservés par les députés.

Ainsi, à l'article 11, l'Assemblée nationale a préservé l'extension de l'obligation de contractualisation avec les éco-organismes ou les systèmes individuels à l'ensemble de la chaîne de gestion des déchets de batteries.

Aux articles 14 à 17, qui portent sur la refonte du système d'échange des quotas d'émission de l'Union européenne, les nombreux ajustements juridiques que nous avons effectués ont été conservés. Je pense par exemple à la meilleure prise en compte des incitations liées au prix du carbone lors de l'allocation de quotas gratuits au titre de l'utilisation de biocarburants par le secteur aérien.

L'article 19 fait évoluer les modalités de calcul des émissions de gaz à effet de serre (GES) de l'hydrogène renouvelable ou bas-carbone, en application d'un règlement délégué du 10 février 2023. Je me réjouis de son adoption conforme par l'Assemblée nationale : lors de son examen au Sénat, il nous avait semblé peu ambitieux au vu de l'exigence de décarbonation de l'économie. Les modalités de calcul envisagées ne reprenaient en effet pas l'ensemble du cadre européen prévu pour l'hydrogène ; or, toutes les étapes liées à sa production et à son utilisation doivent être prises en considération. De plus, ses dérivés ne doivent pas être oubliés. C'est pourquoi nous avons modifié l'article 19 dans le sens indiqué par les recommandations de la commission des affaires économiques sur le volet énergie du paquet « Ajustement à l'objectif 55 », ainsi que dans la résolution sénatoriale sur ce paquet.

Enfin, à l'article 20, qui modifie les règles d'homologation des tarifs de redevance des concessions aéroportuaires, l'Assemblée nationale a conservé l'apport du Sénat qui prévoit que, lorsqu'un contrat de régulation économique est signé, l'Autorité de régulation des transports apprécie le caractère modéré de l'évolution tarifaire en moyenne sur la durée couverte par le contrat. Je salue les apports de l'Assemblée nationale à cet article, qui visent comme ceux du Sénat, à faciliter et à encourager la signature de contrats de régulation économique entre les concessionnaires et l'État.

M. Daniel Labaronne, rapporteur pour l'Assemblée nationale. Je m'exprime en ma qualité de rapporteur pour avis de la commission des finances. La commission des finances était saisie, par délégation, de cinq articles du projet de loi. Quatre ont été adoptés, modifiés, par le Sénat et un autre avait été introduit par le Sénat à l'initiative du Gouvernement. La commission a adopté ces cinq articles, moyennant quelques modifications principalement rédactionnelles. Elle a également adopté un amendement créant un article additionnel qui renforce le pouvoir de contrôle du Parlement sur la nomination du président du directoire du fonds de garantie des dépôts et de résolution. À l'issue de l'examen en séance, l'Assemblée nationale a en outre adopté deux articles supplémentaires, à l'initiative du Gouvernement.

Un seul de ces huit articles a été adopté conforme. Sept autres restent donc en discussion.

J'ai discuté de ces dispositions avec le sénateur Cyril Pellevat, dans un climat de confiance mutuelle.

Six des articles restant en discussion ne soulevaient pas d'interrogation particulière, soit parce que les modifications en jeu étaient uniquement d'ordre rédactionnel, soit parce que nous avons rapidement trouvé un accord.

Seul l'article 6 posait certaines difficultés, à propos de deux habilitations à agir par ordonnance.

Dans le premier cas, le Gouvernement a sollicité le renouvellement d'une habilitation à légiférer par ordonnance pour adapter le droit à la suite de l'adoption du règlement MiCA. Une première habilitation avait été confiée au Gouvernement en 2023 et celle-ci a expiré sans que cette ordonnance soit publiée en raison du retard pris, au niveau européen, dans la publication d'actes délégués. Nous proposons de retenir la durée d'habilitation de six mois adoptée par l'Assemblée.

Dans le second cas, l'Assemblée a supprimé une habilitation à agir par ordonnance à la suite de l'adoption du règlement TFR. Nous vous proposons de ne pas rétablir cette habilitation lors de cette commission mixte paritaire, mais nous avons eu des échanges en vue du possible dépôt d'un amendement du Gouvernement au moment de la lecture des conclusions de la CMP. Nous avons invité le Gouvernement à proposer une durée d'habilitation de six mois, c'est-à-dire la durée adoptée par le Sénat en première lecture.

Les règlements TFR et MiCA étant appelés à entrer simultanément en vigueur à la fin de l'année, une durée d'habilitation de six mois pour les deux ordonnances constitue un point d'accord satisfaisant.

Je remercie le sénateur Pellevat pour le climat très positif dans lequel se sont tenus nos échanges.

M. Ludovic Mendes, rapporteur pour l'Assemblée nationale. En tant que rapporteur de ce texte au nom de la commission des lois, j'étais chargé des dispositions relatives au droit des sociétés, au droit pénal et au droit de la fonction publique et du travail.

Avec le sénateur Fargeot, nous sommes parvenus à un compromis sur les articles 21 à 26, et je m'en réjouis. Nous vous soumettrons donc une rédaction qui mettra notamment notre code de procédure pénale en conformité avec la directive du 10 mai 2023 relative à l'échange d'informations entre services répressifs des États membres.

S'agissant toujours de la procédure pénale, nous avons également trouvé un compromis sur l'article 28, relatif à la garde à vue. La présence de l'avocat en garde à vue sera renforcée, conformément au droit européen, mais nous conservons des prérogatives essentielles pour les enquêteurs.

En ce qui concerne le droit des sociétés, l'article 5 est un cas particulier. Il habilitait le Gouvernement à transposer la directive du 23 novembre 2002. Mais il a été rejeté en séance à l'Assemblée nationale. Une solution pourrait être que le Gouvernement le rétablisse dans chaque chambre par amendement lors de la lecture des conclusions de la CMP. Cet amendement devrait reprendre une rédaction consensuelle sur laquelle les échanges pourraient se poursuivre d'ici à la séance.

L'article 32 *bis*, introduit par le Gouvernement en séance publique à l'Assemblée nationale, vise à mettre en conformité notre code du travail avec le droit

de l'Union européenne tel qu'il a été interprété par la Cour de justice de l'Union européenne, qui exige que les salariés bénéficient de quatre semaines de congés payés au titre d'une année de travail, même s'ils ont connu des périodes d'arrêt maladie. Je rappelle que la ministre a fait cette proposition dès le vendredi 15 mars, à la suite de la décision du Conseil d'État du 13 mars. Nous avons donc agi très vite. Je serai favorable aux deux propositions de rédaction qui seront examinées.

Les débats en commission du développement durable, saisi des articles 10 à 17, 20 et 31, se sont inscrits dans la lignée de ceux tenus au Sénat. Ils ont permis de mettre en conformité le droit national avec plusieurs dispositions du Pacte vert pour l'Europe, relatives aux batteries, aux microplastiques, à la mise en place d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et à la refonte du système d'échange des quotas d'émission de l'Union européenne.

TITRE I^{ER} **DISPOSITIONS D'ADAPTATION AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE** **EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE**

CHAPITRE I^{ER} **Dispositions relatives au droit de la consommation**

Article 1^{er}

Modification des obligations des exploitants d'infrastructures de recharge en carburants alternatifs et des sanctions et contrôles applicables

L'article 1^{er} est adopté dans la rédaction de l'Assemblée nationale.

Article 2

Adaptation du code de la consommation au règlement relatif à la sécurité générale des produits (RGSP)

L'article 2 est adopté dans la rédaction de l'Assemblée nationale.

Article 3

Habilitation à légiférer par voie d'ordonnance pour modifier la loi n° 2023-451 du 9 juin 2023 visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux

M. Stéphane Vojetta, député. Je m'exprime en tant qu'ancien rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale.

Il y a une coquille dans le texte faisant état du résultat des négociations entre rapporteurs : il indique une durée d'habilitation de six mois alors que nous étions convenus de retenir neuf mois.

M. Daniel Fargeot, rapporteur pour le Sénat. Cela ne m'a pas échappé, mon cher collègue. Nous voulions six mois, mais notre négociation a abouti à neuf

mois, en contrepartie de la réduction du périmètre de l’habilitation. Nous sommes donc d’accord pour revenir à cette dernière durée.

M. Sacha Houlié, député, président. La rédaction proposée par les rapporteurs est donc rectifiée, il faut lire « neuf mois » au lieu de « six mois ».

*L’article 3 est **adopté** dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.*

*
* *

Article 3 bis (supprimé)

Habilitation à légiférer par voie d’ordonnance pour transposer la directive (UE) 2023/2225 du Parlement européen et du Conseil du 18 octobre 2023 relative aux contrats de crédit aux consommateurs et abrogeant la directive 2008/48/CE et la directive (UE) 2023/2673 du Parlement européen et du Conseil du 22 novembre 2023 modifiant la directive 2011/83/UE en ce qui concerne les contrats de services financiers conclus à distance et abrogeant la directive 2002/65/CE

*L’article 3 bis est **supprimé**.*

*
* *

CHAPITRE II

Dispositions relatives au droit des sociétés

Article 4

Ratification de l’ordonnance n° 2023-393 du 24 mai 2023 portant réforme du régime des fusions, scissions, apports partiels d’actifs et opérations transfrontalières des sociétés commerciales et diverses améliorations de ce même régime

*L’article 4 est **adopté** dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.*

*
* *

Article 5

Demande d’habilitation à prendre par ordonnance des mesures pour transposer la directive (UE) 2022/2381 du Parlement européen et du Conseil du 23 novembre 2022 relative à un meilleur équilibre entre les femmes et les hommes parmi les administrateurs des sociétés cotées et à des mesures connexes et pour harmoniser les différents dispositifs nationaux préexistants relatifs à la représentation équilibrée entre les femmes et les hommes au sein des organes des sociétés commerciales

M. Sacha Houlié, député, président. À l’article 5, les rapporteurs n’ont pas proposé de rédaction commune. Je suis donc uniquement saisi de la version du Sénat puisque l’Assemblée avait supprimé cet article. Retenir la version du Sénat ne constituerait donc pas un « rétablissement » de cet article.

M. Daniel Fargeot, rapporteur pour le Sénat. Je souhaite donc que nous retenions la rédaction du Sénat. Nous avons réalisé d’importants travaux sur cet article.

M. Ludovic Mendes, rapporteur pour l’Assemblée nationale. Je suggère moi aussi que nous retenions la version du Sénat, pour les raisons précédemment expliquées. Le Gouvernement pourra procéder à des ajustements par amendement en séance.

*L’article 5 est **adopté** dans la rédaction du Sénat.*

*
* *

CHAPITRE III

Dispositions relatives au droit bancaire, monétaire et financier

Article 6

Adaptations relatives aux dépositaires centraux de titres, aux obligations d’information des clients de détail sollicitant un service d’investissement, aux informations sur les transferts d’actifs numériques et extension de certaines de ces dispositions à des collectivités d’outre-mer

*L’article 6 est **adopté** dans la rédaction de l’Assemblée nationale.*

*
* *

Article 6 bis

Obligations déclaratives relatives aux bénéficiaires effectifs des organismes philanthropiques

*L'article 6 bis est **adopté** dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.*

*

* *

Article 7

Adaptation de mesures relatives à la résolution des établissements de crédit, à la supervision des organes centraux et à l'identification des titulaires de comptes bancaires en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Saint-Pierre-et-Miquelon et dans les îles Wallis et Futuna

*L'article 7 est **adopté** dans la rédaction de l'Assemblée nationale.*

*

* *

Article 7 ter A

Application des exigences minimales de fonds propres et d'engagements exigibles

*L'article 7 ter A est **adopté** dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.*

*

* *

Article 7 ter

Audition du président du directoire du Fonds de garantie des dépôts et de résolution devant les commissions chargées des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat avant sa nomination

*L'article 7 ter est **adopté** dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.*

*

* *

Article 8

Mise en œuvre par la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes du règlement (UE) 2021/1230 du Parlement européen et du Conseil du 14 juillet 2021 concernant les paiements transfrontaliers et reconnaissance de pouvoirs d'enquête à certains fonctionnaires pour la mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2560 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur

*L'article 8 est **adopté** dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.*

*

* *

CHAPITRE IV

Dispositions relatives à l'assistance internationale au recouvrement

Article 9

Assistance internationale au recouvrement des créances fiscales et d'autres créances publiques au sein de l'Union européenne

*L'article 9 est **adopté** dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.*

*

* *

TITRE II

**DISPOSITIONS D'ADAPTATION AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE
EN MATIÈRE DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE**

CHAPITRE I^{ER}

**Dispositions relatives aux batteries, à la collecte
et à la valorisation des déchets**

Article 10

Devoir de diligence pour les opérateurs économiques mettant en service des batteries et les opérateurs économiques sur le marché des batteries

*L'article 10 est **adopté** dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.*

*

* *

Article 11

Dispositions en matière de conception des batteries, ainsi que de prévention et de gestion des déchets associés

*L'article 11 est **adopté** dans la rédaction de l'Assemblée nationale.*

*

* *

CHAPITRE II

Dispositions relatives au mécanisme d'ajustement carbone aux frontières

Article 13

Création d'un régime de sanctions applicable aux importateurs en cas de non-respect des obligations de déclaration relatives au mécanisme d'ajustement carbone aux frontières pendant la période transitoire

*L'article 13 est **adopté** dans la rédaction de l'Assemblée nationale.*

*

* *

CHAPITRE III

Dispositions relatives au système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre

Article 14

Transposition des dispositions communes et particulières applicables aux installations suite à la révision de la directive relative au système d'échange de quotas d'émission

*L'article 14 est **adopté** dans la rédaction de l'Assemblée nationale.*

*

* *

Article 15

Transposition des dispositions particulières applicables au secteur aérien suite à la révision de la directive relative au système d'échange de quotas d'émission

*L'article 15 est **adopté** dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.*

*

* *

Article 16

Extension du système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre au secteur du transport maritime

*L'article 16 est **adopté** dans la rédaction de l'Assemblée nationale.*

*

* *

Article 17

Obligations applicables au titre du régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale (Corsia)

*L'article 17 est **adopté** dans la rédaction de l'Assemblée nationale.*

*

* *

CHAPITRE V

Dispositions relatives aux contrats de concessions aéroportuaires

Article 20

Suppression du principe de modération tarifaire pour les premiers tarifs de redevance aéroportuaire d'un nouveau contrat de concession

M. Sacha Houlié, député, président. À l'article 20, la proposition de rédaction du groupe Socialistes de l'Assemblée nationale visant à reconnaître à l'Autorité de régulation des transports la mission de rendre des avis sur les projets de texte réglementaires relatifs à la régulation des aéroports entrant dans son champ de compétence est irrecevable en raison de la règle de l'entonnoir : la même proposition a été précédemment examinée et repoussée.

M. Gérard Leseul, député. Je comprends cette règle, mais si notre amendement avait été repoussé lors de l'examen en commission du texte, c'était à la suite d'une mauvaise interprétation par le rapporteur. Cela a été confirmé par le Gouvernement. Notre proposition correspond à une demande expresse de l'Autorité de régulation des transports qui a reçu un avis favorable du Gouvernement : j'ai du mal à comprendre qu'elle puisse être repoussée en CMP.

M. Sacha Houlié, député, président. On ne peut pas reprendre en CMP une proposition écartée lors des précédentes lectures. Je suis désolé.

M. Ludovic Mendes, rapporteur pour l'Assemblée nationale. Je comprends le problème évoqué par mon collègue. J'étais favorable à sa proposition. Il y a eu un malentendu avec le rapporteur pour avis Damien Adam, qui m'a demandé

de reprendre le dossier. Peut-être pourrions-nous demander au Gouvernement de faire le nécessaire juste avant le vote, mais je ne sais pas si ce sera possible. Si c'est faisable, nous soutiendrons votre demande, cher monsieur Leseul.

M. Sacha Houlié, député, président. Je pense que les présidences de chaque chambre jugeraient irrecevable un tel amendement pour les raisons que j'ai exposées.

M. Gérard Leseul, député. À cet article, nous avons une autre proposition de rédaction visant à étendre la durée maximale d'un contrat de régulation économique lors du renouvellement d'un contrat de concession aéroportuaire qui, elle, n'avait pas encore été discutée.

M. Sacha Houlié, député, président. Elle a également été déclarée irrecevable car il s'agit d'une disposition nouvelle.

*L'article 20 est **adopté** dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.*

*

* *

TITRE III DISPOSITIONS D'ADAPTATION AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE EN MATIÈRE RÉPRESSIVE

CHAPITRE II DISPOSITIONS APPLICABLES AUX DEMANDES D'INFORMATIONS ÉMISES PAR LES SERVICES FRANÇAIS

Article 22

Désignation des services ou unité pouvant saisir directement les points de contacts uniques des autres États membres et disposition relative à l'instauration d'un point de contact unique en France

*L'article 22 est **adopté** dans la rédaction de l'Assemblée nationale.*

*

* *

Article 23

Dispositions relatives aux demandes d'information émises par les services français

*L'article 23 est **adopté** dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.*

*

* *

CHAPITRE III
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX DEMANDES D'INFORMATIONS REÇUES PAR LES
SERVICES FRANÇAIS

Article 24

**Dispositions relatives aux transmissions d'informations sur demande ou
spontanées émises par les services français**

*L'article 24 est **adopté** dans la rédaction issue des travaux de la commission
mixte paritaire.*

*

* *

Article 25

**Transmission, à un État membre, des informations détenues par les services et
unités et leur ayant été préalablement transmises par un autre État membre**

*L'article 25 est **adopté** dans la rédaction de l'Assemblée nationale.*

*

* *

Article 26

**Dispositions relatives à l'intervention de l'autorité judiciaire en matière
d'échanges d'informations, aux refus de communication des informations
demandées et à l'utilisation des informations transmises**

*L'article 26 est **adopté** dans la rédaction de l'Assemblée nationale.*

*

* *

Article 27

**Adaptation du code de procédure pénale au règlement (UE) 2023/2131 du
Parlement européen et du Conseil du 4 octobre 2023 relatif aux échanges
d'informations numériques dans les affaires de terrorisme**

*L'article 27 est **adopté** dans la rédaction de l'Assemblée nationale.*

*

* *

TITRE IV DISPOSITIONS D'ADAPTATION AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE DROIT PÉNAL

Article 28

Mise en conformité des dispositions du code de procédure pénale relatives au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales avec la directive 2013/48/UE

*L'article 28 est **adopté** dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.*

*

* *

TITRE V DISPOSITIONS D'ADAPTATION AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE EN MATIÈRE SOCIALE ET DE DROIT DE LA SANTÉ

Article 31

Mise en conformité du code de l'environnement avec le règlement (UE) 2023/2055 en ce qui concerne les microplastiques

*L'article 31 est **adopté** dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.*

*

* *

Article 32 bis

Mise en conformité avec le droit de l'Union européenne des dispositions du code du travail en matière d'acquisition de congés pendant les périodes d'arrêt maladie

M. Daniel Fargeot, rapporteur pour le Sénat. Nous avons deux propositions de rédaction destinées à clarifier l'article.

Le salarié temporaire a droit à une indemnité compensatrice de congé payé pour chaque mission qu'il effectue. Nous proposons de modifier l'article L. 1251-19 du code du travail pour y disposer que les périodes de paternité et d'accueil de l'enfant sont assimilées pour lui à un temps de mission. Cette précision permet de satisfaire aux exigences résultant des décisions de la CJUE qui imposent le respect d'un exercice effectif du droit à congé de l'ensemble des salariés.

Nous proposons par ailleurs de fixer à un mois au lieu de dix jours le délai dans lequel les employeurs doivent informer les salariés de retour au travail après un

congé maladie des droits à congé dont ils disposent, ainsi que de la période de report qui y est liée. Ce délai doit notamment permettre d'informer le salarié par l'intermédiaire du bulletin de paie, afin de réduire la charge administrative pour l'employeur et de limiter les erreurs dans le calcul du solde de congés acquis.

*Les propositions de rédaction des rapporteurs sont successivement **adoptées**.*

*L'article 32 bis est **adopté** dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.*

*

* *

Article 33 bis

Extension du périmètre de la délégation prévue à l'article L. 4221-5 du code général des collectivités territoriales concernant la mise en œuvre des aides de la politique agricole commune par les régions

*L'article 33 bis est **adopté** dans la rédaction de l'Assemblée nationale.*

*

* *

Article 34

Sécurisation juridique des missions de traçabilité animale confiées aux établissements de l'élevage (EDE)

M. Daniel Fargeot, rapporteur pour le Sénat. Notre proposition de rédaction maintient l'essentiel des apports du Sénat et de l'Assemblée nationale, moyennant certains ajustements et mises en cohérence destinés à clarifier le rôle des chambres d'agriculture en matière de traçabilité animale.

Il est ainsi créé au sein du chapitre II du titre I^{er} du livre II du code rural et de la pêche maritime (CRPM) une section 3 destinée à accueillir les dispositions spécifiques aux espèces bovines, ovines et caprines contenues dans l'article L. 212-6, sur le modèle des sections 4, 5 et 6 du même code relatives aux dispositions spécifiques de traçabilité des équidés, des carnivores domestiques et des autres espèces.

Il est également proposé d'abroger au 1^{er} janvier 2026 l'article L. 653-12 du CRPM relatif à l'établissement de l'élevage (EdE) et à ses missions. Cette abrogation ne vise qu'à clarifier et à actualiser le code rural : à cette date, les derniers EDE cesseront de bénéficier d'une personnalité juridique pour devenir un service d'une chambre d'agriculture ; or il n'est pas apparu pertinent de conserver au sein du code rural un article relatif au fonctionnement d'un tel service. Les missions figurant à l'article L. 653-12 sont insérées, pour celle relative à l'établissement de la parenté des bovins, au sein de l'article L. 212-6 et, pour celle relative au développement de

l'élevage, au sein de l'article L. 510-1, qui concerne les missions des chambres d'agriculture.

Cette proposition reconnaît également un rôle aux interprofessions dans l'identification animale, en renvoyant à un décret le soin de déterminer les modalités de leur association à la gouvernance exercée par Chambres d'agriculture France sur les missions de son réseau définies à l'article L. 212-6.

M. Stéphane Vojetta, député. Je remercie le rapporteur Fargeot pour le travail que nous avons accompli en bonne intelligence sur cet article comme sur les autres. L'article 34 a fait l'objet de nombreux allers et retours et d'une recherche de consensus avec les chambres d'agriculture, les interprofessions, le Gouvernement et les deux chambres du Parlement afin de trouver une solution équilibrée. Cette rédaction est un bon compromis qui permet de sécuriser les missions des établissements de l'élevage et le rôle de Chambres d'agriculture France, sans oublier les interprofessions. J'y suis très favorable.

La proposition de rédaction des rapporteurs est adoptée.

L'article 34 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.

*
* *

Article 35

Rapport du Gouvernement remis au Parlement relatif aux conséquences à tirer des observations transmises par la Commission européenne concernant la loi 2023-566 du 7 juillet 2023 visant à instaurer une majorité numérique et à lutter contre la haine en ligne

M. Stéphane Vojetta, député. La rédaction qui nous est proposée ramène de six à trois mois le délai dans lequel le Gouvernement doit remettre au Parlement un rapport sur les conséquences des observations de la Commission européenne au sujet de la loi dite Marcangeli visant à instaurer une majorité numérique. J'y suis favorable, car il est nécessaire d'accélérer l'action du Gouvernement en la matière : la représentation nationale attend des informations sur sa capacité à légiférer à ce sujet. Cela vaut pour de nombreux autres textes, dont la loi dite influenceurs et les futurs textes qui pourraient résulter des travaux de la commission « écrans » créée par le Président de la République.

L'article 35 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.

La commission mixte paritaire adopte, ainsi rédigées, l'ensemble des dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole.

M. Pascal Allizard, sénateur, vice-président. Au terme de cette CMP conclusive, je voulais vous remercier de votre accueil, monsieur le président, et remercier les rapporteurs de leur implication et du temps qu'ils ont consacré à ce texte aussi hétéroclite que technique. En trois ans, c'est le troisième texte sur ces sujets dont le Parlement est amené à débattre.

Compte tenu de la nature particulièrement technique de certains dispositifs et de l'étroitesse des marges de manœuvre laissées aux États membres pour transposer le droit européen, le Sénat a fait le choix d'examiner dix-huit des trente-quatre articles dans le cadre de la procédure de législation en commission (LEC). Ce format rationalisé innovant ne l'a pas empêché d'enrichir le texte initial du Gouvernement : au total, soixante-six amendements ont été adoptés, dont cinquante-sept par la commission spéciale, que j'ai eu l'honneur de présider, et six en séance publique. Nombre des modifications adoptées visent à améliorer la rédaction du texte et à en renforcer la sécurité juridique.

Je regrette la méthode qu'a parfois employée l'exécutif en déposant des amendements très tardivement. Sur le fond, nous les avons approuvés, mais il serait préférable d'éviter ce genre de difficulté à l'avenir.

En définitive, l'examen au Sénat puis à l'Assemblée nationale aura permis de clarifier et de préciser le texte. Je me réjouis que nous ayons pu aboutir à une rédaction équilibrée et adaptée.

M. Sacha Houlié, député, président. Je partage votre point de vue sur le caractère tardif des amendements gouvernementaux. J'ai pour habitude de ne pas les accepter en commission lorsque les délais ne sont pas respectés. Cela me semble être de bonne hygiène parlementaire.

*

* *

En conséquence, la commission mixte paritaire vous demande d'adopter le projet de loi dans le texte figurant dans le document annexé au présent rapport.

TABLEAU COMPARATIF

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole

TITRE I^{ER}

DISPOSITIONS D'ADAPTATION AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

TITRE I^{ER}

DISPOSITIONS D'ADAPTATION AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

CHAPITRE I^{ER}

CHAPITRE I^{ER}

Dispositions relatives au droit de la consommation

Dispositions relatives au droit de la consommation

Article 1^{er}

I. – Le code de la consommation est ainsi modifié :

1° La section 2 du chapitre II du titre III du livre I^{er} est complétée par une sous-section 4 ainsi rédigée :

« Sous-section 4

« Infrastructures de recharge et de ravitaillement

« Art. L. 132-29. – Tout manquement aux dispositions du 1, des 2 à 6 et du 9 de l'article 5, de l'article 7 et du c du 1 de l'article 19 du règlement (UE) 2023/1804 du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2023 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs et abrogeant la directive 2014/94/UE est passible d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 3 000 € pour une personne physique et 15 000 € pour une personne morale.

« Cette amende est prononcée dans les conditions prévues au chapitre II du titre II du livre V. » ;

Article 1^{er}

I. – Le code de la consommation est ainsi modifié :

1° La section 2 du chapitre II du titre III du livre I^{er} est complétée par une sous-section 4 ainsi rédigée :

« Sous-section 4

« Infrastructures de recharge et de ravitaillement

« Art. L. 132-29. – Tout manquement aux 1, 2 à 6 et 9 de l'article 5, à l'article 7 et au c du 1 de l'article 19 du règlement (UE) 2023/1804 du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2023 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs et abrogeant la directive 2014/94/UE est passible d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 15 000 € pour une personne physique et 75 000 € pour une personne morale.

« Cette amende est prononcée dans les conditions prévues au chapitre II du titre II du livre V du présent code. » ;

①

②

③

④

⑤

⑥

Texte adopté par le Sénat en première lecture

2° Après le 32° de l'article L. 511-7, il est inséré un 33° ainsi rédigé :

« 33° Du 1, des 2 à 6 et du 9 de l'article 5, de l'article 7 et du c du 1 de l'article 19 du règlement (UE) 2023/1804 du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2023 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs et abrogeant la directive 2014/94/UE. »

I bis (nouveau). – À la seconde phrase de l'article L. 353-4 et à la seconde phrase du premier alinéa de l'article L. 641-4-2 du code de l'énergie, après le mot : « obligations », sont insérés les mots : « , à l'exception des manquements mentionnés à l'article L. 132-29 du code de la consommation, ».

II. – Les objectifs relatifs au déploiement des infrastructures de ravitaillement en hydrogène des véhicules routiers *fixés* à l'article 6 du règlement (UE) 2023/1804 du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2023 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs et abrogeant la directive 2014/94/UE ne sont pas applicables, sous réserve de la compétence de la loi organique, dans les régions ultrapériphériques de l'Union européenne *et* les îles relevant de la définition des petits réseaux connectés ou des petits réseaux isolés, *mentionnés aux a et b du 5 de l'article 6 du règlement (UE) 2023/1804 du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2023 précité.*

Article 2

I. – Le code de la consommation est ainsi modifié :

1° L'article liminaire est complété par un 17° ainsi rédigé :

« 17° Prestataire de service : toute personne qui offre ou fournit un service. » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

2° Après le 32° de l'article L. 511-7, il est inséré un 33° ainsi rédigé :

« 33° Du 1, des 2 à 6 et du 9 de l'article 5, de l'article 7 et du c du 1 de l'article 19 du règlement (UE) 2023/1804 du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2023 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs et abrogeant la directive 2014/94/UE. »

I bis. – (Non modifié)

II. – Les objectifs relatifs au déploiement des infrastructures de ravitaillement en hydrogène des véhicules routiers *définis* à l'article 6 du règlement (UE) 2023/1804 du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2023 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs et abrogeant la directive 2014/94/UE ne sont pas applicables, sous réserve de la compétence de la loi organique, dans les régions ultrapériphériques de l'Union européenne *ni dans* les îles relevant de la définition des petits réseaux connectés ou des petits réseaux isolés *dans les conditions prévues au 5 du même article 6.*

Article 2

I. – Le code de la consommation est ainsi modifié :

1° L'article liminaire est complété par un 17° ainsi rédigé :

« 17° Prestataire de service : toute personne qui offre ou fournit un service. » ;

⑦

⑧

⑨

⑩

①

②

③

Texte adopté par le Sénat en première lecture

2° Le titre II du livre IV est ainsi modifié :

a) Les articles L. 421-1 et L. 421-2 sont ainsi rédigés :

« Art. L. 421-1. – Pour l’application du présent titre, on entend par “opérateur économique” : le fabricant, le mandataire, l’importateur, le distributeur, le prestataire de services d’exécution des commandes ou toute autre personne physique ou morale soumise à des obligations liées à la fabrication de produits ou à leur mise à disposition sur le marché, au sens du 13 de l’article 3 du règlement (UE) 2023/988 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relatif à la sécurité générale des produits modifiant le règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil et la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 87/357/CEE du Conseil.

« Art. L. 421-2. – Les produits destinés aux consommateurs ou susceptibles, dans des conditions raisonnablement prévisibles, d’être utilisés par les consommateurs même s’ils ne leur sont pas destinés satisfont aux dispositions du règlement (UE) 2023/988 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relatif à la sécurité générale des produits, modifiant le règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil et la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 87/357/CEE du Conseil. » ;

b) À l’article L. 421-3, les mots : « produits et des » sont remplacés par les mots : « prestations de » ;

c) Les articles L. 421-4 à L. 421-7 sont abrogés ;

Texte adopté par l’Assemblée nationale en première lecture

2° Le titre II du livre IV est ainsi modifié :

a) Les articles L. 421-1 et L. 421-2 sont ainsi rédigés :

« Art. L. 421-1. – Pour l’application du présent titre, on entend par “opérateur économique” le fabricant, le mandataire, l’importateur, le distributeur, le prestataire de services d’exécution des commandes ou toute autre personne physique ou morale soumise à des obligations liées à la fabrication de produits ou à leur mise à disposition sur le marché, au sens du 13 de l’article 3 du règlement (UE) 2023/988 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relatif à la sécurité générale des produits, modifiant le règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil et la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 87/357/CEE du Conseil.

« Art. L. 421-2. – Les produits destinés aux consommateurs ou susceptibles, dans des conditions raisonnablement prévisibles, d’être utilisés par les consommateurs même s’ils ne leur sont pas destinés satisfont aux dispositions du règlement (UE) 2023/988 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relatif à la sécurité générale des produits, modifiant le règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil et la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 87/357/CEE du Conseil. » ;

b) À l’article L. 421-3, les mots : « produits et les » sont remplacés par les mots : « prestations de » ;

c) Les articles L. 421-4 à L. 421-7 sont abrogés ;

④

⑤

⑥

⑦

⑧

⑨

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

d) L'article L. 422-1 est ainsi rédigé :

« Art. L. 422-1. – Les produits ne satisfaisant pas aux exigences du règlement (UE) 2023/988 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relatif à la sécurité générale des produits, modifiant le règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil et la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 87/357/CEE du Conseil et les prestations de services ne satisfaisant pas à l'obligation générale de sécurité prévue à l'article L. 421-3 sont interdits ou réglementés dans les conditions *fixées* à l'article L. 412-1. » ;

e) À l'article L. 422-3, les mots : « 13 de la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 décembre 2001 relative » sont remplacés par les mots : « 28 du règlement (UE) 2023/988 du Parlement et du Conseil du 10 mai 2023 relatif » et, après le mot : « produits », sont insérés les mots : « , modifiant le règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil et la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 87/357/CEE du Conseil » ;

f) À l'intitulé du chapitre III, les mots : « producteurs et des distributeurs » sont remplacés par les mots : « opérateurs économiques » ;

g) Les articles L. 423-1 et L. 423-2 sont abrogés ;

h) L'article L. 423-3 est ainsi modifié :

– les *premier à troisième* alinéas sont supprimés ;

– aux *quatrième et cinquième* alinéas, le mot : « professionnels » est remplacé par les mots : « opérateurs économiques » ;

i) Les articles L. 423-4 et L. 424-1 sont abrogés ;

d) L'article L. 422-1 est ainsi rédigé :

« Art. L. 422-1. – Les produits ne satisfaisant pas aux exigences du règlement (UE) 2023/988 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relatif à la sécurité générale des produits, modifiant le règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil et la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 87/357/CEE du Conseil et les prestations de services ne satisfaisant pas à l'obligation générale de sécurité prévue à l'article L. 421-3 *du présent code* sont interdits ou réglementés dans les conditions *prévues* à l'article L. 412-1. » ;

e) À l'article L. 422-3, les mots : « 13 de la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 décembre 2001 relative » sont remplacés par les mots : « 28 du règlement (UE) 2023/988 du Parlement et du Conseil du 10 mai 2023 relatif » et, après le mot : « produits », sont insérés les mots : « , modifiant le règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil et la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 87/357/CEE du Conseil » ;

f) À *la fin de* l'intitulé du chapitre III, les mots : « producteurs et des distributeurs » sont remplacés par les mots : « opérateurs économiques » ;

g) Les articles L. 423-1 et L. 423-2 sont abrogés ;

h) L'article L. 423-3 est ainsi modifié :

– les *trois premiers* alinéas sont supprimés ;

– aux *quatrième, cinquième et avant-dernier* alinéas, le mot : « professionnels » est remplacé par les mots : « opérateurs économiques » ;

i) Les articles L. 423-4 et L. 424-1 sont abrogés ;

⑩

⑪

⑫

⑬

⑭

⑮

⑯

⑰

⑱

Texte adopté par le Sénat en première lecture

3° Le chapitre II du titre V du même livre IV est ainsi modifié :

a) Après l'article L. 452-5, il est inséré un article L. 452-5-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 452-5-1. – Le fait pour un fabricant ou un importateur de ne pas mettre en œuvre les mesures prévues au paragraphe 8 de l'article 9 et au paragraphe 8 de l'article 11 du règlement (UE) 2023/988 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relatif à la sécurité générale des produits, modifiant le règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil et la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 87/357/CEE du Conseil, *ou pour un fournisseur de places de marché en ligne* de ne pas respecter les obligations prévues au paragraphe 12 de l'article 22 du même règlement, est puni d'une peine d'emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 600 000 euros.

« Ce montant peut être porté, de manière proportionnée aux avantages tirés du délit, à 10 % du chiffre d'affaires moyen annuel, calculé sur les trois derniers chiffres d'affaires annuels connus à la date des faits. » ;

b) Aux premier et troisième alinéas de l'article L. 452-6, les mots : « du délit puni à l'article L. 452-5 » sont remplacés par les mots : « des délits punis aux articles L. 452-5 et L. 452-5-1 » ;

c) À l'article L. 452-7, le mot : « quatrième » est remplacé par le mot : « premier ».

II. – Les 2° et 3° du I entrent en vigueur le 13 décembre 2024.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

3° Le chapitre II du titre V du même livre IV est ainsi modifié :

a) Après l'article L. 452-5, il est inséré un article L. 452-5-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 452-5-1. – Le fait, pour un fabricant ou un importateur, de ne pas mettre en œuvre les mesures prévues au paragraphe 8 de l'article 9 et au paragraphe 8 de l'article 11 du règlement (UE) 2023/988 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relatif à la sécurité générale des produits, modifiant le règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil et la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 87/357/CEE du Conseil *ou, pour un fournisseur de places de marché en ligne,* de ne pas respecter les obligations prévues au paragraphe 12 de l'article 22 du même règlement est puni d'une peine d'emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 600 000 euros.

« Ce montant peut être porté, de manière proportionnée aux avantages tirés du délit, à 10 % du chiffre d'affaires moyen annuel, calculé sur les trois derniers chiffres d'affaires annuels connus à la date des faits. » ;

b) Aux premier et troisième alinéas de l'article L. 452-6, les mots : « du délit puni à l'article L. 452-5 » sont remplacés par les mots : « des délits punis aux articles L. 452-5 et L. 452-5-1 » ;

c) À l'article L. 452-7, le mot : « quatrième » est remplacé par le mot : « premier ».

II. – Les 2° et 3° du I entrent en vigueur le 13 décembre 2024.

19

20

21

22

23

24

25

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Article 3

I. – Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à *prendre par ordonnance, dans un délai de six mois* à compter de la promulgation de la présente loi, toute mesure permettant :

1° De mettre *les articles 1^{er}, 4, 5 et 9* de la loi n° 2023-451 du 9 juin 2023 visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux en conformité avec les règles européennes applicables :

a) Aux services de la société de l'information, issues de la directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur et de la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ;

b) Au marché unique des services numériques, issues du règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE ;

c) Aux services de médias audiovisuels, issues de la directive (UE) 2018/1808 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 modifiant la directive 2010/13/UE visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Article 3

I. – Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé, *dans un délai de neuf mois* à compter de la promulgation de la présente loi, à *prendre par ordonnance* toute mesure permettant :

1° De mettre *l'ensemble des dispositions du titre I^{er}* de la loi n° 2023-451 du 9 juin 2023 visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux en conformité avec les règles européennes applicables :

a) Aux services de la société de l'information, issues de la directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur (« *directive sur le commerce électronique* ») et de la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ;

b) Au marché unique des services numériques, issues du règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (*règlement sur les services électroniques*) ;

c) Aux services de médias audiovisuels, issues de la directive (UE) 2018/1808 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 modifiant la directive 2010/13/UE visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels (*directive « Services de médias audiovisuels »*), *compte tenu de l'évolution des réalités du marché* ;

①

②

③

④

⑤

Texte adopté par le Sénat en première lecture

d) Aux pratiques commerciales déloyales, issues de la directive 2005/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2005 relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs dans le marché intérieur et modifiant la directive 84/450/CEE du Conseil et les directives 97/7/CE, 98/27/CE et 2002/65/CE du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE) n° 2006/2004 du Parlement européen et du Conseil ;

2° De tirer les conséquences, en termes de coordination et de mise en cohérence, des modifications apportées en application du 1° du présent I sur d'autres dispositions législatives ;

3° De rendre applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna, avec les adaptations nécessaires, les dispositions résultant des mesures prises en application des 1° et 2° qui relèvent de la compétence de l'État et de procéder, le cas échéant, aux adaptations nécessaires de ces dispositions en ce qui concerne Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon.

II. – Un projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de l'ordonnance.

III (*nouveau*). – Les articles 10, 11, 12, 15 et 18 de la loi n° 2023-451 du 9 juin 2023 *précitée* sont abrogés.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

d) Aux pratiques commerciales déloyales, issues de la directive 2005/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2005 relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs dans le marché intérieur et modifiant la directive 84/450/CEE du Conseil et les directives 97/7/CE, 98/27/CE et 2002/65/CE du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE) n° 2006/2004 du Parlement européen et du Conseil (« *directive sur les pratiques commerciales déloyales* ») ;

2° De tirer les conséquences, en termes de coordination et de mise en cohérence, des modifications apportées en application du 1° du présent I sur d'autres dispositions législatives ;

3° De rendre applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna, avec les adaptations nécessaires, les dispositions résultant des mesures prises en application des 1° et 2° qui relèvent de la compétence de l'État et de procéder, le cas échéant, aux adaptations nécessaires de ces dispositions en ce qui concerne Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon.

II. – (*Non modifié*)

III. – Les articles 10, 11, 12, 15 et 18 de la loi n° 2023-451 du 9 juin 2023 *visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux* sont abrogés.

Article 3 bis (*nouveau*)

Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est habilité à prendre par voie d'ordonnances, dans un délai de quinze mois à compter de la promulgation de la présente loi, les mesures relevant du domaine de la loi permettant :

1° De transposer la directive (UE) 2023/2225 du Parlement européen et du Conseil du 18 octobre 2023 relative aux contrats de crédit aux consommateurs et abrogeant la directive 2008/48/CE et de prendre les mesures de coordination et d'adaptation de la législation liées à cette transposition ;

⑥

⑦

⑧

⑨

⑩

①

②

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

2° De transposer la directive (UE) 2023/2673 du Parlement européen et du Conseil du 22 novembre 2023 modifiant la directive 2011/83/UE en ce qui concerne les contrats de services financiers conclus à distance et abrogeant la directive 2002/65/CE et de prendre les mesures de coordination et d'adaptation de la législation liées à cette transposition ; ③

3° D'étendre à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et aux îles Wallis et Futuna, avec les adaptations nécessaires, les dispositions prises en application des 1° et 2° du présent article, pour celles qui relèvent de la compétence de l'État, et de procéder, le cas échéant, aux adaptations nécessaires de ces mêmes dispositions en ce qui concerne Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon. ④

Un projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de chaque ordonnance. ⑤

CHAPITRE II

CHAPITRE II

Dispositions relatives au droit des sociétés

Dispositions relatives au droit des sociétés

Article 4

Article 4

I. – L'ordonnance n° 2023-393 du 24 mai 2023 portant réforme du régime des fusions, scissions, apports partiels d'actifs et opérations transfrontalières des sociétés commerciales est ratifiée.

I. – (Non modifié) ①

II. – Le code de commerce est ainsi modifié :

II. – Le code de commerce est ainsi modifié : ②

1° L'article L. 225-124 est ainsi modifié :

1° L'article L. 225-124 est ainsi modifié : ③

a) La dernière phrase du premier alinéa est complétée par les mots : « ou d'un apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions par la société actionnaire » ;

a) La dernière phrase du premier alinéa est complétée par les mots : « ou d'un apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions par la société actionnaire » ; ④

a bis) (nouveau) Au deuxième alinéa, après le mot : « si », sont insérés les mots : « les actions de » ;

a bis) Au deuxième alinéa, après le mot : « si », sont insérés les mots : « les actions de » ; ⑤

Texte adopté par le Sénat en première lecture

b) Le dernier alinéa est ainsi rédigé :

« Les droits de vote double dans des sociétés tierces dont bénéficie la société absorbée, la société scindée ou la société qui apporte une partie de son actif comprenant ces droits, sont maintenus, *en cas de fusion, de scission ou d'apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions*, au profit de la société absorbante ou de la société bénéficiaire de la scission ou de l'apport partiel d'actifs, ou, le cas échéant, au profit de la société nouvelle résultant de l'opération. » ;

2° Au second alinéa de l'article L. 236-20, après le mot : « limitée », sont insérés les mots : « ainsi que les scissions comportant *la participation uniquement* de sociétés à responsabilité limitée » ;

3° Au début du premier alinéa de l'article L. 236-21, les mots : « Le I de » sont supprimés ;

4° Au deuxième alinéa de l'article L. 236-22, les mots : « du rapport mentionné » sont remplacés par les mots : « des rapports mentionnés » *et, après le mot* : « celui », sont *insérés* les mots : « du rapport » ;

5° Le premier alinéa de l'article L. 236-28 est ainsi modifié :

a) Après les deux occurrences des mots : « totalité des », sont insérés les mots : « parts ou » ;

b) Après la seconde occurrence du mot : « actif », sont insérés les mots : « ou qu'une même société détient en permanence la totalité des actions représentant la totalité du capital de la société qui apporte une partie de son actif et de la ou des sociétés bénéficiaires » ;

c) Les mots : « du rapport mentionné au I de » sont remplacés par les mots : « des rapports mentionnés à » ;

d) (nouveau) Sont ajoutés les mots : « ni à l'attribution de parts ou d'actions de la société bénéficiaire de l'apport au profit de la société apporteuse » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

b) Le dernier alinéa est ainsi rédigé :

« *En cas de fusion, de scission ou d'apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions*, les droits de vote double dans des sociétés tierces dont bénéficie la société absorbée, la société scindée ou la société qui apporte une partie de son actif comprenant ces droits sont maintenus au profit de la société absorbante ou de la société bénéficiaire de la scission ou de l'apport partiel d'actifs ou, le cas échéant, au profit de la société nouvelle résultant de l'opération. » ;

2° Au second alinéa de l'article L. 236-20, après le mot : « limitée », sont insérés les mots : « ainsi que les scissions comportant *uniquement la participation* de sociétés à responsabilité limitée » ;

3° Au début du premier alinéa de l'article L. 236-21, les mots : « Le I de » sont supprimés ;

4° Au deuxième alinéa de l'article L. 236-22, les mots : « du rapport mentionné » sont remplacés par les mots : « des rapports mentionnés » *et les mots* : « à celui » sont *remplacés par* les mots : « du rapport » ;

5° Le premier alinéa de l'article L. 236-28 est ainsi modifié :

a) Après les deux occurrences des mots : « totalité des », sont insérés les mots : « parts ou *des* » ;

b) Après la seconde occurrence du mot : « actif », sont insérés les mots : « ou qu'une même société détient en permanence la totalité des actions représentant la totalité du capital de la société qui apporte une partie de son actif et de la ou des sociétés bénéficiaires » ;

c) Les mots : « du rapport mentionné au I de » sont remplacés par les mots : « des rapports mentionnés à » ;

d) (Supprimé)

⑥

⑦

⑧

⑨

⑩

⑪

⑫

⑬

⑭

⑮

Texte adopté par le Sénat en première lecture

6° L'article L. 236-29 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « des apports résultant de l'opération mentionnées à l'article L. 236-27 » sont remplacés par les mots : « de l'apport » et les mots : « en lieu et place de celle-ci sans que cette substitution » sont remplacés par les mots : « sans que cette opération » ;

b) Au second alinéa, les mots : « toute société concernée par la scission » sont remplacés par les mots : « *la ou* des sociétés bénéficiaires de l'apport » ;

7° Au premier alinéa de l'article L. 236-30, après le mot : « stipulé », sont insérés les mots : « que la société qui apporte une partie de son actif ne sera pas solidaire des sociétés bénéficiaires de l'apport et » ;

8° À l'article L. 236-31, la référence : « 2119 » est remplacée par la référence : « 119 » ;

9° Au premier alinéa de l'article L. 236-35, après le mot : « générale », sont insérés les mots : « ou, lorsque l'approbation de la fusion par l'assemblée générale n'est pas requise en application du II de l'article L. 236-9 ou des articles L. 236-11 ou L. 236-12, avant la date de la décision de la fusion ou de la constatation de sa réalisation par l'organe compétent, » ;

10° Le début du dernier alinéa de l'article L. 236-36 est ainsi rédigé :

« Ce rapport est mis à la disposition ou remis dans les conditions prévues aux deux premiers alinéas du présent article postérieurement à ... (le reste sans changement). » ;

11° Au premier alinéa de l'article L. 236-38, le mot : « actionnaires » est remplacé par le mot : « associés » ;

12° L'article L. 236-40 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, après la deuxième occurrence du mot : « actions », sont insérés les mots : « ou leurs parts sociales » et, après la troisième occurrence du mot : « actions », sont insérés les mots : « ou des parts sociales » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

6° L'article L. 236-29 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « des apports résultant de l'opération mentionnées à l'article L. 236-27 » sont remplacés par les mots : « de l'apport » et les mots : « en lieu et place de celle-ci sans que cette substitution » sont remplacés par les mots : « sans que cette opération » ;

b) Au second alinéa, les mots : « *de* toute société concernée par la scission » sont remplacés par les mots : « des sociétés bénéficiaires de l'apport » ;

7° Au premier alinéa de l'article L. 236-30, après le mot : « stipulé », sont insérés les mots : « que la société qui apporte une partie de son actif ne sera pas solidaire des sociétés bénéficiaires de l'apport et » ;

8° À l'article L. 236-31, la référence : « 2119 » est remplacée par la référence : « 119 » ;

9° Au premier alinéa de l'article L. 236-35, après le mot : « générale », sont insérés les mots : « ou, lorsque l'approbation de la fusion par l'assemblée générale n'est pas requise en application du II de l'article L. 236-9 ou des articles L. 236-11 ou L. 236-12, avant la date de la décision de la fusion ou de la constatation de sa réalisation par l'organe compétent » ;

10° Le début du dernier alinéa de l'article L. 236-36 est ainsi rédigé : « *Ce rapport est mis à la disposition des associés ou remis dans les conditions prévues aux deux premiers alinéas du présent article postérieurement... (le reste sans changement).* » ;

11° Au premier alinéa de l'article L. 236-38, le mot : « actionnaires » est remplacé par le mot : « associés » ;

12° L'article L. 236-40 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, après la deuxième occurrence du mot : « actions », sont insérés les mots : « ou leurs parts sociales » et, après la dernière occurrence du mot : « actions », sont insérés les mots : « ou des parts sociales » ;

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

Texte adopté par le Sénat en première lecture

b) Au deuxième alinéa, le mot : « titres, » est supprimé ;

c) Au troisième alinéa, après le mot : « actions », sont insérés les mots : « ou leurs parts sociales » ;

13° L'article L. 236-48 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « , le cas échéant, » sont supprimés ;

b) Avant le dernier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque l'apport ne comprend qu'une partie de son actif, la société peut décider, d'un commun accord avec la ou les sociétés bénéficiaires, de soumettre l'opération à ces mêmes dispositions. » ;

c) Au début du même dernier alinéa, les mots : « Lorsqu'il est fait application du premier alinéa » sont remplacés par les mots : « Pour les opérations mentionnées au présent article » ;

14° L'article L. 236-50 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les mêmes conditions s'appliquent lorsqu'une société figurant à la même annexe II se transforme en une société par actions ou une société à responsabilité limitée immatriculée en France, sans être dissoute ou liquidée ou mise en liquidation, et y transfère au moins son siège statutaire, tout en conservant sa personnalité juridique. » ;

15° À l'article L. 236-52, la référence : « L. 236-36 » est remplacée par la référence : « L. 236-38 » ;

16° Le 2° du I de l'article L. 950-1 est ainsi modifié :

a) Au neuvième alinéa, les références : « , L. 236-6, L. 236-9, L. 236-10 » sont supprimées ;

b) Au quatorzième alinéa, la référence : « L. 225-124, » est supprimée ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

b) Au deuxième alinéa, le mot : « titres, » est supprimé ;

c) Au troisième alinéa, après le mot : « actions », sont insérés les mots : « ou leurs parts sociales » ;

13° L'article L. 236-48 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « , le cas échéant, » sont supprimés ;

b) Avant le dernier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque l'apport ne comprend qu'une partie de son actif, la société peut décider, d'un commun accord avec la ou les sociétés bénéficiaires, de soumettre l'opération à ces mêmes dispositions. » ;

c) Au début du même dernier alinéa, les mots : « Lorsqu'il est fait application du premier alinéa » sont remplacés par les mots : « Pour les opérations mentionnées au présent article » ;

14° L'article L. 236-50 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les mêmes conditions s'appliquent lorsqu'une société figurant en annexe II à la directive (UE) 2017/1132 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 précitée se transforme en une société par actions ou en une société à responsabilité limitée immatriculée en France, sans être dissoute, liquidée ou mise en liquidation, et y transfère au moins son siège statutaire, tout en conservant sa personnalité juridique. » ;

15° À l'article L. 236-52, la référence : « L. 236-36 » est remplacée par la référence : « L. 236-38 » ;

16° Le 2° du I de l'article L. 950-1 est ainsi modifié :

a) Au huitième alinéa, les références : « , L. 236-6, L. 236-9 » sont supprimées ;

b) Au treizième alinéa, la référence : « L. 225-124, » est supprimée ;

26

27

28

29

30

31

32

33

34

35

36

37

38

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

c) Le début du vingtième alinéa est ainsi rédigé :

« Les articles L. 235 8, L. 236 1 à L. 236 19, L. 236 23 à L. 236 27, L. 236 32 à L. 236 34, L. 236 37, L. 236 39, L. 236 41 à L. 236 47, L. 236 49, L. 236 51 et L. 236 53 sont... (*le reste sans changement*). »

d) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Les articles L. 225-124, L. 236-20 à L. 236-22, L. 236-28 à L. 236-31, L. 236-35, L. 236-36, L. 236-38, L. 236-40, L. 236-48, L. 236-50 et L. 236-52 sont applicables dans leur rédaction résultant de la loi n° du portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole. » ;

III (*nouveau*). – Le code du travail est ainsi modifié :

1° Aux 1°, 2°, 3° et dernier alinéa de l'article L. 2371-1, après chaque occurrence du mot : « scission », sont insérés les mots : « , apport partiel d'actif » ;

2° Au 2° de l'article L. 2372-1, les mots : « de la fusion » sont remplacés par les mots : « de l'opération ».

c) Le début de l'avant-dernier alinéa est ainsi rédigé : « Les articles L. 235-8, L. 236-1 à L. 236-19, L. 236-23 à L. 236-27, L. 236-32 à L. 236-34, L. 236-37, L. 236-39, L. 236-41 à L. 236-47, L. 236-49, L. 236-51 et L. 236-53 sont... (*le reste sans changement*). » ;

d) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Les articles L. 225-124, L. 236-20 à L. 236-22, L. 236-28 à L. 236-31, L. 236-35, L. 236-36, L. 236-38, L. 236-40, L. 236-48, L. 236-50 et L. 236-52 sont applicables dans leur rédaction résultant de la loi n° du portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole. »

III. – Le code du travail est ainsi modifié :

1° L'article L. 2371-1 est ainsi modifié :

a) Le 1° est complété par les mots : « ou d'un apport partiel d'actif » ;

b) Au 2°, après le mot : « transfrontalières », sont insérés les mots : « ou à un apport partiel d'actif » ;

c) Au 3°, après le mot : « transfrontalières », sont insérés les mots : « ou d'un apport partiel d'actif » ;

d) Au dernier alinéa, après le mot : « scission », sont insérés les mots : « , apport partiel d'actif » ;

2° Au 2° de l'article L. 2372-1, les mots : « de la fusion » sont remplacés par les mots : « de l'opération ».

39

40

41

42

43

44

45

46

47

48

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Article 5

Article 5

(Supprimé)

1. – Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est habilité à prendre par ordonnance, dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, toute mesure relevant du domaine de la loi permettant :

1° De transposer la directive (UE) 2022/2381 du Parlement européen et du Conseil du 23 novembre 2022 relative à un meilleur équilibre entre les femmes et les hommes parmi les administrateurs des sociétés cotées et à des mesures connexes, et prévoir les dispositions de coordination et d'adaptation de la législation liées à cette transposition ;

a) En prévoyant que la transposition des dispositions de la directive (UE) 2022/2381 du Parlement européen et du Conseil du 23 novembre 2022 précitée corresponde, a minima, au champ d'application des articles L. 225-18-1 et L. 226-4-1 du code de commerce ;

b) En prévoyant que l'objectif de parité à atteindre au sein des organes de gouvernance des sociétés commerciales est d'au moins 40 % des postes d'administrateurs non exécutifs ;

c) En excluant la possibilité de prévoir de nouvelles sanctions en cas de non-respect des objectifs de parité femmes-hommes ;

d) En désignant un organisme ou une administration, chargé de veiller au respect de la parité femmes-hommes au sein des organes de gouvernance des sociétés commerciales, qui est doté des moyens nécessaires pour l'exercice de ses missions ;

e) En harmonisant les règles applicables à l'ensemble des entreprises, établissements et autres structures (groupements d'intérêt public, groupements d'intérêt économique) publics avec celles prévues pour les entreprises privées s'agissant de l'objectif de parité femmes-hommes des organes de gouvernance et les sanctions prévues en cas de non-respect de cet objectif ;

f) En prévoyant que les modalités de désignation des administrateurs représentant les salariés soient conformes à l'objectif de parité femmes-hommes ;

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

2° D'adapter, afin d'assurer leur cohérence et de tirer les conséquences des modifications apportées en application du 1° du présent I, les différentes obligations relatives à la représentation équilibrée entre les femmes et les hommes au sein des organes des sociétés commerciales en harmonisant ces obligations ;

3° De rendre applicables dans les îles Wallis et Futuna, avec les adaptations nécessaires, les dispositions résultant de l'ordonnance prise sur le fondement du présent I pour celles qui relèvent de la compétence de l'État et procéder, le cas échéant, aux adaptations nécessaires de ces dispositions en ce qui concerne Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon.

II. – Un projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de l'ordonnance mentionnée au I.

CHAPITRE III

CHAPITRE III

Dispositions relatives au droit bancaire, monétaire et financier

Dispositions relatives au droit bancaire, monétaire et financier

Article 6

Article 6

I. – Le code monétaire et financier est ainsi modifié :

I. – Le code monétaire et financier est ainsi modifié : ①

1° Le I de l'article L. 441-1 est ainsi modifié :

1° Le I de l'article L. 441-1 est ainsi modifié : ②

a) Au premier alinéa, les mots : « et modifiant les directives 98/26/CE et 2014/65/UE ainsi que le règlement (UE) n° 236/2012, » sont supprimés ;

a) (Supprimé) ③

b) Au 2°, les mots : « autorisés à » sont remplacés, deux fois, par les mots : « reconnus pour » ;

b) Au 2°, les deux occurrences des mots : « autorisés à » sont remplacées par les mots : « reconnus pour » ; ④

c) Au 3°, les mots : « autorisés à fournir en France, sous le régime de la libre prestation de services, » sont remplacés, deux fois, par les mots : « reconnus pour fournir en France » ;

c) Au 3°, les deux occurrences des mots : « autorisés à fournir en France, sous le régime de la libre prestation de services, » sont remplacés, deux fois, par les mots : « reconnus pour fournir en France » ; ⑤

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

2° Les deux premières phrases du III *bis* de l'article L. 533-12 sont ainsi rédigées : « Les prestataires de services d'investissement autres que les sociétés de gestion de portefeuille transmettent à leurs clients ou clients potentiels toutes les informations en lien avec la fourniture d'un service d'investissement ou d'un service connexe par voie électronique. Toutefois, lorsque le client existant ou potentiel est un client non professionnel qui demande à recevoir ces informations sur support papier, ces informations lui sont fournies sur ce support. » ;

2° Les deux premières phrases du III *bis* de l'article L. 533-12 sont ainsi rédigées : « Les prestataires de services d'investissement autres que les sociétés de gestion de portefeuille transmettent à leurs clients ou à leurs clients potentiels toutes les informations en lien avec la fourniture d'un service d'investissement ou d'un service connexe par voie électronique. Toutefois, lorsque le client existant ou le client potentiel est un client non professionnel qui demande à recevoir ces informations sur support papier, ces informations lui sont fournies *gratuitement* sur ce support. » ;

3° Le livre VII est ainsi modifié :

3° Le livre VII est ainsi modifié :

a) La deuxième ligne du tableau du second alinéa du I des articles L. 762-9, L. 763-9 et L. 764-9 est ainsi rédigée :

a) La deuxième ligne du tableau du second alinéa du I des articles L. 762-9, L. 763-9 et L. 764-9 est ainsi rédigée :

	la loi n° du portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole » ;
«	L. 441-1

	la loi n° du portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole » ;
«	L. 441-1

⑥

⑦

⑧

⑨

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

b) La dix-huitième ligne du tableau du second alinéa du I des articles L. 773-30, L. 774-30 et L. 775-24 est ainsi rédigée :

b) La dix-huitième ligne du tableau du second alinéa du I des articles L. 773-30, L. 774-30 et L. 775-24 est ainsi rédigée :

	la loi n° du portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière
« L. 533-12	<i>agricole</i>
»	

	la loi n° du portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière
« L. 533-12	agricole
»	

⑩

⑪

Texte adopté par le Sénat en première lecture

II. – *Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est habilité à prendre par voie d'ordonnance, dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, toute mesure relevant du domaine de la loi pour :*

1° *Transposer les dispositions de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission, dans leur rédaction résultant de l'article 38 du règlement (UE) 2023/1113 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et de certains crypto-actifs, et modifiant la directive (UE) 2015/849 ;*

2° *Adapter les dispositions du code monétaire et financier et, le cas échéant, d'autres codes ou dispositions législatives non codifiées, pour assurer, dès l'entrée en application du même règlement, leur cohérence et leur conformité avec les dispositions de ce dernier ;*

3° *Définir les compétences respectives de l'Autorité des marchés financiers et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution pour l'application dudit règlement ;*

4° *Rendre applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna, avec les adaptations nécessaires, les dispositions résultant des 1° à 3° du présent II, pour celles qui relèvent de la compétence de l'État dans ces collectivités, et procéder, le cas échéant, aux adaptations nécessaires de ces dispositions à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon.*

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

II. – *(Supprimé)*

⑫

III (nouveau). – *Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est habilité à prendre par voie d'ordonnance, dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, toute mesure relevant du domaine de la loi pour :*

⑬

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Un projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de l'ordonnance mentionnée au même premier alinéa.

1° Adapter les dispositions du code monétaire et financier et, le cas échéant, d'autres codes ou lois pour assurer, à l'entrée en application du règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les marchés de crypto-actifs, et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 1095/2010 et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/1937, leur cohérence et leur conformité au même règlement ;

2° Définir les compétences de l'Autorité des marchés financiers et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution pour l'application dudit règlement.

Un projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de l'ordonnance mentionnée au premier alinéa du présent III.

Article 6 bis (nouveau)

Le code monétaire et financier est ainsi modifié :

1° L'article L. 561-45-1 est ainsi modifié :

a) Après le mot : « dotation », la fin du 3° est ainsi rédigée : « et fonds de pérennité ; »

b) Après le même 3°, il est inséré un 4° ainsi rédigé :

« 4° Les groupements d'intérêt économique établis sur le territoire français ainsi que les fiduciaires, au sens de l'article 2011 du code civil, et les administrateurs de tout autre dispositif juridique comparable relevant d'un droit étranger. » ;

c) À l'avant-dernier alinéa, la référence : « 3° » est remplacée par la référence : « 4° » ;

2° À la première phrase du premier alinéa de l'article L. 561-46, après la référence : « L. 561-45-1 », sont insérés les mots : « , les placements collectifs mentionnés au 2° du même article L. 561-45-1 ou leurs sociétés de gestion, lorsqu'ils ne sont pas eux-mêmes une société, et les groupements d'intérêt économique mentionnés au 4° dudit article L. 561-45-1 » ;

3° Après le même article L. 561-46, il est inséré un article L. 561-46-1 ainsi rédigé :

14

15

16

1

2

3

4

5

6

7

8

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« Art. L. 561-46-1. – Les organismes mentionnés au 3° de l'article L. 561-45-1 déclarent, en complément des informations figurant déjà dans un registre de données structurées tenu par l'autorité administrative et retraçant l'ensemble des informations les concernant et à la déclaration desquelles ils sont astreints par les lois et règlements qui les régissent, les informations actualisées relatives à leurs bénéficiaires effectifs. »

« L'autorité administrative vérifie par tous moyens, y compris par des demandes de justificatifs, l'adéquation, l'exactitude et l'actualité des informations figurant dans chacun des registres concernés. Lorsqu'elle constate une divergence entre les informations déclarées et celles dont elle dispose, elle la signale aux organismes concernés, aux fins de correction dans un délai qu'elle porte à leur connaissance. Dans l'intervalle et tant que la divergence persiste, elle la fait figurer dans le registre en précisant les informations sur lesquelles elle porte. » ;

4° Le premier alinéa de l'article L. 574-5 est ainsi modifié :

a) Après le mot : « sociétés », sont insérés les mots : « ou, le cas échéant, dans un registre mentionné à l'article L. 561-46-1 » ;

b) Après la référence : « L. 561-46 », sont insérés les mots : « ou de l'article L. 561-46-1 » ;

5° Après le 11° du III des articles L. 773-42 et L. 774-42, il est inséré un 11° bis ainsi rédigé :

« 11° bis Au 4° de l'article L. 561-45-1, les mots : "ainsi que les fiducies au sens de l'article 2011 du code civil" sont supprimés ; »

6° L'article L. 775-36 est ainsi modifié :

a) La quarante-sixième ligne du tableau du second alinéa du I est remplacée par trois lignes ainsi rédigées :

«	L. 561-45-1	la loi n° du
		l'ordonnance n° 2020-
	L. 561-45-2 et	115 du
	L. 561-46	12 février 2020

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

L. 561-46-1	la loi n° du	» ;
-------------	--------------	-----

b) Après le 11° du III, il est inséré un 11° bis ainsi rédigé : ⑰

« 11° bis Au 4° de l'article L. 561-45-1, les mots : "ainsi que les fiducies au sens de l'article 2011 du code civil" sont supprimés ; » ⑳

7° La dernière ligne du tableau du second alinéa des articles L. 773-50, L. 774-50 et L. 775-43 est remplacée par trois lignes ainsi rédigées : ㉑

«		l'ordonnance n° 2020-115 du 12 février 2020	»
	L. 574-4	la loi n° du	
	L. 574-5	l'ordonnance n° 2020-115 du 12 février 2020	

㉒

Article 7

Le livre VII du code monétaire et financier est ainsi modifié :

1° La section 2 du chapitre II du titre I^{er} est ainsi modifiée :

a) Au premier alinéa de l'article L. 712-9, après la référence : « L. 712-8 », sont insérés les mots : « ou des actes délégués et des actes d'exécution mentionnés à l'article L. 712-11 » ;

Article 7

Le livre VII du code monétaire et financier est ainsi modifié : ①

1° La section 2 du chapitre II du titre I^{er} est ainsi modifiée : ②

a) Au premier alinéa de l'article L. 712-9, après la référence : « L. 712-8 », sont insérés les mots : « ou des actes délégués et des actes d'exécution mentionnés à l'article L. 712-11 » ; ③

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

b) Il est ajouté un article L. 712-11 ainsi rédigé :

b) Il est ajouté un article L. 712-11 ainsi rédigé :

« Art. L. 712-11. – Le ministre chargé de l'économie arrête les conditions dans lesquelles sont rendus applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna les actes délégués et les actes d'exécution relatifs aux normes techniques de réglementation ou d'exécution adoptés par la Commission européenne sur le fondement de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 648/2012. » ;

« Art. L. 712-11. – Le ministre chargé de l'économie arrête les conditions dans lesquelles sont rendus applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna les actes délégués et les actes d'exécution relatifs aux normes techniques de réglementation ou d'exécution adoptés par la Commission européenne sur le fondement de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 648/2012. » ;

II. – (Alinéa supprimé)

2° Les articles L. 773-4, L. 774-4 et L. 775-4 sont ainsi modifiés :

2° Les articles L. 773-4, L. 774-4 et L. 775-4 sont ainsi modifiés :

a) Après la deuxième ligne du tableau du second alinéa du I, sont insérées deux lignes ainsi rédigées :

a) Après la deuxième ligne du tableau du second alinéa du I, sont insérées deux lignes ainsi rédigées :

«	L. 511-30 et L. 511-31, à l'exception de son troisième alinéa	l'ordonnance n° 2013-544 du 27 juin 2013	» ;
	L. 511-32	l'ordonnance n° 214-158 du 20 février 2014	

«	L. 511-30 et L. 511-31, à l'exception de son troisième alinéa	l'ordonnance n° 2013-544 du 27 juin 2013	» ;
	L. 511-32	l'ordonnance n° 2014-158 du 20 février 2014	

④

⑤

⑦

⑧

⑧

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

III. –(Alinéa supprimé)

6° Après le a du 1° du III des articles L. 783-2, L. 784-2 et L. 785-2, il est inséré un a bis ainsi rédigé :

« *a bis*) À la première phrase du 7° du II, la référence à l'article L. 564-2 est remplacée par la référence aux dispositions en vigueur localement ayant le même objet ; »

7° Le II des articles L. 783-10, L. 784-10 et L. 785-9 est complété par un 3° ainsi rédigé :

« 3° À l'article L. 621-20-6, la référence à l'article L. 564-2 est remplacée par la référence aux dispositions en vigueur localement ayant le même objet. »

III. –(Alinéa supprimé)

6° Après le a du 1° du III des articles L. 783-2, L. 784-2 et L. 785-2, il est inséré un a bis ainsi rédigé :

« *a bis*) À la première phrase du 7° du II, la référence à l'article L. 564-2 est remplacée par la référence aux dispositions en vigueur localement ayant le même objet ; »

7° Le II des articles L. 783-10, L. 784-10 et L. 785-9 est complété par un 3° ainsi rédigé :

« 3° À l'article L. 621-20-6, la référence à l'article L. 564-2 est remplacée par la référence aux dispositions en vigueur localement ayant le même objet. »

⑰

⑱

⑲

⑳

Article 7 ter A (nouveau)

Le code monétaire et financier est ainsi modifié :

1° L'article L. 613-34 est ainsi modifié :

a) Au 2° du I, les mots : « , à l'exception de celles qui fournissent exclusivement un ou plusieurs des services d'investissement mentionnés aux 1, 2, 4 ou 5 de l'article L. 321-1 et qui ne sont pas » sont remplacés par les mots : « qui sont agréées pour la fourniture d'un service d'investissement mentionné aux 3, 6-1 ou 6-2 de l'article L. 321-1 ou qui sont » ;

b) À la fin du IV, les mots : « présent chapitre » sont remplacés par les mots : « chapitre II du titre I^{er} du livre III » ;

2° L'article L. 613-44 est ainsi modifié :

a) Le II est ainsi rédigé :

①

②

③

④

⑤

⑥

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« II. – *Le collège de résolution dispense de l'exigence mentionnée au I les sociétés de financement de l'habitat, les sociétés de crédit foncier et les établissements de crédit dont l'objet exclusif est de refinancer des billets à ordre régis par les articles L. 313-42 à L. 313-49-1 et représentatifs de prêts consentis pour le financement d'opérations immobilières en émettant, dans les conditions prévues à l'article 13 de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, des obligations qui ont des caractéristiques identiques à celles de ces billets à ordre, lorsque les conditions suivantes sont réunies :*

« 1° *Le plan préventif de résolution qui leur est applicable prévoit que, en cas de défaillance avérée ou prévisible, elles font l'objet d'une liquidation judiciaire en application du livre VI du code de commerce et des dispositions particulières qui leur sont applicables ou des mesures de résolution prévues aux sous-paragraphes 3, 4 et 5 du paragraphe 2 de la sous-section 10 de la présente section ;*

« 2° *La liquidation judiciaire ou les mesures de résolution mentionnées au 1° du présent II garantissent que leurs créanciers, y compris, le cas échéant, les détenteurs d'obligations garanties, supportent les pertes d'une manière conforme aux objectifs de la résolution.*

« *La personne bénéficiant de la dispense prévue au présent II n'est pas incluse dans le périmètre de consolidation aux fins du calcul de l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles au niveau du groupe de résolution. » ;*

b) La seconde phrase du premier alinéa du A du VIII est supprimée ;

c) À la première phrase du second alinéa du B du VIII, après la première occurrence du mot : « résolution », sont insérés les mots : « ou de l'autorité de résolution sur base consolidée » ;

3° Le III de l'article L. 613-54 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« *Le collège de résolution y exerce l'intégralité des droits liés à la détention de titres de capital ou d'autres titres de propriété. » ;*

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

4° Au III de l'article L. 613-55-3, les mots : « des dispositions sont prises afin d'indemniser à due concurrence » sont remplacés par les mots : « le collège de résolution peut prendre des dispositions afin d'indemniser » ; (15)

5° Les articles L. 783-4, L. 784-4 et L. 785-3 sont ainsi modifiés : (16)

a) Le I est ainsi modifié : (17)

– la seconde colonne de la quinzième ligne est ainsi rédigée : « la loi n° du » ; (18)

– la vingt-huitième ligne est remplacée par deux lignes ainsi rédigées : (19)

«	L. 613-44 à l'exception des VII et VIII et du 1° du IX	la loi n° du
	L. 613-44-1	l'ordonnance n° 2021-796 du 23 juin 2021

» ; (20)

– la quarante-troisième ligne est remplacée par trois lignes ainsi rédigées : (21)

«	L. 613-53 à L. 613-53-5	l'ordonnance n° 2015-1024 du 20 août 2015
	L. 613-54	la loi n° du

(22)

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

	l'ordon- nance n°
L. 613- 54-1 et	2015- 1024 du
L. 613- 54-2	20 août 2015

 » ;

– la quarante-sixième ligne est remplacée par deux lignes ainsi rédigées :

«

L. 613- 55-3	la loi n° du
	l'ordon- nance n° 2020- 1636 du 21 dé- cembre
L. 613- 55-4	2020

 » ;

b) Au a du 10° du III, les mots : « 3° du » sont supprimés.

Article 7 ter (nouveau)

À la troisième phrase de l'article L. 312-12 du code monétaire et financier, après les mots : « Son président », sont insérés les mots : « est entendu par les commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat chargées des finances avant sa désignation et ».

Article 8

I. – Le I de l'article L. 712-7 du code monétaire et financier est complété par un 13° ainsi rédigé :

« 13° Le règlement (UE) 2021/1230 du Parlement européen et du Conseil du 14 juillet 2021 concernant les paiements transfrontaliers dans l'Union. »

Article 8

I et II. – (Non modifiés)

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

II. – Le 3° de l'article L. 511-7 du code de la consommation est ainsi rédigé :

« 3° Des paragraphes 1 et 3 de l'article 3 du règlement (UE) 2021/1230 du Parlement européen et du Conseil du 14 juillet 2021 concernant les paiements transfrontaliers dans l'Union ; ».

III. – Le code de commerce est ainsi modifié :

1° Le titre V du livre IV est complété par un article L. 450-13 ainsi rédigé :

« *Art. L. 450-13.* – Le ministre chargé de l'économie et les fonctionnaires qu'il a désignés ou habilités conformément *aux dispositions* du présent livre disposent des pouvoirs qui leur sont reconnus par *les articles* du présent livre pour la mise en œuvre des paragraphes 5, 6 et 7 de l'article 14 du règlement (UE) 2022/2560 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur. » ;

III. – Le code de commerce est ainsi modifié :

1° Le titre V du livre IV est complété par un article L. 450-13 ainsi rédigé :

« *Art. L. 450-13.* – Le ministre chargé de l'économie et les fonctionnaires qu'il a désignés ou habilités conformément *au* présent livre disposent des pouvoirs qui leur sont reconnus par *le* présent livre pour la mise en œuvre des paragraphes 5, 6 et 7 de l'article 14 du règlement (UE) 2022/2560 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur. » ;

②

③

④

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

2° Après la cinquante-septième ligne du tableau du second alinéa du 4° du I de l'article L. 950-1, est insérée une ligne ainsi rédigée :

2° Après la cinquante-septième ligne du tableau du second alinéa du 4° du I de l'article L. 950-1, est insérée une ligne ainsi rédigée :

	la loi n° du portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole
« Article L. 450-13 » ;	

	la loi n° du portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole
« Article L. 450-13 » ;	

3° Après l'article L. 954-9, il est inséré un article L. 954-9-1 ainsi rédigé :

3° Après l'article L. 954-9, il est inséré un article L. 954-9-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 954-9-1. – Pour l'application de l'article L. 450-13 à Wallis-et-Futuna, après le mot : "œuvre", sont insérés les mots : "des règles en vigueur en métropole en vertu". »

« Art. L. 954-9-1. – Pour l'application de l'article L. 450-13 à Wallis-et-Futuna, après le mot : "œuvre", sont insérés les mots : "des règles en vigueur en métropole en application". »

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

CHAPITRE IV

CHAPITRE IV

Dispositions relatives à l'assistance internationale au recouvrement

Dispositions relatives à l'assistance internationale au recouvrement

Article 9

Article 9

I. – L'article L. 283 D du livre des procédures fiscales est ainsi modifié :

I. – L'article L. 283 D du livre des procédures fiscales est ainsi modifié :

1° Le I est complété par un alinéa ainsi rédigé :

1° Le I est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Elles autorisent dans ce cadre les administrations des autres États membres à utiliser les informations transmises à d'autres fins, *dès lors qu'* une telle utilisation est permise par la législation française dans le cadre national. » ;

« Elles autorisent dans ce cadre les administrations des autres États membres à utiliser les informations transmises à d'autres fins *si* une telle utilisation est permise par la législation française dans le cadre national. » ;

2° Après le même I, il est inséré un *I bis* ainsi rédigé :

2° Après le même I, il est inséré un *I bis* ainsi rédigé :

« *I bis.* – Lorsque les informations transmises en application du premier alinéa du I proviennent d'un autre État membre et que ces informations peuvent présenter un intérêt pour un État membre tiers aux fins mentionnées au second alinéa du paragraphe 1 de l'article 23 de la directive 2010/24/UE du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures, les administrations financières demandent à l'administration de l'État membre de provenance l'autorisation préalable de transmettre ces informations à cet État membre tiers.

« *I bis.* – Lorsque les informations transmises en application du premier alinéa du I *du présent article* proviennent d'un autre État membre et que ces informations peuvent présenter un intérêt pour un État membre tiers aux fins mentionnées au second alinéa du paragraphe 1 de l'article 23 de la directive 2010/24/UE du *Conseil* du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures, les administrations financières demandent à l'administration de l'État membre de provenance l'autorisation préalable de transmettre ces informations à cet État membre tiers.

« En l'absence de réponse de la part de l'administration de l'État membre de provenance des informations dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la *date de la* demande d'autorisation, les informations sont transmises à l'administration de l'État membre tiers.

« En l'absence de réponse de la part de l'administration de l'État membre de provenance des informations dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la demande d'autorisation, les informations sont transmises à l'administration de l'État membre tiers.

« L'autorisation d'utiliser aux fins mentionnées au second alinéa du I du présent article des informations qui ont été transmises conformément aux *premier et deuxième* alinéas du présent *I bis* ne peut être donnée que par l'État *d'où proviennent* les informations. » ;

« L'autorisation d'utiliser aux fins mentionnées au second alinéa du I du présent article des informations qui ont été transmises conformément aux *deux premiers* alinéas du présent *I bis* ne peut être donnée que par l'État *membre de provenance* des informations. » ;

①

②

③

④

⑤

⑥

⑦

Texte adopté par le Sénat en première lecture

3° Le II est ainsi modifié :

a) Le début du premier alinéa est ainsi rédigé : « II. – Les administrations financières ne peuvent... (*le reste sans changement*). » ;

b) Au second alinéa, les mots : « les administrations financières » sont remplacés par le mot : « elles » ;

4° Le III est ainsi rédigé :

« III. – Les informations reçues dans le cadre des articles L. 283 A à L. 283 F peuvent être utilisées à toute autre fin que celle mentionnée au premier alinéa du I du présent article, si une telle utilisation est permise dans l'État membre de provenance *initiale* des informations conformément à sa législation interne.

« *L'obligation du secret professionnel, telle qu'elle est définie aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal, s'applique à l'administration bénéficiaire de ces informations.* »

II. – L'article 349 sexies du code des douanes est ainsi modifié :

1° Le I est complété par un alinéa ainsi rédigé

« Elles autorisent dans ce cadre les administrations des autres États membres à utiliser les informations transmises à d'autres fins, *dès lors qu'*une telle utilisation est permise par la législation française dans le cadre national. » ;

2° Après le même I, il est inséré un I bis ainsi rédigé :

« I bis. – Lorsque les informations transmises en application du premier alinéa du I proviennent d'un autre État membre et que ces informations peuvent présenter un intérêt pour un État membre tiers aux fins mentionnées au second alinéa du paragraphe 1 de l'article 23 de la directive 2010/24/UE du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures, les administrations financières demandent à l'administration de l'État membre de provenance l'autorisation préalable de transmettre ces informations à cet État membre tiers.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

3° Le II est ainsi modifié :

a) Le début du premier alinéa est ainsi rédigé : « II. – Les administrations financières ne peuvent... (*le reste sans changement*). » ;

b) Au second alinéa, les mots : « les administrations financières » sont remplacés par le mot : « elles » ;

4° Le III est ainsi rédigé :

« III. – Les informations reçues dans le cadre des articles L. 283 A à L. 283 F peuvent être utilisées à toute autre fin que celle mentionnée au premier alinéa du I du présent article si une telle utilisation est permise *par la législation interne* de l'État membre de provenance des informations.

« *L'administration bénéficiaire de ces informations est soumise au secret professionnel défini aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.* »

II. – L'article 349 sexies du code des douanes est ainsi modifié :

1° Le I est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Elles autorisent dans ce cadre les administrations des autres États membres à utiliser les informations transmises à d'autres fins si une telle utilisation est permise par la législation française dans le cadre national. » ;

2° Après le même I, il est inséré un I bis ainsi rédigé :

« I bis. – Lorsque les informations transmises en application du premier alinéa du I *du présent article* proviennent d'un autre État membre et que ces informations peuvent présenter un intérêt pour un État membre tiers aux fins mentionnées au second alinéa du paragraphe 1 de l'article 23 de la directive 2010/24/UE *du Conseil* du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures, les administrations financières demandent à l'administration de l'État membre de provenance l'autorisation préalable de transmettre ces informations à cet État membre tiers.

⑧

⑨

⑩

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« En l'absence de réponse de la part de l'administration de l'État membre de provenance des informations dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la date de la demande d'autorisation, les informations sont transmises à l'administration de l'État membre tiers.

« L'autorisation d'utiliser aux fins mentionnées au second alinéa du I du présent article des informations qui ont été transmises conformément aux *premier et deuxième* alinéas du présent I bis ne peut être donnée que par l'État d'où proviennent les informations. » ;

3° Le II est ainsi modifié :

a) Le début du premier alinéa est ainsi rédigé :

« II. – Les administrations financières ne peuvent ... (le reste sans changement). » ;

b) Au second alinéa, les mots : « les administrations financières » sont remplacés par le mot : « elles » ;

4° Le III est ainsi rédigé :

« III. – Les informations reçues dans le cadre des articles 349 *ter* à 349 *octies* peuvent être utilisées à toute autre fin que celle mentionnée au premier alinéa du I du présent article, si une telle utilisation est permise *dans l'État membre de provenance initiale des informations conformément à sa législation interne.*

« *L'obligation du secret professionnel, telle qu'elle est définie aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal, s'applique à l'administration bénéficiaire de ces informations.* » ;

5° Il est ajouté un IV ainsi rédigé :-

« IV. – Les informations échangées dans le cadre des articles 349 *ter* à 349 *octies* peuvent être invoquées ou utilisées comme preuve par les administrations financières. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« En l'absence de réponse de la part de l'administration de l'État membre de provenance des informations dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la demande d'autorisation, les informations sont transmises à l'administration de l'État membre tiers.

« L'autorisation d'utiliser aux fins mentionnées au second alinéa du I du présent article des informations qui ont été transmises conformément aux *deux premiers* alinéas du présent I bis ne peut être donnée que par l'État membre de provenance des informations. » ;

3° Le II est ainsi modifié :

a) Le début du premier alinéa est ainsi rédigé : « II. – Les administrations financières ne peuvent... (le reste sans changement). » ;

b) Au second alinéa, les mots : « les administrations financières » sont remplacés par le mot : « elles » ;

4° Le III est ainsi rédigé :

« III. – Les informations reçues dans le cadre des articles 349 *ter* à 349 *octies* peuvent être utilisées à toute autre fin que celle mentionnée au premier alinéa du I du présent article si une telle utilisation est permise *par la législation interne de l'État membre de provenance des informations.*

« *L'administration bénéficiaire de ces informations est soumise au secret professionnel défini aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.* » ;

5° Il est ajouté un IV ainsi rédigé :

« IV. – Les informations échangées dans le cadre des articles 349 *ter* à 349 *octies* du présent code peuvent être invoquées ou utilisées comme preuve par les administrations financières. »

(25)

Texte adopté par le Sénat en première lecture

III. – Le chapitre II du titre I^{er} du livre VI du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa de l'article L. 612-2, les mots : « (CE) n° 1290/2005 du Conseil du 21 juin 2005 relatif au financement de la politique agricole commune » sont remplacés par les mots : « (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 » ;

2° L'article L. 612-5 est ainsi modifié :

a) Le I est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'organisme payeur compétent autorise dans ce cadre les administrations des autres États membres à utiliser les informations transmises à d'autres fins, *dès lors qu'*une telle utilisation est permise par la législation française dans le cadre national. » ;

b) Après le I, il est inséré un I bis ainsi rédigé :

« I bis. – Lorsque les informations transmises en application du premier alinéa du I proviennent d'un autre État membre et que ces informations peuvent présenter un intérêt pour un État membre tiers aux fins mentionnées au second alinéa du paragraphe 1 de l'article 23 de la directive 2010/24/UE du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures, l'organisme payeur compétent demande à l'administration de l'État membre de provenance l'autorisation préalable de transmettre ces informations à cet État membre tiers.

« En l'absence de réponse de la part de l'administration de l'État membre de provenance des informations dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la date de la demande d'autorisation, les informations sont transmises à l'administration de l'État membre tiers.

« L'autorisation d'utiliser aux fins mentionnées au second alinéa du I du présent article des informations qui ont été transmises conformément aux premier et *deuxième* alinéas du présent I bis ne peut être donnée que par l'État *d'où proviennent* les informations. » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

III. – Le chapitre II du titre I^{er} du livre VI du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa de l'article L. 612-2, les mots : « (CE) n° 1290/2005 du Conseil du 21 juin 2005 relatif au financement de la politique agricole commune » sont remplacés par les mots : « (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 » ;

2° L'article L. 612-5 est ainsi modifié :

a) Le I est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'organisme payeur compétent autorise dans ce cadre les administrations des autres États membres à utiliser les informations transmises à d'autres fins si une telle utilisation est permise par la législation française dans le cadre national. » ;

b) Après le I, il est inséré un I bis ainsi rédigé :

« I bis. – Lorsque les informations transmises en application du premier alinéa du I *du présent article* proviennent d'un autre État membre et que ces informations peuvent présenter un intérêt pour un État membre tiers aux fins mentionnées au second alinéa du paragraphe 1 de l'article 23 de la directive 2010/24/UE *du Conseil* du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures, l'organisme payeur compétent demande à l'administration de l'État membre de provenance l'autorisation préalable de transmettre ces informations à cet État membre tiers.

« En l'absence de réponse de la part de l'administration de l'État membre de provenance des informations dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la date de la demande d'autorisation, les informations sont transmises à l'administration de l'État membre tiers.

« L'autorisation d'utiliser aux fins mentionnées au second alinéa du I du présent article des informations qui ont été transmises conformément aux *deux premiers* alinéas du présent I bis ne peut être donnée que par l'État *membre* de provenance des informations. » ;

Texte adopté par le Sénat en première lecture

c) Le III est ainsi rédigé :

« III. – Les informations reçues dans le cadre des articles L. 612-1 à L. 612-6 peuvent être utilisées à toute autre fin que celle mentionnée au premier alinéa du I du présent article, si une telle utilisation est permise dans l'État membre de provenance *initiale* des informations *conformément à sa législation interne*.

« *L'obligation du secret professionnel, telle qu'elle est définie aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal, s'applique à l'administration bénéficiaire de ces informations.* »

TITRE II

DISPOSITIONS D'ADAPTATION AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

CHAPITRE I^{ER}

Dispositions relatives aux batteries, à la collecte et à la valorisation des déchets

Article 10

I. – *Tout opérateur économique* dont le chiffre d'affaires net annuel dépasse 40 millions d'euros au cours de l'exercice précédant le dernier exercice financier ou *faisant* partie d'un groupe composé d'entreprises mères et de filiales, dont le chiffre d'affaires net annuel, calculé sur une base consolidée, dépasse 40 millions d'euros, *qui effectue* la première mise en service ou mise sur le marché de batteries *régies par le règlement* (UE) 2023/1542 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 relatif aux batteries et aux déchets de batteries, modifiant la directive 2008/98/CE et le règlement (UE) 2019/1020, et abrogeant la directive 2006/66/CE, *est* soumis aux obligations en matière de politique de devoir de diligence, de système de gestion, de gestion des risques, de vérification par tierce partie et de communication d'informations définies aux articles 48, 49, 50, 51 et 52 du même règlement.

En cas de manquement aux obligations mentionnées au premier alinéa du présent I, l'opérateur économique peut faire l'objet des mesures prévues au IV.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

c) Le III est ainsi rédigé :

« III. – Les informations reçues dans le cadre des articles L. 612-1 à L. 612-6 peuvent être utilisées à toute autre fin que celle mentionnée au premier alinéa du I du présent article si une telle utilisation est permise par la *législation interne* de l'État membre de provenance des informations.

« *L'administration bénéficiaire de ces informations est soumise au secret professionnel défini aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.* »

TITRE II

DISPOSITIONS D'ADAPTATION AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

CHAPITRE I^{ER}

Dispositions relatives aux batteries, à la collecte et à la valorisation des déchets

Article 10

I. – *Les opérateurs économiques* dont le chiffre d'affaires net annuel dépasse 40 millions d'euros au cours de l'exercice précédant le dernier exercice financier ou *qui font* partie d'un groupe composé d'entreprises mères et de filiales, dont le chiffre d'affaires net annuel, calculé sur une base consolidée, dépasse 40 millions d'euros *et qui effectuent* la première mise en service ou mise sur le marché de batteries *relevant du règlement* (UE) 2023/1542 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 relatif aux batteries et aux déchets de batteries, modifiant la directive 2008/98/CE et le règlement (UE) 2019/1020, et abrogeant la directive 2006/66/CE *sont* soumis aux obligations en matière de politique de devoir de diligence, de système de gestion, de gestion des risques, de vérification par tierce partie et de communication d'informations définies aux articles 48, 49, 50, 51 et 52 du même règlement.

En cas de manquement aux obligations mentionnées au premier alinéa du présent I, l'opérateur économique peut faire l'objet des mesures prévues au IV.

①

②

Texte adopté par le Sénat en première lecture

II. – Dans le cadre de leur mission, les agents chargés de contrôler le respect des obligations prévues au I, peuvent :

1° Prendre connaissance de tout document relatif à ces obligations, sans que leur soit opposable le secret des affaires ;

2° Effectuer des visites sur place dans les conditions et selon les garanties prévues aux articles L. 175-5 à L. 175-15 du code minier.

Ils sont astreints au secret professionnel et soumis, à ce titre, aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Un décret détermine les catégories d'agents compétents pour procéder à ces contrôles.

III. – Lorsqu'un agent chargé du contrôle constate un manquement à tout ou partie des obligations mentionnées au I, il adresse à l'autorité compétente un rapport et en remet une copie à l'opérateur économique. Ce dernier peut, dans des conditions déterminées par voie réglementaire, faire part de ses observations écrites et, le cas échéant, sur sa demande, de ses observations orales à l'autorité compétente et demander que lui soit communiquée copie de tout document, autre que le rapport de contrôle, sur lequel est fondée la décision. L'opérateur économique peut se faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire de son choix.

IV. – En cas de manquement à tout ou partie des obligations mentionnées au I, l'autorité compétente notifie à l'opérateur économique les non-conformités et le met en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine.

Si, à l'expiration de ce délai, l'opérateur économique n'a pas pris les mesures permettant de se conformer aux obligations de devoir de diligence, l'autorité nationale peut, par décision motivée :

1° Faire procéder d'office, en lieu et place de l'opérateur économique mis en demeure et à ses frais, à l'exécution de tout ou partie des mesures permettant de se conformer aux obligations de devoir de diligence ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

II et III. – *(Non modifiés)*

③

IV. – En cas de manquement à tout ou partie des obligations mentionnées au I, l'autorité compétente notifie à l'opérateur économique les non-conformités et le met en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine *et qui ne peut excéder un an à compter de la constatation des manquements.*

④

Si, à l'expiration de ce délai, l'opérateur économique n'a pas pris les mesures permettant de se conformer aux obligations de devoir de diligence, l'autorité nationale peut, par décision motivée :

⑤

1° Faire procéder d'office, en lieu et place de l'opérateur économique mis en demeure et à ses frais, à l'exécution de tout ou partie des mesures permettant de se conformer aux obligations de devoir de diligence ;

⑥

Texte adopté par le Sénat en première lecture

2° Ordonner le paiement d'une astreinte journalière *au plus égale à 1 500 euros* applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure. Le montant de l'astreinte est proportionné à la gravité des manquements constatés et à la situation financière de la personne physique ou morale concernée. L'astreinte bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine. Le comptable peut engager la procédure de saisie administrative à tiers détenteur prévue à l'article L. 262 du livre des procédures fiscales. L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une décision fixant une astreinte journalière n'est pas suspensive ;

3° Ordonner la restriction ou l'interdiction de la mise à disposition des batteries sur le marché par l'opérateur économique, *dès lors que* la non-conformité persiste ;

4° Ordonner le retrait du marché ou le rappel des batteries mises sur le marché lorsque les manquements constatés sont jugés particulièrement graves par l'autorité nationale compétente.

V. – L'avant-dernière phrase du 2° du IV n'est pas applicable à Saint-Martin.

VI. – Le chapitre III du titre II du code des douanes est complété par un article 59 *vicies* ainsi rédigé :

« Art. 59 *vicies*. – Les agents des douanes et les agents chargés des contrôles en application du II de l'article 10 de la loi n° du portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole peuvent échanger, spontanément ou sur demande, pour les besoins de leur mission de contrôle, tous renseignements et documents détenus ou recueillis à l'occasion de l'exercice de leurs missions respectives. »

VII. – Le présent article entre en vigueur le 18 août 2025.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

2° Ordonner le paiement d'une astreinte journalière *d'un montant maximal de 1 500 euros* applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure. Le montant de l'astreinte est proportionné à la gravité des manquements constatés et à la situation financière de la personne physique ou morale concernée. L'astreinte bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine. Le comptable peut engager la procédure de saisie administrative à tiers détenteur prévue à l'article L. 262 du livre des procédures fiscales. L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une décision fixant une astreinte journalière n'est pas suspensive ;

3° Ordonner la restriction ou l'interdiction de la mise à disposition des batteries sur le marché par l'opérateur économique, *lorsque* la non-conformité persiste ;

4° Ordonner le retrait du marché ou le rappel des batteries mises sur le marché lorsque les manquements constatés sont jugés particulièrement graves par l'autorité nationale compétente.

V à VII. – (*Non modifiés*)

⑦

⑧

⑨

⑩

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Article 11

I. – Le code de l'environnement est ainsi modifié :

1° Au II de l'article L. 521-1, les mots : « et (UE) n° 2017/852 » sont remplacés par les mots : « , (UE) 2017/852 et (UE) 2023/1542 » ;

2° Au premier alinéa du 1° du II de l'article L. 521-6, les mots : « et (UE) n° 2017/852 » sont remplacés par les mots : « , (UE) 2017/852 et (UE) 2023/1542 » ;

3° Le II de l'article L. 521-12 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« – Règlement (UE) 2023/1542 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 relatif aux batteries et aux déchets de batteries, modifiant la directive 2008/98/CE et le règlement (UE) 2019/1020, et abrogeant la directive 2006/66/CE. » ;

4° Au premier alinéa de l'article L. 521-17, les mots : « et (UE) n° 2017/852 » sont remplacés par les mots : « , (UE) 2017/852 et (UE) 2023/1542 » ;

5° Aux 3° et 4° de l'article L. 521-18, après la référence : « (UE) n° 517/2014 », est insérée la référence : « (UE) 2023/1542, » ;

6° Le I de l'article L. 521-21 est complété par un 12° ainsi rédigé :

« 12° Ne pas respecter les restrictions applicables aux substances prévues à l'annexe I du règlement (UE) 2023/1542 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 relatif aux batteries et aux déchets de batteries, modifiant la directive 2008/98/CE et le règlement (UE) 2019/1020, et abrogeant la directive 2006/66/CE. » ;

7° À l'article L. 521-24, les mots : « et (UE) n° 2017/852 » sont remplacés par les mots : « , (UE) 2017/852 et (UE) 2023/1542 » ;

II. – (Alinéa supprimé)

Article 11

I. – Le code de l'environnement est ainsi modifié :

1° Au II de l'article L. 521-1, les mots : « et (UE) n° 2017/852 » sont remplacés par les mots : « , (UE) 2017/852 et (UE) 2023/1542 » ;

2° Au premier alinéa du 1° du II de l'article L. 521-6, les mots : « et (UE) n° 2017/852 » sont remplacés par les mots : « , (UE) 2017/852 et (UE) 2023/1542 » ;

3° Le II de l'article L. 521-12 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« – Règlement (UE) 2023/1542 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 relatif aux batteries et aux déchets de batteries, modifiant la directive 2008/98/CE et le règlement (UE) 2019/1020, et abrogeant la directive 2006/66/CE. » ;

4° Au premier alinéa de l'article L. 521-17, les mots : « et (UE) n° 2017/852 » sont remplacés par les mots : « , (UE) 2017/852 et (UE) 2023/1542 » ;

5° À la première phrase des 3° et 4° de l'article L. 521-18, après la référence : « (UE) n° 517/2014 », sont insérés les mots : « et (UE) 2023/1542 » ;

6° Le I de l'article L. 521-21 est complété par un 12° ainsi rédigé :

« 12° Ne pas respecter les restrictions applicables aux substances prévues à l'annexe I du règlement (UE) 2023/1542 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 relatif aux batteries et aux déchets de batteries, modifiant la directive 2008/98/CE et le règlement (UE) 2019/1020, et abrogeant la directive 2006/66/CE. » ;

7° À l'article L. 521-24, les mots : « et (UE) n° 2017/852 » sont remplacés par les mots : « , (UE) 2017/852 et (UE) 2023/1542 » ;

II. – (Non modifié)

①

②

③

④

⑤

⑥

⑦

⑧

⑨

⑩

⑪

Texte adopté par le Sénat en première lecture

8° Le dernier alinéa du I de l'article L. 541-10 est ainsi rédigé :

« Peut être considéré comme producteur, toute personne qui, à titre professionnel, met à disposition sur le marché pour la première fois sur le territoire national un produit relevant du principe de responsabilité élargie du producteur et résultant d'une opération de réemploi, de préparation en vue de la réutilisation ou de réutilisation. Un décret en Conseil d'État définit les modalités d'application *de cette disposition*, notamment les filières de responsabilité élargie du producteur concernées. » ;

9° Le 6° de l'article L. 541-10-1 est ainsi rédigé :

« 6° Les batteries ; »

10° L'article L. 541-10-8 est ainsi modifié :

a) Au V, les mots : « au 5° » sont remplacés par les mots : « aux 5° à 7°, 10°, 12° à 14° » ;

b) Les deux derniers alinéas sont supprimés ;

11° L'article L. 541-10-19 est ainsi rétabli :

« Art. L. 541-10-19. – Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent gérer des déchets de batteries que s'ils disposent de contrats *passés* en vue de la gestion de ces déchets avec les éco-organismes agréés ou avec les systèmes individuels mis en place par les personnes mentionnées à l'article L. 541-10 pour la catégorie de batteries concernée. » ;

12° Le I de l'article L. 541-46 est complété par un 18° ainsi rédigé :

« 18° Ne pas respecter les restrictions applicables aux substances prévues à l'annexe I du règlement (UE) 2023/1542 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 relatif aux batteries et aux déchets de batteries, modifiant la directive 2008/98/CE et le règlement (UE) 2019/1020, et abrogeant la directive 2006/66/CE. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

8° Le dernier alinéa du I de l'article L. 541-10 est ainsi rédigé :

« Peut être considérée comme producteur toute personne qui, à titre professionnel, met à disposition sur le marché pour la première fois sur le territoire national un produit relevant du principe de responsabilité élargie du producteur et résultant d'une opération de réemploi, de préparation en vue de la réutilisation ou de réutilisation. Un décret en Conseil d'État définit les modalités d'application *du présent alinéa*, notamment les filières de responsabilité élargie du producteur concernées. » ;

9° Le 6° de l'article L. 541-10-1 est ainsi rédigé :

« 6° Les batteries ; »

10° *Le V de* l'article L. 541-10-8 est ainsi modifié :

a) Au *premier alinéa*, les mots : « au 5° » sont remplacés par les mots : « aux 5° à 7°, 10° et 12° à 14° » ;

b) Les deux derniers alinéas sont supprimés ;

11° L'article L. 541-10-19 est ainsi rétabli :

« Art. L. 541-10-19. – Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent gérer des déchets de batteries que s'ils disposent de contrats *conclus* en vue de la gestion de ces déchets avec les éco-organismes agréés ou avec les systèmes individuels mis en place par les personnes mentionnées à l'article L. 541-10 pour la catégorie de batteries concernée. » ;

12° Le I de l'article L. 541-46 est complété par un 18° ainsi rédigé :

« 18° Ne pas respecter les restrictions applicables aux substances prévues à l'annexe I du règlement (UE) 2023/1542 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 relatif aux batteries et aux déchets de batteries, modifiant la directive 2008/98/CE et le règlement (UE) 2019/1020, et abrogeant la directive 2006/66/CE. »

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

II. – Le 10° du I du présent article entre en vigueur le 18 août 2025 et le 11° du même I entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

II. – (Non modifié)

.....
CHAPITRE II

.....
CHAPITRE II

Dispositions relatives au mécanisme d'ajustement carbone aux frontières

Dispositions relatives au mécanisme d'ajustement carbone aux frontières

Article 13

Article 13

Le chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement est complété par une section 10 ainsi rédigée :

Le chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement est complété par une section 10 ainsi rédigée :

« Section 10

« Section 10

« *Dispositions relatives au mécanisme d'ajustement carbone aux frontières pendant la période transitoire*

« *Dispositions relatives au mécanisme d'ajustement carbone aux frontières pendant la période transitoire*

« *Sous-section 1*

« *Sous-section 1*

« *Définitions*

« *Définitions*

« Art. L. 229-70. – Pour l'application de la présente section :

« Art. L. 229-70. – Pour l'application de la présente section :

« 1° Le “règlement MACF” désigne le règlement (UE) 2023/956 du Parlement Européen et du Conseil du 10 mai 2023 établissant un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières ;

« 1° Le “règlement MACF” désigne le règlement (UE) 2023/956 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 établissant un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières ;

« 2° Le “règlement d'exécution relatif à la période transitoire” désigne le règlement d'exécution (UE) 2023/1773 de la Commission du 17 août 2023 portant modalités d'application du règlement (UE) 2023/956 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les obligations de déclaration aux fins du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières pendant la période transitoire ;

« 2° Le “règlement d'exécution relatif à la période transitoire” désigne le règlement d'exécution (UE) 2023/1773 de la Commission du 17 août 2023 portant modalités d'application du règlement (UE) 2023/956 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les obligations de déclaration aux fins du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières pendant la période transitoire ;

« 3° L'“assujetti” désigne la personne soumise, en vertu de l'article 32 du règlement MACF, aux obligations de déclaration prévues aux articles 33, 34 et 35 du même règlement ;

« 3° L'“assujetti” désigne la personne soumise, en application de l'article 32 du règlement MACF, aux obligations de déclaration prévues aux articles 33, 34 et 35 du même règlement ;

« 4° Le “rapport MACF” désigne la déclaration trimestrielle dont le contenu est précisé à l'article 34 et aux paragraphes 1 et 2 de l'article 35 dudit règlement ;

« 4° Le “rapport MACF” désigne la déclaration trimestrielle dont le contenu est précisé à l'article 34 et aux paragraphes 1 et 2 de l'article 35 dudit règlement ;

①

②

③

④

⑤

⑥

⑦

⑧

⑨

⑩

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« 5° La “période transitoire” désigne la période allant du 1^{er} octobre 2023 au 31 décembre 2025, conformément à l’article 32 du même règlement ;

« 6° Les “émissions” désignent le rejet dans l’atmosphère de gaz à effet de serre énumérés dans l’annexe I du même règlement pour la production de marchandises énumérées dans la même annexe I.

« Sous-section 2

« Sanctions applicables pendant la période transitoire

« Art. L. 229-71. – Lorsque l’autorité administrative compétente, compte tenu notamment des informations transmises par la Commission européenne en application du paragraphe 3 de l’article 35 du règlement MACF, *détermine* qu’un assujetti n’a pas respecté l’obligation de présenter un rapport MACF, elle le met en demeure d’y satisfaire dans un délai de deux mois.

« Art. L. 229-72. – Lorsque l’autorité administrative estime que le rapport MACF d’un assujetti est incomplet ou incorrect, compte tenu notamment des informations transmises par la Commission européenne en application du paragraphe 4 de l’article 35 du règlement MACF, elle engage une procédure de rectification de ce rapport.

« Elle informe l’assujetti des informations complémentaires requises pour la rectification de ce rapport. L’assujetti soumet un rapport complété ou corrigé dans un délai de deux mois.

« Si, à l’expiration de ce délai, l’autorité administrative constate que l’assujetti n’a pas pris les mesures nécessaires pour compléter ou corriger ce rapport, elle le met en demeure d’y procéder dans un délai d’un mois.

« Art. L. 229-73. – Lorsqu’il n’a pas été déféré, dans le délai imparti, à la mise en demeure prévue à l’article L. 229-71 ou à l’article L. 229-72, l’autorité administrative prononce une amende proportionnée à la gravité des manquements constatés, en tenant compte des circonstances définies au paragraphe 3 de l’article 16 du règlement d’exécution relatif à la période transitoire, d’un montant minimal de 10 euros et d’un montant maximal de 50 euros par tonne d’émissions non déclarées.

Texte adopté par l’Assemblée nationale en première lecture

« 5° La “période transitoire” désigne la période allant du 1^{er} octobre 2023 au 31 décembre 2025, conformément à l’article 32 du même règlement ;

« 6° Les “émissions” désignent le rejet dans l’atmosphère de gaz à effet de serre énumérés dans l’annexe I du même règlement pour la production de marchandises énumérées à la même annexe I.

« Sous-section 2

« Sanctions applicables pendant la période transitoire

« Art. L. 229-71. – Lorsque l’autorité administrative compétente *détermine*, compte tenu notamment des informations transmises par la Commission européenne en application du paragraphe 3 de l’article 35 du règlement MACF, qu’un assujetti n’a pas respecté l’obligation de présenter un rapport MACF, elle le met en demeure d’y satisfaire dans un délai de deux mois.

« Art. L. 229-72. – Lorsque l’autorité administrative estime que le rapport MACF d’un assujetti est incomplet ou incorrect, compte tenu notamment des informations transmises par la Commission européenne en application du paragraphe 4 de l’article 35 du règlement MACF, elle engage une procédure de rectification de ce rapport.

« Elle informe l’assujetti des informations complémentaires requises pour la rectification de ce rapport. L’assujetti soumet un rapport complété ou corrigé dans un délai de deux mois.

« Si, à l’expiration de ce délai, l’autorité administrative constate que l’assujetti n’a pas pris les mesures nécessaires pour compléter ou corriger ce rapport, elle le met en demeure d’y procéder dans un délai d’un mois.

« Art. L. 229-73. – Lorsqu’il n’a pas été déféré, dans le délai imparti, à la mise en demeure prévue aux articles L. 229-71 ou L. 229-72, l’autorité administrative prononce une amende proportionnée à la gravité des manquements constatés, en tenant compte des circonstances définies au paragraphe 3 de l’article 16 du règlement d’exécution relatif à la période transitoire, d’un montant minimal de 10 euros et d’un montant maximal de 50 euros par tonne d’émissions non déclarées.

⑪

⑫

⑬

⑭

⑮

⑯

⑰

⑱

⑲

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« Dans les situations définies au paragraphe 4 du même article 16, le montant de l'amende encourue est doublé, sans pouvoir excéder un montant de 100 euros par tonne d'émissions non déclarées.

« Art. L. 229-74. – La décision prononçant l'amende précise la date à partir de laquelle elle est exigible.

« Le recouvrement des amendes prévues à la présente sous-section est effectué au profit du Trésor public comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine.

« Art. L. 229-75. – Préalablement à tout recours contentieux à l'encontre d'une décision *infligeant* une amende en application de la présente sous-section, l'intéressé saisit le ministre chargé de la politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'un recours gracieux.

« Art. L. 229-76. – Un décret en Conseil d'État précise les conditions d'application de la présente sous-section. »

CHAPITRE III

Dispositions relatives au système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effets de serre

Article 14

I. – Le code de l'environnement est ainsi modifié :

1° L'article L. 229-5 est ainsi modifié :

a) (*Supprimé*)

b) Le premier alinéa est ainsi rédigé :

« I. – *Les dispositions de la présente section s'appliquent* aux installations classées et aux équipements et installations nécessaires à l'exploitation d'une installation nucléaire de base mentionnés à l'article L. 593-3 qui exercent une des activités dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État. Pour l'établissement de cette liste, il est tenu compte de la capacité de production, du rendement de l'installation ou de l'équipement et du type d'énergie utilisé. » ;

c) Au deuxième alinéa, les mots : « dans l'atmosphère » sont supprimés ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« Dans les situations définies au paragraphe 4 du même article 16, le montant de l'amende encourue est doublé, sans pouvoir excéder un montant de 100 euros par tonne d'émissions non déclarées.

« Art. L. 229-74. – La décision prononçant l'amende précise la date à partir de laquelle elle est exigible.

« Le recouvrement des amendes prévues à la présente sous-section est effectué au profit du Trésor public comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine.

« Art. L. 229-75. – Préalablement à tout recours contentieux à l'encontre d'une décision *prononçant* une amende en application de la présente sous-section, l'intéressé saisit le ministre chargé de la politique des marchés carbone d'un recours gracieux.

« Art. L. 229-76. – Un décret en Conseil d'État précise les conditions d'application de la présente sous-section. »

CHAPITRE III

Dispositions relatives au système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effets de serre

Article 14

I. – Le code de l'environnement est ainsi modifié :

1° L'article L. 229-5 est ainsi modifié :

a) (*Supprimé*)

b) Le premier alinéa est ainsi rédigé :

« I. – *La présente section s'applique* aux installations classées et aux équipements et installations nécessaires à l'exploitation d'une installation nucléaire de base mentionnés à l'article L. 593-3 qui exercent une des activités dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État. Pour l'établissement de cette liste, il est tenu compte de la capacité de production, du rendement de l'installation ou de l'équipement et du type d'énergie utilisé. » ;

c) Au deuxième alinéa, les mots : « dans l'atmosphère » sont supprimés ;

20

21

22

23

24

1

2

3

4

5

6

Texte adopté par le Sénat en première lecture

d) Après le même deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions de la présente section s'appliquent également aux compagnies maritimes dont la France est l'État membre responsable, pour les activités de transport maritime précisées aux articles L. 229-18-3 et L. 229-18-4. » ;

e) Les quatrième à avant-dernier alinéas sont remplacés par un II ainsi rédigé :

« II. – Au sens de la présente section :

« 1° Une “tonne d'équivalent dioxyde de carbone” est une tonne métrique de dioxyde de carbone (CO₂) ou une quantité de tout autre gaz à effet de serre mentionné sur la liste prévue au dernier alinéa du I et ayant un potentiel de réchauffement climatique équivalent ;

« 2° Un “quota d'émission de gaz à effet de serre” est un quota autorisant à émettre une tonne d'équivalent dioxyde de carbone au cours d'une période donnée, et transférable dans les conditions prévues par la présente section ;

« 3° Le terme “installation” utilisé sans précision supplémentaire désigne indifféremment une installation classée mentionnée à l'article L. 511-1, ou un équipement ou une installation mentionnés à l'article L. 593-3 ;

« 4° Un “exploitant d'aéronef” est la personne qui exploite un aéronef au moment où il effectue une activité aérienne, ou le propriétaire de l'aéronef lorsque cette personne n'est pas connue ou n'est pas identifiée par ce propriétaire ;

« 5° Un “exploitant d'aéronef dont la France est l'État membre responsable” est un exploitant d'aéronef détenteur d'une licence d'exploitation délivrée par l'autorité administrative française conformément à l'article L. 6412-2 du code des transports, ou, si ce n'est pas le cas, un exploitant dont les émissions attribuées à la France sont les plus élevées parmi celles attribuées aux États membres de l'Union européenne figurant sur la liste, mentionnée à l'article 18 bis de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil, établie et publiée par la Commission européenne ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

d) Après le même deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La présente section s'applique également aux compagnies maritimes dont la France est l'État membre responsable, pour les activités de transport maritime précisées aux articles L. 229-18-3 et L. 229-18-4. » ;

e) Les quatrième à avant-dernier alinéas sont remplacés par un II ainsi rédigé :

« II. – Au sens de la présente section :

« 1° Une “tonne d'équivalent dioxyde de carbone” est une tonne métrique de dioxyde de carbone (CO₂) ou une quantité de tout autre gaz à effet de serre mentionné sur la liste prévue au dernier alinéa du I et ayant un potentiel de réchauffement climatique équivalent à celui d'une tonne métrique de dioxyde de carbone ;

« 2° Un “quota d'émission de gaz à effet de serre” est un quota autorisant à émettre une tonne d'équivalent dioxyde de carbone au cours d'une période donnée et transférable dans les conditions prévues à la présente section ;

« 3° Le terme “installation” utilisé sans précision supplémentaire désigne indifféremment une installation classée mentionnée à l'article L. 511-1 ou un équipement ou une installation mentionnés à l'article L. 593-3 ;

« 4° Un “exploitant d'aéronef” est la personne qui exploite un aéronef au moment où il effectue une activité aérienne, ou le propriétaire de l'aéronef lorsque la personne qui exploite un aéronef n'est pas connue ou n'est pas identifiée par son propriétaire ;

« 5° Un “exploitant d'aéronef dont la France est l'État membre responsable” est un exploitant d'aéronef détenteur d'une licence d'exploitation délivrée par l'autorité administrative française conformément à l'article L. 6412-2 du code des transports ou, si ce n'est pas le cas, un exploitant dont les émissions attribuées à la France sont les plus élevées parmi celles attribuées aux États membres de l'Union européenne figurant sur la liste, mentionnée à l'article 18 bis de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil, établie et publiée par la Commission européenne ;

⑦

⑧

⑨

⑩

⑪

⑫

⑬

⑭

⑮

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« 6° Les “effets de l’aviation hors CO2” sont les effets sur le climat du rejet, lors de la combustion du carburant, d’oxydes d’azote (NOx), de particules de suie et d’espèces de soufre oxydées, ainsi que les effets de la vapeur d’eau, notamment des traînées de condensation, provenant d’un aéronef effectuant une des activités aériennes mentionnées au deuxième alinéa du I du présent article ;

« 7° Une “compagnie maritime” est un propriétaire de navire ou tout autre organisme ou personne, tel que l’armateur gérant ou l’affrètement coque nue, auquel le propriétaire d’un navire a confié la responsabilité de l’exploitation du navire et qui, en assumant cette responsabilité, a accepté de s’acquitter des tâches et des obligations imposées par le code international de gestion pour la sécurité de l’exploitation des navires et la prévention de la pollution, figurant à l’annexe I du règlement (CE) n° 336/2006 du Parlement européen et du Conseil relatif à l’application du code international de gestion de la sécurité dans la Communauté et abrogeant le règlement (CE) n° 3051/95 du Conseil ;

« 8° Une “compagnie maritime dont la France est l’autorité responsable” est soit une compagnie maritime immatriculée en France, soit une compagnie maritime non immatriculée dans un État membre de l’Union européenne dont la France est, parmi ces États membres, le pays dans lequel ses navires ont effectué le plus grand nombre estimé d’escales *au cours* de leurs voyages, entrant dans les catégories mentionnées au II de l’article L. 229-18-3 du présent code, des quatre dernières années de surveillance, soit une compagnie maritime non immatriculée dans un État membre européen et n’ayant pas effectué de voyage entrant dans ces catégories au cours des quatre dernières années de surveillance, si la France constitue le pays d’arrivée ou de départ du premier voyage de ce type effectué par un navire de cette compagnie maritime. La liste des compagnies maritimes attribuées à la France est arrêtée et mise à jour par l’acte d’exécution mentionné au paragraphe 2 de l’article 3 *octies septies* de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée. L’autorité responsable d’une compagnie maritime conserve cette responsabilité indépendamment des modifications ultérieures des activités de la compagnie maritime ou de son immatriculation jusqu’à ce que ces modifications soient prises en compte dans une liste mise à jour ;

Texte adopté par l’Assemblée nationale en première lecture

« 6° Les “effets de l’aviation hors CO2” sont les effets sur le climat du rejet, lors de la combustion du carburant, d’oxydes d’azote (NOx), de particules de suie et d’espèces de soufre oxydées ainsi que les effets de la vapeur d’eau, notamment des traînées de condensation, provenant d’un aéronef effectuant une des activités aériennes mentionnées au deuxième alinéa du I du présent article ;

« 7° Une “compagnie maritime” est un propriétaire de navire ou tout autre organisme ou personne, tel que l’armateur gérant ou l’affrètement coque nue, auquel le propriétaire d’un navire a confié la responsabilité de l’exploitation du navire et qui, en assumant cette responsabilité, a accepté de s’acquitter des tâches et des obligations imposées par le code international de gestion pour la sécurité de l’exploitation des navires et la prévention de la pollution, figurant à l’annexe I du règlement (CE) n° 336/2006 du Parlement européen et du Conseil *du 15 février 2006* relatif à l’application du code international de gestion de la sécurité dans la Communauté et abrogeant le règlement (CE) n° 3051/95 du Conseil ;

« 8° Une “compagnie maritime dont la France est l’autorité responsable” est soit une compagnie maritime immatriculée en France, soit une compagnie maritime non immatriculée dans un État membre de l’Union européenne *lorsque* la France est, parmi ces États membres, le pays dans lequel ses navires ont effectué le plus grand nombre estimé d’escales *lors* de leurs voyages, entrant dans les catégories mentionnées au II de l’article L. 229-18-3 du présent code, des quatre dernières années de surveillance, soit une compagnie maritime non immatriculée dans un État membre et n’ayant pas effectué de voyage entrant dans ces catégories au cours des quatre dernières années de surveillance, si la France constitue le pays d’arrivée ou de départ du premier voyage de ce type effectué par un navire de cette compagnie maritime. La liste des compagnies maritimes attribuées à la France est arrêtée et mise à jour par l’acte d’exécution mentionné au paragraphe 2 de l’article 3 *octies septies* de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée. L’autorité responsable d’une compagnie maritime conserve cette responsabilité indépendamment des modifications ultérieures des activités de la compagnie maritime ou de son immatriculation jusqu’à ce que ces modifications soient prises en compte dans une liste mise à jour ;

⑩

⑪

⑫

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« 9° Un “port d’escale” est le port dans lequel s’arrête un navire pour charger ou décharger des marchandises ou pour embarquer ou débarquer des passagers, ou le port dans lequel un navire de ravitaillement en mer s’arrête pour changer d’équipage ; les arrêts uniquement destinés au ravitaillement en combustible, à l’approvisionnement, au changement d’équipage d’un navire autre qu’un navire de ravitaillement en mer, à la mise en cale sèche ou à des réparations à effectuer sur le navire, ses équipements ou les deux, les arrêts dans un port dus au fait que le navire a besoin d’assistance ou est en détresse, les transferts de navire à navire effectués en dehors des ports, les arrêts effectués à seule fin de trouver abri par mauvais temps ou rendus nécessaires par des activités de recherche et de sauvetage, ainsi que les arrêts de porte-conteneurs effectués dans un port voisin de transbordement de conteneurs recensé dans l’acte d’exécution adopté conformément au paragraphe 2 de l’article 3 *octies bis* de la même directive, sont exclus ;

« 10° Un “voyage” est le déplacement d’un navire commençant ou se terminant dans un port d’escale et ayant pour objet le transport de passagers ou de marchandises à des fins commerciales ;

« 11° Un “navire de croisière” est un navire à passagers sans pont à cargaison, et qui est conçu exclusivement pour le transport commercial de passagers hébergés pour un voyage en mer ;

« 12° Une “région ultrapériphérique” est l’un des territoires mentionnés à l’article 349 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne ;

« 13° Un “pays et territoire d’outre-mer” est l’un des territoires mentionnés à l’article 198 et énumérés à l’annexe II du même traité. » ;

f) Au début du dernier alinéa, est ajoutée la mention : « III. – » ;

2° L’article L. 229-6 est ainsi modifié :

a) À la fin de l’avant-dernier alinéa, les mots : « , et le cas échéant leurs activités aériennes en termes de tonnes-kilomètres » sont supprimés ;

b) À la fin du dernier alinéa, les mots : « , ou des déclarations d’émissions et d’activités aériennes en termes de tonnes-kilomètres mentionnées ci-dessus » sont supprimés ;

Texte adopté par l’Assemblée nationale en première lecture

« 9° Un “port d’escale” est le port dans lequel s’arrête un navire pour charger ou décharger des marchandises ou pour embarquer ou débarquer des passagers ou le port dans lequel un navire de ravitaillement en mer s’arrête pour changer d’équipage ; les arrêts uniquement destinés au ravitaillement en combustible, à l’approvisionnement, au changement d’équipage d’un navire autre qu’un navire de ravitaillement en mer, à la mise en cale sèche ou à des réparations à effectuer sur le navire, ses équipements ou les deux, les arrêts dans un port dus au fait que le navire a besoin d’assistance ou est en détresse, les transferts de navire à navire effectués en dehors des ports, les arrêts effectués à seule fin de trouver abri par mauvais temps ou rendus nécessaires par des activités de recherche et de sauvetage ainsi que les arrêts de porte-conteneurs effectués dans un port voisin de transbordement de conteneurs recensé dans l’acte d’exécution adopté conformément au paragraphe 2 de l’article 3 *octies bis* de la même directive sont exclus ;

« 10° Un “voyage” est le déplacement d’un navire commençant ou se terminant dans un port d’escale et ayant pour objet le transport de passagers ou de marchandises à des fins commerciales ;

« 11° Un “navire de croisière” est un navire à passagers sans pont à cargaison et qui est conçu exclusivement pour le transport commercial de passagers hébergés pour un voyage en mer ;

« 12° Une “région ultrapériphérique” est l’un des territoires mentionnés à l’article 349 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne ;

« 13° Un “pays et territoire d’outre-mer” est l’un des territoires mentionnés à l’article 198 et énumérés à l’annexe II du même traité. » ;

f) Au début du dernier alinéa, est ajoutée la mention : « III. – » ;

2° L’article L. 229-6 est ainsi modifié :

aa) (nouveau) Au premier alinéa, après le mot : « alinéa », sont insérés les mots : « du I » ;

a) À la fin de l’avant-dernier alinéa, les mots : « , et le cas échéant leurs activités aériennes en termes de tonnes-kilomètres » sont supprimés ;

b) À la fin du dernier alinéa, les mots : « , ou des déclarations d’émissions et d’activités aériennes en termes de tonnes-kilomètres mentionnées ci-dessus » sont supprimés ;

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

Texte adopté par le Sénat en première lecture

c) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Les modalités de mise en œuvre des obligations particulières de surveillance, de déclaration et de contrôle auxquelles sont soumises les compagnies maritimes dont la France est l'autorité responsable mentionnées au 8° du II de l'article L. 229-5, en ce qui concerne leurs émissions, sont *fixées* par le règlement (UE) 2015/757 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 concernant la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions de gaz à effet de serre du *secteur* du transport maritime et modifiant la directive 2009/16/CE, ainsi que par les actes délégués pris pour son application. Le cas échéant, elles sont précisées par arrêté du ministre chargé de la mer. » ;

3° L'article L. 229-7 est ainsi modifié :

a) Le II est ainsi rédigé :

« II. – À l'issue de chaque année civile, les exploitants d'*installations*, les exploitants d'*aéronefs* sous réserve de l'article L. 229-18-1, et les compagnies maritimes sous réserve des articles L. 229-18-3 et L. 229-18-4, restituent à l'autorité administrative, sous peine des sanctions prévues à l'article L. 229-10, un nombre d'unités mentionnées au IV du présent article égal au total des émissions de gaz à effet de serre *durant cette année civile de leurs installations, résultant* de leurs activités aériennes ou maritimes, telles qu'elles ont été déclarées, vérifiées et validées conformément au III du présent article.

« Pour s'acquitter de cette obligation, l'exploitant d'installation ou d'aéronef, ou la compagnie maritime ne peut *pas utiliser* les quotas mentionnés au paragraphe 3-bis de l'article 12 de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée, *non plus que* ceux émis au titre du chapitre IV bis de la même directive.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

c) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Les modalités de mise en œuvre des obligations particulières de surveillance, de déclaration et de contrôle auxquelles sont soumises les compagnies maritimes dont la France est l'autorité responsable mentionnées au 8° du II de l'article L. 229-5, en ce qui concerne leurs émissions, sont *définies* par le règlement (UE) 2015/757 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 concernant la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions de gaz à effet de serre du transport maritime et modifiant la directive 2009/16/CE ainsi que par les actes délégués pris pour son application. Le cas échéant, elles sont précisées par arrêté du ministre chargé de la mer. » ;

3° L'article L. 229-7 est ainsi modifié :

a) Le II est ainsi rédigé :

« II. – À l'issue de chaque année civile, les exploitants d'*installation*, les exploitants d'*aéronef*, sous réserve de l'article L. 229-18-1, et les compagnies maritimes, sous réserve des articles L. 229-18-3 et L. 229-18-4, restituent à l'autorité administrative, sous peine des sanctions prévues à l'article L. 229-10, un nombre d'unités mentionnées au IV du présent article égal au total des émissions de gaz à effet de serre *de leurs installations durant cette année civile qui résultent* de leurs activités aériennes ou maritimes, telles qu'elles ont été déclarées, vérifiées et validées conformément au III du présent article.

« Pour s'acquitter de cette obligation, l'exploitant d'installation ou d'aéronef ou la compagnie maritime ne peut *utiliser ni* les quotas mentionnés au paragraphe 3-bis de l'article 12 de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée, *ni* ceux émis au titre du chapitre IV bis de la même directive.

29

30

31

32

33

34

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« Un exploitant d'installation ou d'aéronef ou une compagnie maritime n'est pas tenu de restituer *d'*unités pour les émissions de dioxyde de carbone dont il a été vérifié qu'elles font l'objet d'un captage et d'un transport en vue d'un stockage permanent vers un site de stockage géologique de dioxyde de carbone disposant d'un permis en vigueur conformément à l'article 6 de la directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone et modifiant la directive 85/337/CEE du Conseil, les directives 2000/60/CE, 2001/80/CE, 2004/35/CE, 2006/12/CE et 2008/1/CE et le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil. Il n'est pas non plus tenu de restituer *d'*unités à raison des émissions de gaz à effet de serre qui sont réputées avoir été captées et utilisées de telle manière qu'elles sont devenues chimiquement liées, de manière permanente, à un produit, de sorte qu'elles ne peuvent pénétrer dans l'atmosphère dans des conditions normales d'utilisation, y compris lors de toute activité normale ayant lieu après la fin de vie du produit. » ;

b) Le III est ainsi modifié :

– la seconde phrase des deuxième, troisième et dernier alinéas est supprimée ;

– au début du même dernier alinéa, le mot : « ou » est supprimé ;

– il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« – par chaque compagnie maritime, des émissions de gaz à effet de serre agrégées au niveau de la compagnie *comme prévu* à l'article 11 *bis* du règlement (UE) 2015/757 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 concernant la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions de gaz à effet de serre du transport maritime et modifiant la directive 2009/16/CE et vérifiées dans les conditions prévues par le même règlement et les actes délégués pris pour son application, puis validées ou, le cas échéant, corrigées ou estimées par le ministre chargé de la mer. » ;

c) Le IV est ainsi modifié :

– au premier alinéa, le mot : « *peut* » est remplacé par les mots : « d'installation, l'exploitant d'aéronef, ou la compagnie maritime *peut* » ;

– le 1° est abrogé ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« Un exploitant d'installation ou d'aéronef ou une compagnie maritime n'est pas tenu de restituer *des* unités pour les émissions de dioxyde de carbone dont il a été vérifié qu'elles font l'objet d'un captage et d'un transport en vue d'un stockage permanent vers un site de stockage géologique de dioxyde de carbone disposant d'un permis en vigueur conformément à l'article 6 de la directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone et modifiant la directive 85/337/CEE du Conseil, les directives 2000/60/CE, 2001/80/CE, 2004/35/CE, 2006/12/CE et 2008/1/CE et le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil. Il n'est pas non plus tenu de restituer *des* unités à raison des émissions de gaz à effet de serre qui sont réputées avoir été captées et utilisées de telle manière qu'elles sont devenues chimiquement liées, de manière permanente, à un produit, de sorte qu'elles ne peuvent pénétrer dans l'atmosphère dans des conditions normales d'utilisation, y compris lors de toute activité normale ayant lieu après la fin de vie du produit. » ;

b) Le III est ainsi modifié :

– la seconde phrase des deuxième, troisième et dernier alinéas est supprimée ;

– au début *de la première phrase* du même dernier alinéa, le mot : « ou » est supprimé ;

– il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« – par chaque compagnie maritime, des émissions de gaz à effet de serre agrégées au niveau de la compagnie *selon les modalités prévues* à l'article 11 *bis* du règlement (UE) 2015/757 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 concernant la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions de gaz à effet de serre du transport maritime et modifiant la directive 2009/16/CE et vérifiées dans les conditions prévues par le même règlement et les actes délégués pris pour son application, puis validées ou, le cas échéant, corrigées ou estimées par le ministre chargé de la mer. » ;

c) Le IV est ainsi modifié :

– au premier alinéa, *après* le mot : « *exploitant* », sont insérés les mots : « d'installation, l'exploitant d'aéronef ou la compagnie maritime » ;

– le 1° est abrogé ;

35

36

37

38

39

40

41

42

43

Texte adopté par le Sénat en première lecture

4° L'article L. 229-10 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa du I est ainsi rédigé :

« I. – *L'exploitant d'installation, l'exploitant d'aéronef, ou la compagnie maritime ne peut céder les unités inscrites au compte associé à son installation, ses activités aériennes ou ses activités maritimes dans le registre européen mentionné à l'article L. 229-12, sans préjudice de l'obligation de restitution mentionnée au II de l'article L. 229-7, dans les cas suivants* : » ;

b) Au deuxième alinéa du même I, après le mot : « aériennes », sont insérés les mots : « ou maritimes » ;

c) À la fin de la seconde phrase des troisième, quatrième et avant-dernier alinéas dudit I, les mots : « du délai mentionné au III de l'article L. 229-7 » sont remplacés par les mots : « d'un délai fixé par cet arrêté » ;

d) Avant le dernier alinéa du même I, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« – ou lorsque l'autorité compétente constate que la déclaration relative aux données d'émissions agrégées au niveau de la compagnie prévue par l'article 11 bis du règlement (UE) 2015/757 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 concernant la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions de gaz à effet de serre du transport maritime et modifiant la directive 2009/16/CE, ou la vérification de celle-ci, *ne répondent pas aux conditions fixées* par ce règlement, les actes délégués pris pour son application, ou l'arrêté prévu à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 229-6. La décision, qui doit être motivée, intervient alors au plus tard à l'expiration d'un délai fixé par cet arrêté. » ;

e) (*nouveau*) Au même dernier alinéa, après le mot : « exploitant », sont insérés les mots : « ou la compagnie maritime » ;

e bis) (*nouveau*) Après le même I, il est inséré un I bis ainsi rédigé :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

4° L'article L. 229-10 est ainsi modifié :

a) Le début du premier alinéa du I est ainsi rédigé : « I. – *L'exploitant d'installation, l'exploitant d'aéronef ou la compagnie maritime ne peut céder les unités inscrites au compte associé à son installation, à ses activités aériennes ou à ses activités maritimes dans le registre... (le reste sans changement)* : » ;

b) Au deuxième alinéa du même I, après le mot : « aériennes », sont insérés les mots : « ou maritimes » ;

c) À la fin de la seconde phrase des troisième, quatrième et avant-dernier alinéas dudit I, les mots : « du délai mentionné au III de l'article L. 229-7 » sont remplacés par les mots : « d'un délai fixé par cet arrêté » ;

d) Avant le dernier alinéa du même I, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« – ou lorsque l'autorité compétente constate que la déclaration relative aux données d'émissions agrégées au niveau de la compagnie prévue à l'article 11 bis du règlement (UE) 2015/757 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 concernant la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions de gaz à effet de serre du transport maritime et modifiant la directive 2009/16/CE ou la vérification de celle-ci *ne remplissent pas les conditions déterminées* par ce même règlement, par les actes délégués pris pour son application ou par l'arrêté prévu au dernier alinéa de l'article L. 229-6 du présent code. La décision, qui doit être motivée, intervient alors au plus tard à l'expiration d'un délai fixé par cet arrêté. » ;

e) Au même dernier alinéa, après le mot : « exploitant », sont insérés les mots : « ou la compagnie maritime » ;

e bis) Après le même I, il est inséré un I bis ainsi rédigé :

44

45

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« I bis. – Lorsque, à la date mentionnée au deuxième alinéa du I, un exploitant n'a pas déclaré les émissions de l'installation ou de ses activités aériennes, ou lorsque l'autorité compétente constate que la déclaration relative aux émissions au cours de l'année civile précédente *ne répond pas aux conditions fixées* par les arrêtés prévus au troisième, au quatrième et au cinquième alinéas de l'article L. 229-6, cette autorité met en demeure l'exploitant de satisfaire à cette obligation dans un délai d'un mois.

« Si à l'expiration de ce délai il n'a pas été déféré à la mise en demeure, l'autorité compétente peut ordonner le paiement d'une amende administrative d'un montant proportionné à la gravité des manquements constatés *et au plus égal* à 15 000 euros. Le recouvrement de cette amende est effectué au profit du Trésor public comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine. » ;

f) (nouveau) Au premier alinéa du II, quatre fois, après le mot : « exploitant », sont insérés les mots : « ou la compagnie maritime » ;

g) (nouveau) À la deuxième phrase du deuxième alinéa du même II, après le mot : « exploitant », sont insérés les mots : « ou la compagnie maritime » ;

h) À la dernière phrase du même deuxième alinéa, les mots : « l'année » sont remplacés par les mots : « lors de la restitution des quotas de l'année civile » ;

i) Le troisième alinéa dudit II est ainsi rédigé :

« Dans le cas d'une restitution incomplète du nombre de quotas, les unités inscrites au compte de l'exploitant d'installation ou d'aéronef ou de la compagnie maritime demeurent incessibles jusqu'à ce que l'amende ait été acquittée et les quotas intégralement restitués. » ;

j) À l'avant-dernier alinéa du même II, après le mot : « exploitant », sont insérés les mots : « ou de la compagnie maritime » ;

5° L'article L. 229-11-1 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « pour les installations et les aéronefs au titre de la directive » sont remplacés par les mots : « au titre des chapitres II et III de la directive » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« I bis. – Lorsque, à la date mentionnée au deuxième alinéa du I du présent article, un exploitant n'a pas déclaré les émissions de l'installation ou de ses activités aériennes ou lorsque l'autorité compétente constate que la déclaration relative aux émissions au cours de l'année civile précédente *ne remplit pas les conditions déterminées* par les arrêtés prévus au troisième, quatrième et cinquième alinéas de l'article L. 229-6, cette autorité met en demeure l'exploitant de satisfaire à cette obligation dans un délai d'un mois.

« Si, à l'expiration de ce délai, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, l'autorité compétente peut ordonner le paiement d'une amende administrative d'un montant proportionné à la gravité des manquements constatés et *maximal de* 15 000 euros. Le recouvrement de cette amende est effectué au profit du Trésor public comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine. » ;

f) À la première phrase, deux fois, et aux deux dernières phrases du premier alinéa du II, après le mot : « exploitant », sont insérés les mots : « ou la compagnie maritime » ;

g) À la deuxième phrase du deuxième alinéa du même II, après le mot : « exploitant », sont insérés les mots : « ou la compagnie maritime » ;

h) À la dernière phrase du même deuxième alinéa, les mots : « l'année » sont remplacés par les mots : « lors de la restitution des quotas de l'année civile » ;

i) Le troisième alinéa dudit II est ainsi rédigé :

« Dans le cas d'une restitution incomplète du nombre de quotas, les unités inscrites au compte de l'exploitant d'installation ou d'aéronef ou de la compagnie maritime demeurent incessibles jusqu'à ce que l'amende ait été acquittée et les quotas intégralement restitués. » ;

j) À l'avant-dernier alinéa du même II, après le mot : « exploitant », sont insérés les mots : « ou de la compagnie maritime » ;

5° L'article L. 229-11-1 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « pour les installations et les aéronefs au titre » sont remplacés par les mots : « au titre des chapitres II et III » ;

Texte adopté par le Sénat en première lecture

b) Au 2°, après le mot : « par », sont insérés les mots : « l'article 1^{er} de » ;

c) À la fin du 3°, les mots : « ou au paragraphe 2 de l'article 28 bis de la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003 » sont supprimés ;

d) Sont ajoutés des 4° et 5° ainsi rédigés :

« 4° Des quotas annulés conformément au dernier alinéa de l'article 3 octies ter de la même directive ;

« 5° Des quotas annulés conformément au second alinéa du paragraphe 3-sexies de l'article 12 de ladite directive. » ;

6° À la fin du II de l'article L. 229-11-3, le mot : « État » est remplacé par les mots : « autorité administrative » ;

6° bis (nouveau) Au premier alinéa du I de l'article L. 229-13, les mots : « pour la période constituée des années civiles 2013 à 2020 et » sont supprimés ;

7° Au troisième alinéa du I et à la fin de la dernière phrase du premier alinéa du III du même article L. 229-13, les mots : « l'environnement » sont remplacés par les mots : « la politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre » ;

8° L'article L. 229-14 est ainsi modifié :

a) Le troisième alinéa du I est ainsi rédigé :

« La liste des installations bénéficiant de l'exclusion est établie par arrêté du ministre chargé de la politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre. » ;

b) Le III est abrogé ;

9° L'article L. 229-15 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa du I est ainsi rédigé :

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

b) Au 2°, après le mot : « par », sont insérés les mots : « l'article 1^{er} de » ;

c) À la fin du 3°, les mots : « ou au paragraphe 2 de l'article 28 bis de la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003 » sont supprimés ;

d) Sont ajoutés des 4° et 5° ainsi rédigés :

« 4° Des quotas annulés conformément au dernier alinéa de l'article 3 octies ter de la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil ;

« 5° Des quotas annulés conformément au second alinéa du paragraphe 3 -sexies de l'article 12 de la même directive. » ;

6° À la fin du II de l'article L. 229-11-3, le mot : « État » est remplacé par les mots : « autorité administrative » ;

6° bis Au premier alinéa du I de l'article L. 229-13, les mots : « pour la période constituée des années civiles 2013 à 2020 et » sont supprimés ;

7° Au troisième alinéa du I et à la fin de la dernière phrase du premier alinéa du III du même article L. 229-13, les mots : « l'environnement » sont remplacés par les mots : « la politique des marchés carbone » ;

8° L'article L. 229-14 est ainsi modifié :

a) Après le mot : « chargé », la fin du troisième alinéa du I est ainsi rédigée : « la politique des marchés carbone. » ;

b) Le III est abrogé ;

9° L'article L. 229-15 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa du I est ainsi rédigé :

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« I. – Des quotas d'émission de gaz à effet de serre sont délivrés gratuitement, *sur demande*, par l'autorité administrative *aux exploitants* soumis à l'obligation de restitution de quotas prévue au II de l'article L. 229-7, pour des installations bénéficiant de l'autorisation mentionnée au premier alinéa de l'article L. 229-6. Ces quotas *sont affectés au titre d'une période déterminée et délivrés annuellement*. » ;

b) *À la fin de la première phrase du premier alinéa du II, les mots : « , sauf si l'exploitant de l'installation apporte à l'autorité administrative des éléments suffisamment probants de nature à établir que la production reprendra dans un délai précis et raisonnable » sont supprimés ;*

c) *Les troisième et dernier alinéas du même II sont supprimés ;*

d) *Le III est complété par deux alinéas ainsi rédigés :*

« Sous réserve de l'application du règlement (UE) 2023/956 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 établissant un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, aucun quota n'est délivré à titre gratuit pour la fabrication des marchandises énumérées à l'annexe I du même règlement.

« Par dérogation *au quatrième* alinéa du présent III, jusqu'au 31 décembre 2033, la fabrication des marchandises mentionnées à l'annexe I dudit règlement *bénéficie* d'une allocation de quotas à titre gratuit en quantités réduites. Ces quantités sont calculées par application d'un facteur de réduction à l'allocation de quotas à titre gratuit pour la fabrication de ces marchandises. Ce facteur est égal à 100 % pour la période comprise entre l'entrée en vigueur du même règlement et *la fin de 2025* et, sous réserve de l'application de *l'article 36, paragraphe 2, point b)*, du même règlement, est égal à 97,5 % en 2026, 95 % en 2027, 90 % en 2028, 77,5 % en 2029, 51,5 % en 2030, 39 % en 2031, 26,5 % en 2032 et 14 % en 2033. » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« I. – Des quotas d'émission de gaz à effet de serre sont délivrés gratuitement par l'autorité administrative *sur demande des exploitants* soumis à l'obligation de restitution de quotas prévue au II de l'article L. 229-7, pour des installations bénéficiant de l'autorisation mentionnée au premier alinéa de l'article L. 229-6. Ces quotas *sont délivrés annuellement et sont affectés à une période déterminée*. » ;

b) *Après le mot : « activité », la fin de la première phrase du premier alinéa du II est supprimée ;*

c) *Les deux derniers alinéas du même II sont supprimés ;*

d) *Le III est complété par deux alinéas ainsi rédigés :*

« Sous réserve de l'application du règlement (UE) 2023/956 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 établissant un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, aucun quota n'est délivré à titre gratuit pour la fabrication des marchandises énumérées à l'annexe I du même règlement.

« Par dérogation *à l'avant-dernier* alinéa du présent III, jusqu'au 31 décembre 2033, la fabrication des marchandises mentionnées à l'annexe I dudit règlement *fait l'objet* d'une allocation de quotas à titre gratuit en quantités réduites. Ces quantités sont calculées par application d'un facteur de réduction à l'allocation de quotas à titre gratuit pour la fabrication de ces marchandises. Ce facteur est égal à 100 % pour la période comprise entre l'entrée en vigueur du même règlement et *le 31 décembre 2025* et, sous réserve de l'application *du b du paragraphe 2 de l'article 36* du même règlement, est égal à 97,5 % en 2026, à 95 % en 2027, à 90 % en 2028, à 77,5 % en 2029, à 51,5 % en 2030, à 39 % en 2031, à 26,5 % en 2032 et à 14 % en 2033. » ;

76

77

78

79

80

Texte adopté par le Sénat en première lecture

e) Le deuxième alinéa du IV est ainsi rédigé :

« Ces montants par défaut peuvent être adaptés dans les cas prévus au paragraphe 5 de l'article 10 bis de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée. Cette adaptation est effectuée de manière uniforme. Cependant, les installations dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre sont inférieurs à la moyenne des 10 % d'installations les plus efficaces d'un secteur ou *sous-secteur de l'Union* pour les référentiels pertinents au cours d'une année lors de laquelle une adaptation s'applique ne sont pas soumises à une telle adaptation. » ;

f) Le dernier alinéa du même IV est supprimé ;

g) Après ledit IV, sont insérés des IV bis et IV ter ainsi rédigés :

« IV bis. – Si une installation est concernée par l'obligation d'effectuer un audit énergétique ou de mettre en œuvre un système de management de l'énergie certifié en vertu de l'article 8 de la directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE, et si les recommandations du rapport d'audit ou du système de management de l'énergie certifié ne sont pas appliquées, à moins que le temps de retour sur investissement des investissements correspondants ne dépasse trois ans ou que le coût de ces investissements ne soit disproportionné, la quantité de quotas alloués à titre gratuit est réduite de 20 %. La quantité de quotas alloués à titre gratuit n'est pas réduite si l'exploitant démontre qu'il a mis en œuvre d'autres mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre équivalentes à celles qui sont recommandées dans le rapport d'audit ou dans le système de management de l'énergie certifié pour l'installation concernée. Les modalités d'application du présent IV bis sont fixées par décret en Conseil d'État.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

e) Le deuxième alinéa du IV est ainsi rédigé :

« Ces montants par défaut peuvent être adaptés dans les cas prévus au paragraphe 5 de l'article 10 bis de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée. Cette adaptation est effectuée de manière uniforme. Cependant, les installations dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre sont inférieurs à la moyenne des 10 % d'installations les plus efficaces d'un secteur ou *d'un sous-secteur de l'Union européenne* pour les référentiels pertinents au cours d'une année lors de laquelle une adaptation s'applique ne sont pas soumises à une telle adaptation. » ;

f) Le dernier alinéa du même IV est supprimé ;

g) Après ledit IV, sont insérés des IV bis et IV ter ainsi rédigés :

« IV bis. – Si une installation est concernée par l'obligation d'effectuer un audit énergétique ou de mettre en œuvre un système de management de l'énergie certifié en application de l'article 8 de la directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE et si les recommandations du rapport d'audit ou du système de management de l'énergie certifié ne sont pas appliquées, à moins que le temps de retour sur investissement des investissements correspondants ne dépasse trois ans ou que le coût de ces investissements ne soit disproportionné, la quantité de quotas alloués à titre gratuit est réduite de 20 %. La quantité de quotas alloués à titre gratuit n'est pas réduite si l'exploitant démontre qu'il a mis en œuvre d'autres mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre équivalentes à celles qui sont recommandées dans le rapport d'audit ou dans le système de management de l'énergie certifié pour l'installation concernée. Les modalités d'application du présent IV bis sont fixées par décret en Conseil d'État.

(81)

(82)

(83)

(84)

(85)

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« IV *ter*. – La réduction de 20 % mentionnée au IV *bis* est également appliquée dans le cas où, au 1^{er} mai 2024, un exploitant d’installations dont les niveaux d’émission de gaz à effet de serre sont supérieurs au 80^e centile des niveaux d’émission pour les référentiels de produits pertinents n’a pas établi, pour chacune de ces installations, un plan de neutralité climatique pour ses activités *entrant dans le périmètre défini à l’article L. 229-5*. Cette réduction s’applique aussi dans le cas où les valeurs cibles de ce plan n’ont pas été atteintes et ses jalons intermédiaires n’ont pas été respectés pour la période allant jusqu’à la fin de 2025 ou pour la période allant de 2026 à 2030. Ces valeurs cibles sont présumées ne pas avoir été atteintes et ces jalons intermédiaires sont présumés ne pas avoir été respectés dans le cas où l’atteinte et le respect n’ont pas été vérifiés aux frais de l’exploitant par un organisme accrédité à cet effet.

« Le contenu du plan de neutralité climatique mentionné au premier alinéa du présent IV *ter* et les modalités de sa mise en œuvre et de son contrôle sont fixés par décret en Conseil d’État. » ;

10° (*Supprimé*)

II (*nouveau*). – Le b du 8°, le c et le f du 9° du I entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

Article 15

I. – L’article L. 229-18 du code de l’environnement est remplacé par des articles L. 229-18 à L. 229-18-2 ainsi rédigés :

« Art. L. 229-18. – La présente sous-section s’applique aux exploitants d’aéronefs mentionnés à l’article L. 229-5.

« I. – Sont attribués à titre gratuit aux exploitants d’aéronefs respectivement 75 % en 2024 et 50 % en 2025 de 85 % du nombre total de quotas publié par la Commission européenne en application du paragraphe 5 de l’article 3 *quater* de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 *précitée*.

Texte adopté par l’Assemblée nationale en première lecture

« IV *ter*. – La réduction de 20 % mentionnée au IV *bis* est également appliquée dans le cas où, au 1^{er} mai 2024, un exploitant d’installations dont les niveaux d’émission de gaz à effet de serre sont supérieurs au quatre-vingtième centile des niveaux d’émission pour les référentiels de produits pertinents n’a pas établi, pour chacune de ces installations, un plan de neutralité climatique pour ses activités *relevant du périmètre défini à l’article L. 229-5*. Cette réduction s’applique aussi dans le cas où les valeurs cibles de ce plan n’ont pas été atteintes et ses jalons intermédiaires n’ont pas été respectés pour la période allant jusqu’au 31 décembre 2025 ou pour la période allant de 2026 à 2030. Ces valeurs cibles sont présumées ne pas avoir été atteintes et ces jalons intermédiaires sont présumés ne pas avoir été respectés dans le cas où l’atteinte et le respect n’ont pas été vérifiés aux frais de l’exploitant par un organisme accrédité à cet effet.

« Le contenu du plan de neutralité climatique mentionné au premier alinéa du présent IV *ter* et les modalités de sa mise en œuvre et de son contrôle sont fixés par décret en Conseil d’État. » ;

10° (*Supprimé*)

II. – (*Non modifié*)

Article 15

I. – L’article L. 229-18 du code de l’environnement est remplacé par des articles L. 229-18 à L. 229-18-2 ainsi rédigés :

« Art. L. 229-18. – La présente sous-section s’applique aux exploitants d’aéronefs mentionnés à l’article L. 229-5.

« I. – Sont attribués à titre gratuit aux exploitants d’aéronef respectivement 75 % en 2024 et 50 % en 2025 de 85 % du nombre total de quotas publié par la Commission européenne en application des paragraphes 5 et 7 de l’article 3 *quater* de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 *établissant un système d’échange de quotas d’émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil*.

86

87

88

89

1

2

3

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« Ces quotas gratuits sont fixés proportionnellement à la part des émissions vérifiées des exploitants d'aéronefs résultant des activités aériennes déclarées au titre de l'année 2023. Il est également tenu compte, dans le calcul de ces quotas, des émissions vérifiées, au titre de la même année, résultant des activités aériennes déclarées pour les vols qui ne relèvent du système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne qu'à partir du 1^{er} janvier 2024.

« Pour chacune des années 2024 et 2025, un arrêté du ministre chargé des transports fixe le nombre de quotas d'émissions de gaz à effet de serre alloués à titre gratuit à chaque exploitant d'aéronef.

« II. – Pour la période allant du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2030, les exploitants d'aéronefs commerciaux peuvent demander à bénéficier, chaque année, de quotas à titre gratuit pour l'utilisation, dans leurs vols subsoniques donnant lieu à restitution de quotas, de carburants d'aviation durables et d'autres carburants d'aviation qui ne sont pas dérivés de combustibles fossiles, mentionnés au règlement (UE) 2023/2405 du Parlement européen et du Conseil du 18 octobre 2023 relatif à l'instauration d'une égalité des conditions de concurrence pour un secteur du transport aérien durable et éligibles pour atteindre les objectifs d'incorporation en volume de ces carburants fixés à l'annexe I du même règlement.

« Les quotas alloués couvrent respectivement :

« 1° 70 % de l'écart restant entre le prix du kérosène fossile et celui de l'hydrogène produit à partir de sources d'énergies renouvelables ou de biocarburants avancés tels que définis au point 34 du paragraphe 2 de l'article 2 de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir des énergies renouvelables et qui ont un facteur d'émission nul en vertu du a du paragraphe 6 de l'article 3 quater de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« Ces quotas gratuits sont fixés proportionnellement à la part des émissions vérifiées des exploitants d'aéronefs résultant des activités aériennes déclarées au titre de l'année 2023. Il est également tenu compte, dans le calcul de ces quotas, des émissions vérifiées, au titre de la même année, résultant des activités aériennes déclarées pour les vols qui ne relèvent du système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne qu'à partir du 1^{er} janvier 2024. ④

« Pour chacune des années 2024 et 2025, un arrêté du ministre chargé des transports fixe le nombre de quotas d'émission de gaz à effet de serre alloués à titre gratuit à chaque exploitant d'aéronef. ⑤

« II. – Pour la période allant du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2030, les exploitants d'aéronefs commerciaux peuvent demander à bénéficier, chaque année, de quotas à titre gratuit pour l'utilisation, dans leurs vols subsoniques donnant lieu à restitution de quotas, de carburants d'aviation durables et d'autres carburants d'aviation qui ne sont pas dérivés de combustibles fossiles, mentionnés au règlement (UE) 2023/2405 du Parlement européen et du Conseil du 18 octobre 2023 relatif à l'instauration d'une égalité des conditions de concurrence pour un secteur du transport aérien durable (*ReFuelEU Aviation*) et admissibles pour atteindre les objectifs d'incorporation en volume de ces carburants fixés à l'annexe I du même règlement. ⑥

« Les quotas alloués couvrent respectivement : ⑦

« 1° 70 % de l'écart restant entre le prix du kérosène fossile et celui de l'hydrogène produit à partir de sources d'énergies renouvelables ou de biocarburants avancés définis au point 34 de l'article 2 de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et qui ont un facteur d'émission nul en application du a du paragraphe 6 de l'article 3 quater de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée ; ⑧

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« 2° 95 % de l'écart de prix restant entre le prix du kérosène fossile et celui de carburants renouvelables d'origine non biologique *tels que* définis à l'article 25 de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 précitée et qui ont un facteur d'émission nul en vertu du *a* du paragraphe 6 de l'article 3 *quater* de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée ;

« 3° 100 % de l'écart de prix restant entre le prix du kérosène fossile et celui d'un carburant d'aviation qui n'est pas dérivé de combustibles fossiles et qui est *éligible* au titre du règlement (UE) 2023/2405 du Parlement européen et du Conseil du 18 octobre 2023 précité, embarqué dans des aéroports qui sont situés dans une région ultrapériphérique ou dans des aéroports situés sur des îles de moins de 10 000 *km*² qui ne sont pas reliées au continent ou dans des aéroports qui ne sont pas définis, du fait de leur trafic, comme des aéroports de l'Union européenne en application de l'article 3 du même règlement ;

« 4° Dans les cas autres que ceux mentionnés aux 1° à 3° du présent II, 50 % de l'écart restant entre le prix du kérosène fossile et celui du carburant d'aviation durable *éligible* et qui n'est pas dérivé de combustibles fossiles.

« La couverture de tout ou partie de l'écart de prix entre le kérosène fossile et les carburants d'aviation admissibles tient compte des incitations liées au prix du carbone et aux niveaux minimaux harmonisés de taxation des combustibles fossiles, *telles que* définies par la Commission européenne en application du paragraphe 6 de l'article 3 *quater* de la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003 précitée, et des éventuels soutiens par d'autres dispositifs au niveau national, dans des conditions précisées par décret.

« Lorsque le carburant d'aviation *éligible* ne peut être physiquement attribué dans un aéroport à un vol spécifique, les quotas sont attribués aux exploitants d'*aéronefs* proportionnellement aux carburants d'aviation admissibles embarqués par l'exploitant d'*aéronef* dans cet aéroport pour ses activités aériennes subsoniques mentionnées à l'article L. 229-5 du présent code.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« 2° 95 % de l'écart de prix restant entre le prix du kérosène fossile et celui de carburants renouvelables d'origine non biologique définis à l'article 25 de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 précitée et qui ont un facteur d'émission nul en *application* du *a* du paragraphe 6 de l'article 3 *quater* de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée ;

« 3° 100 % de l'écart de prix restant entre le prix du kérosène fossile et celui d'un carburant d'aviation qui n'est pas dérivé de combustibles fossiles et qui est *admissible* au titre du règlement (UE) 2023/2405 du Parlement européen et du Conseil du 18 octobre 2023 précité, embarqué dans des aéroports qui sont situés dans une région ultrapériphérique ou dans des aéroports situés sur des îles de moins de 10 000 *kilomètres carrés* qui ne sont pas reliées au continent ou dans des aéroports qui ne sont pas définis, du fait de leur trafic, comme des aéroports de l'Union européenne en application de l'article 3 du même règlement ;

« 4° Dans les cas autres que ceux mentionnés aux 1° à 3° du présent II, 50 % de l'écart restant entre le prix du kérosène fossile et celui du carburant d'aviation durable *admissible* qui n'est pas dérivé de combustibles fossiles.

« La couverture de tout ou partie de l'écart de prix entre le kérosène fossile et les carburants d'aviation admissibles tient compte des incitations liées au prix du carbone et aux niveaux minimaux harmonisés de taxation des combustibles fossiles, définies par la Commission européenne en application du paragraphe 6 de l'article 3 *quater* de la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003 précitée, et des éventuels soutiens par d'autres dispositifs au niveau national, dans des conditions précisées par décret.

« Lorsque le carburant d'aviation *admissible* ne peut être physiquement attribué dans un aéroport à un vol spécifique, les quotas sont attribués aux exploitants d'*aéronef* proportionnellement aux carburants d'aviation admissibles embarqués par l'exploitant d'*aéronef* dans cet aéroport pour ses activités aériennes subsoniques mentionnées à l'article L. 229-5 du présent code.

⑨

⑩

⑪

⑫

⑬

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« Si, pour une année donnée, la demande de quotas pour l'utilisation de ces carburants est supérieure au nombre de quotas disponibles, le nombre de quotas attribués est réduit *et* dans la même proportion pour tous les exploitants d'aéronefs concernés.

« Le nombre de quotas attribués chaque année à titre gratuit aux exploitants d'aéronefs au titre du présent II est fixé par arrêté du ministre chargé des transports, dans les conditions précisées par décret en Conseil d'État.

« Art. L. 229-18-1. – I. – Par dérogation au II de l'article L. 229-7, les exploitants d'aéronefs ne sont pas tenus de restituer des quotas en ce qui concerne les émissions rejetées jusqu'au 31 décembre 2026 et résultant de vols :

« 1° Reliant l'Espace économique européen et les États énumérés dans l'acte d'exécution adopté en vertu du paragraphe 3 de l'article 25 bis de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée ;

« 2° Reliant l'Espace économique européen et les États qui ne sont pas énumérés dans l'acte d'exécution mentionné au 1° du présent I *et* autres que les vols à destination de la Suisse et du Royaume-Uni.

« II. – Par dérogation au II de l'article L. 229-7, les exploitants d'aéronefs ne sont pas tenus de restituer des quotas en ce qui concerne les émissions résultant de vols reliant l'Espace économique européen et les pays les moins avancés ou les petits États insulaires en développement tels qu'ils sont définis par les Nations unies, autres que ceux qui sont énumérés dans l'acte d'exécution mentionné au 1° du I *et* que ceux dont le produit intérieur brut par habitant est égal ou supérieur à la moyenne du produit intérieur brut par habitant de l'Union européenne.

« III (nouveau). – Par dérogation au II de l'article L. 229-7, jusqu'au 31 décembre 2030, les exploitants d'aéronefs ne sont pas tenus de restituer des quotas en ce qui concerne les émissions résultant de vols reliant un aéroport situé dans une région ultrapériphérique d'un État membre et un aéroport situé dans le même État membre, y compris si celui-ci est également situé dans une région ultrapériphérique.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« Si, pour une année donnée, la demande de quotas pour l'utilisation de ces carburants est supérieure au nombre de quotas disponibles, le nombre de quotas attribués est réduit dans la même proportion pour tous les exploitants d'aéronefs concernés.

« Le nombre de quotas attribués chaque année à titre gratuit aux exploitants d'aéronef au titre du présent II est fixé par arrêté du ministre chargé des transports, dans les conditions précisées par décret en Conseil d'État.

« Art. L. 229-18-1. – I. – Par dérogation au II de l'article L. 229-7, les exploitants d'aéronef ne sont pas tenus de restituer des quotas en ce qui concerne les émissions rejetées jusqu'au 31 décembre 2026 et résultant de vols :

« 1° Reliant les États parties à l'accord sur l'Espace économique européen et les États énumérés dans l'acte d'exécution adopté en application du paragraphe 3 de l'article 25 bis de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée ;

« 2° Reliant les États parties à l'accord sur l'Espace économique européen et les États qui ne sont pas énumérés dans l'acte d'exécution mentionné au 1° du présent I, autres que les vols à destination de la Suisse et du Royaume-Uni.

« II. – Par dérogation au II de l'article L. 229-7, les exploitants d'aéronef ne sont pas tenus de restituer des quotas en ce qui concerne les émissions résultant de vols reliant l'Espace économique européen et les pays les moins avancés ou les petits États insulaires en développement tels qu'ils sont définis par les Nations unies, autres que ceux qui sont énumérés dans l'acte d'exécution mentionné au 1° du I *du présent article* et que ceux dont le produit intérieur brut par habitant est égal ou supérieur à la moyenne du produit intérieur brut par habitant de l'Union européenne.

« III. – Par dérogation au II de l'article L. 229-7, jusqu'au 31 décembre 2030, les exploitants d'aéronefs ne sont pas tenus de restituer des quotas en ce qui concerne les émissions résultant de vols reliant un aéroport situé dans une région ultrapériphérique d'un État membre de l'Union européenne et un aéroport situé dans le même État membre, y compris si celui-ci est également situé dans une région ultrapériphérique.

14

15

16

17

18

19

20

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« Art. L. 229-18-2. – Chaque exploitant surveille et déclare à l'autorité administrative compétente, au terme de chaque année civile, les effets hors dioxyde de carbone mentionnés à l'article L. 229-5 de chaque aéronef qu'il exploite, dans *les* conditions précisées par arrêté du ministre chargé des transports. »

II (*nouveau*). – L'article L. 229-18-2 du code de l'environnement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

III (*nouveau*). – Le I de l'article L. 229-18 du code de l'environnement, dans sa rédaction résultant du présent article, est abrogé à partir du 1^{er} janvier 2026.

Article 16

I. – Le code de l'environnement est ainsi modifié :

1° L'article L. 218-25 est abrogé ;

2° L'article L. 226-3 est ainsi rétabli :

« Art. L. 226-3. – Outre les officiers et agents de police judiciaire, les agents mentionnés aux 1° à 8° de l'article L. 218-26 sont habilités à rechercher et à constater les infractions *aux dispositions* du chapitre IX du présent titre et *à celles* du règlement (UE) 2015/757 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 concernant la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions de gaz à effet de serre du *secteur* du transport maritime et modifiant la directive 2009/16/CE, ainsi qu'aux dispositions prises pour leur application. » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« Art. L. 229-18-2. – Chaque exploitant surveille et déclare à l'autorité administrative compétente, au terme de chaque année civile, les effets hors dioxyde de carbone mentionnés à l'article L. 229-5 de chaque aéronef qu'il exploite, dans *des* conditions précisées par arrêté du ministre chargé des transports. »

II et III. – (*Non modifiés*)

Article 16

I. – Le code de l'environnement est ainsi modifié :

1° L'article L. 218-25 est abrogé ;

2° L'article L. 226-3 est ainsi rétabli :

« Art. L. 226-3. – Outre les officiers et agents de police judiciaire, les agents mentionnés aux 1° à 8° de l'article L. 218-26 sont habilités à rechercher et à constater les infractions *au* chapitre IX du présent titre et *au* règlement (UE) 2015/757 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 concernant la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions de gaz à effet de serre du transport maritime et modifiant la directive 2009/16/CE ainsi qu'aux dispositions prises pour leur application. » ;

②1

②2

①

②

③

④

Texte adopté par le Sénat en première lecture

3° Les articles L. 226-10 et L. 226-11 sont ainsi rétablis :

« Art. L. 226-10. – I. – Est puni de 15 000 euros d’amende le fait, pour toute compagnie maritime dont la France est l’autorité responsable au sens de l’article L. 229-5, tout exploitant ou propriétaire d’un navire auquel s’applique, en vertu de son article 2, le règlement (UE) 2015/757 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 *précité*, ou son représentant à bord, de :

« 1° Ne pas surveiller, sur la base d’un plan de surveillance, les émissions de gaz à effet de serre du navire, par voyage et par année civile dans les conditions prévues aux articles 8 à 10 du même règlement ;

« 2° Ne pas déclarer les émissions de gaz à effet de serre du navire dans les conditions prévues aux articles 11, 11 *bis* et 12 dudit règlement.

« L’amende est prononcée autant de fois qu’il y a de navires concernés.

« II. – Lorsque la violation des obligations de surveillance et de déclaration énoncées aux articles 8 à 12 du même règlement est manifestement délibérée, l’amende est portée à 30 000 euros.

« III. – Les personnes morales coupables des infractions prévues aux I et II encourent également, à titre de peine complémentaire, la peine mentionnée au 9° de l’article 131-39 du code pénal.

« Art. L. 226-11. – I. – Le fait, pour une compagnie maritime qui a fait l’objet de la sanction administrative prévue au II de l’article L. 229-10, de ne pas acquitter l’amende qui lui a été infligée dans les délais impartis ou de ne pas restituer le nombre de quotas dont elle est redevable à la date prévue pour la restitution de l’année suivante, en méconnaissance *des dispositions de cet article*, est puni d’un an d’emprisonnement et de 500 000 euros d’amende. En cas d’absence totale de restitution de quotas en contrepartie des émissions de l’année en cause, l’amende est portée à un million d’euros.

Texte adopté par l’Assemblée nationale en première lecture

3° Les articles L. 226-10 et L. 226-11 sont ainsi rétablis :

« Art. L. 226-10. – I. – Est puni de 15 000 euros d’amende le fait, pour toute compagnie maritime dont la France est l’autorité responsable au sens de l’article L. 229-5, *pour* tout exploitant ou propriétaire d’un navire auquel s’applique, en *application* de son article 2, le règlement (UE) 2015/757 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 *concernant la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions de gaz à effet de serre du transport maritime et modifiant la directive 2009/16/CE* ou pour son représentant à bord, de :

« 1° Ne pas surveiller, sur la base d’un plan de surveillance, les émissions de gaz à effet de serre du navire, par voyage et par année civile dans les conditions prévues aux articles 8 à 10 du même règlement ;

« 2° Ne pas déclarer les émissions de gaz à effet de serre du navire dans les conditions prévues aux articles 11, 11 *bis* et 12 dudit règlement.

« L’amende est prononcée autant de fois qu’il y a de navires concernés.

« II. – Lorsque la violation des obligations de surveillance et de déclaration énoncées aux articles 8 à 12 du même règlement est manifestement délibérée, l’amende est portée à 30 000 euros.

« III. – Les personnes morales coupables des infractions prévues aux I et II *du présent article* encourent également, à titre de peine complémentaire, la peine mentionnée au 9° de l’article 131-39 du code pénal.

« Art. L. 226-11. – I. – Le fait, pour une compagnie maritime qui a fait l’objet de la sanction administrative prévue au II de l’article L. 229-10, de ne pas acquitter l’amende qui lui a été infligée dans les délais impartis ou de ne pas restituer le nombre de quotas dont elle est redevable à la date prévue pour la restitution de l’année suivante, en méconnaissance *du même article L. 229-10*, est puni d’un an d’emprisonnement et de 500 000 euros d’amende. En cas d’absence totale de restitution de quotas en contrepartie des émissions de l’année en cause, l’amende est portée à un million d’euros.

⑤

⑥

⑦

⑧

⑨

⑩

⑪

⑫

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« II. – Les peines prévues au I sont applicables au représentant légal, au dirigeant de fait ou à toute autre personne exerçant, en droit ou en fait, un pouvoir de décision dans la gestion de la compagnie maritime, lorsque ces personnes ont été à l'origine de la non restitution partielle ou totale du nombre de quotas ou du non-paiement de l'amende.

« III. – Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, du délit mentionné au I du présent article encourent, outre l'amende déterminée selon les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal, la peine prévue par le 9° de l'article 131-39 du même code.

« IV. – Les peines prononcées tiennent compte des gains économiques obtenus en conséquence du non-respect des obligations du système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre et du montant du préjudice causé. » ;

4° Après la sous-section 3 de la section 2 du chapitre IX du titre II du livre II, est insérée une sous-section 3 bis ainsi rédigée :

« *Sous-section 3 bis*

« *Dispositions particulières aux compagnies maritimes*

« Art. L. 229-18-3. – I. – *En ce qui concerne les activités maritimes, la restitution de quotas prévue à l'article L. 229-7 s'applique aux activités de transport maritime couvertes par l'article 2 du règlement (UE) 2015/757 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 concernant la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions de gaz à effet de serre du secteur du transport maritime et modifiant la directive 2009/16/CE, à l'exception des activités couvertes par l'article 2 paragraphe 1 bis et, jusqu'au 31 décembre 2026, l'article 2 paragraphe 1 ter du même règlement.*

« Cette restitution prend en compte les émissions de dioxyde de carbone, ainsi que, à partir du 1^{er} janvier 2026, les émissions de méthane et de protoxyde d'azote.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« II. – Les peines prévues au I *du présent article* sont applicables au représentant légal, au dirigeant de fait ou à toute autre personne exerçant, en droit ou en fait, un pouvoir de décision dans la gestion de la compagnie maritime, lorsque ces personnes ont été à l'origine de la non-restitution partielle ou totale du nombre de quotas ou du non-paiement de l'amende. 13

« III. – Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues à l'article 121-2 du code pénal, du délit mentionné au I du présent article encourent, outre l'amende déterminée selon les modalités prévues à l'article 131-38 du code pénal, la peine prévue au 9° de l'article 131-39 du même code. 14

« IV. – Les peines prononcées tiennent compte des gains économiques obtenus en conséquence du non-respect des obligations du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et du montant du préjudice causé. » ; 15

4° Après la sous-section 3 de la section 2 du chapitre IX du titre II du livre II, est insérée une sous-section 3 bis ainsi rédigée : 16

« *Sous-section 3 bis*

« *Dispositions particulières aux compagnies maritimes*

« Art. L. 229-18-3. – I. – *En ce qui concerne les activités maritimes, la restitution de quotas prévue à l'article L. 229-7 s'applique aux activités de transport maritime couvertes par l'article 2 du règlement (UE) 2015/757 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 concernant la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions de gaz à effet de serre du transport maritime et modifiant la directive 2009/16/CE, à l'exception des activités couvertes par le paragraphe 1 bis du même article 2 et, jusqu'au 31 décembre 2026, par le paragraphe 1 ter dudit article 2.* 17

« Cette restitution prend en compte les émissions de dioxyde de carbone ainsi que, à partir du 1^{er} janvier 2026, les émissions de méthane et de protoxyde d'azote. 18

13

14

15

16

17

18

19

20

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« II. – La restitution de quotas mentionnée au I s’applique pour 50 % des émissions des navires effectuant des voyages au départ d’un port d’escale relevant de la juridiction d’un État membre et à destination d’un port situé en dehors de la juridiction d’un État membre ou dans un pays et territoire d’outre-mer, 50 % des émissions des navires effectuant des voyages au départ d’un port d’escale situé en dehors de la juridiction d’un État membre ou dans un pays et territoire d’outre-mer et à destination d’un port relevant de la juridiction d’un État membre, 100 % des émissions des navires effectuant des voyages au départ et à destination d’un port d’escale relevant de la juridiction d’un État membre, à l’exception des ports situés dans un pays et territoire d’outre-mer, et 100 % des émissions des navires à quai dans un port d’escale relevant de la juridiction d’un État membre, à l’exception des ports situés dans un pays et territoire d’outre-mer.

« Art. L. 229-18-4. – I. – Les compagnies maritimes restituent à l’autorité administrative, sous peine des sanctions prévues à l’article L. 229-10, un nombre de quotas égal à 40 % du total des émissions de dioxyde de carbone résultant de ses activités maritimes durant l’année civile 2024 puis à 70 % du total des émissions de dioxyde de carbone durant l’année civile 2025 et à 100 % du total des émissions de gaz de serre à partir de l’année civile 2026, telles qu’elles ont été déclarées, vérifiées et validées conformément au III du présent article.

« II. – Jusqu’au 31 décembre 2030, il n’est pas tenu compte, pour l’application du I, des émissions qui ont lieu lors de voyages entre un port d’escale situé dans une région ultrapériphérique d’un État membre et un port d’escale situé dans le même État membre, y compris si celui-ci est également situé dans une région ultrapériphérique, non plus que des émissions à quai de ces navires en rapport avec ces voyages.

« III. – Jusqu’au 31 décembre 2030, les compagnies maritimes peuvent restituer 5 % de quotas en moins par rapport aux émissions vérifiées de leurs navires de classe “glace”, à condition que ces navires appartiennent à la classe “glace” IA ou IA Super ou à une classe “glace” équivalente, établie sur la base de la recommandation 25/7 de la commission d’Helsinki.

Texte adopté par l’Assemblée nationale en première lecture

« II. – La restitution de quotas mentionnée au I du présent article s’applique pour 50 % des émissions des navires effectuant des voyages au départ d’un port d’escale relevant de la juridiction d’un État membre et à destination d’un port situé en dehors de la juridiction d’un État membre ou dans un pays et territoire d’outre-mer, pour 50 % des émissions des navires effectuant des voyages au départ d’un port d’escale situé en dehors de la juridiction d’un État membre ou dans un pays et territoire d’outre-mer et à destination d’un port relevant de la juridiction d’un État membre, pour 100 % des émissions des navires effectuant des voyages au départ et à destination d’un port d’escale relevant de la juridiction d’un État membre, à l’exception des ports situés dans un pays et territoire d’outre-mer, et pour 100 % des émissions des navires à quai dans un port d’escale relevant de la juridiction d’un État membre, à l’exception des ports situés dans un pays et territoire d’outre-mer.

« Art. L. 229-18-4. – I. – Les compagnies maritimes restituent à l’autorité administrative, sous peine des sanctions prévues à l’article L. 229-10, un nombre de quotas égal à 40 % du total des émissions de dioxyde de carbone résultant de leurs activités maritimes durant l’année civile 2024, puis à 70 % du total des émissions de dioxyde de carbone durant l’année civile 2025, puis à 100 % du total des émissions de gaz de serre à partir de l’année civile 2026, telles qu’elles ont été déclarées, vérifiées et validées conformément au III de l’article L. 229-7.

« II. – Jusqu’au 31 décembre 2030, il n’est pas tenu compte, pour l’application du I du présent article, des émissions qui ont lieu lors de voyages entre un port d’escale situé dans une région ultrapériphérique d’un État membre de l’Union européenne et un port d’escale situé dans le même État membre, y compris si celui-ci est également situé dans une région ultrapériphérique, non plus que des émissions à quai de ces navires en rapport avec ces voyages.

« III. – Jusqu’au 31 décembre 2030, les compagnies maritimes peuvent restituer 5 % de quotas en moins par rapport aux émissions vérifiées de leurs navires de “classe glace”, à condition que ces navires appartiennent à la “classe glace” “IA” ou “IA Super” ou à une “classe glace” équivalente, établie sur la base de la recommandation 25/7 de la commission pour la protection de l’environnement marin dans la région de la mer Baltique.

21

22

23

24

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« IV. – Jusqu’au 31 décembre 2030, il n’est pas tenu compte, pour l’application du I, des émissions produites par les voyages effectués par des navires à passagers, autres que les navires de croisière, et par des navires rouliers à passagers, entre une île et un port figurant sur la liste mentionnée au second alinéa du paragraphe 3-quinquies de l’article 12 de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée, non plus que des émissions résultant des activités à quai de ces navires en relation avec ces voyages.

« V. – Jusqu’au 31 décembre 2030, il n’est pas tenu compte, pour l’application du I, des émissions produites par les voyages effectués par des navires à passagers ou des navires rouliers à passagers dans le cadre d’un contrat de service public transnational ou d’une obligation de service public au niveau transnational, objet de l’acte d’exécution mentionné au paragraphe 3-quater de l’article 12 de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée, non plus que des émissions résultant des activités à quai de ces navires en relation avec ces voyages.

« Art. L. 229-18-5. – Lorsque la responsabilité finale de l’achat du carburant ou de l’exploitation du navire est assumée par une entité autre que la compagnie maritime en vertu d’un accord contractuel, celle-ci a le droit de se faire rembourser par cette entité les coûts résultant de la restitution des quotas.

« Pour l’application du présent article, on entend par “exploitation du navire” le fait de déterminer la cargaison transportée, ou la route et la vitesse du navire. La compagnie maritime reste l’entité légalement responsable de la restitution des quotas, en application de l’article L. 229-7.

Texte adopté par l’Assemblée nationale en première lecture

« IV. – Jusqu’au 31 décembre 2030, il n’est pas tenu compte, pour l’application du I, des émissions produites par les voyages effectués par des navires à passagers, autres que les navires de croisière, et par des navires rouliers à passagers, entre une île et un port figurant sur la liste mentionnée au second alinéa du paragraphe 3-quinquies de l’article 12 de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 *établissant un système d’échange de quotas d’émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil*, non plus que des émissions résultant des activités à quai de ces navires en relation avec ces voyages.

« V. – Jusqu’au 31 décembre 2030, il n’est pas tenu compte, pour l’application du I *du présent article*, des émissions produites par les voyages effectués par des navires à passagers ou des navires rouliers à passagers dans le cadre d’un contrat de service public transnational ou d’une obligation de service public au niveau transnational, objet de l’acte d’exécution mentionné au paragraphe 3 quater de l’article 12 de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée, non plus que des émissions résultant des activités à quai de ces navires en relation avec ces voyages.

« Art. L. 229-18-5. – Lorsque la responsabilité finale de l’achat du carburant ou de l’exploitation du navire est assumée par une entité autre que la compagnie maritime en *application* d’un accord contractuel, celle-ci a le droit de se faire rembourser par cette entité les coûts résultant de la restitution des quotas.

« Pour l’application du présent article, on entend par “exploitation du navire” le fait de déterminer la cargaison transportée ou la route et la vitesse du navire. La compagnie maritime reste l’entité légalement responsable de la restitution des quotas, en application de l’article L. 229-7 *et du I de l’article L. 229-18-4*.

25

26

27

28

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« Art. L. 229-18-6. – Dans les conditions prévues au paragraphe 3 de l'article 20 du règlement (UE) 2015/757 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 précité, l'immobilisation ou l'expulsion et l'interdiction d'accès aux ports d'un navire peuvent être décidées dans le cas où une compagnie maritime n'a pas, pendant au moins deux périodes de déclaration consécutives, effectué pour ce navire la déclaration d'émissions prévue à l'article 11 du même règlement ou obtenu le document de conformité de sa déclaration annuelle d'émissions de gaz à effet de serre prévu à l'article 17 dudit règlement, et a fait l'objet de la sanction prévue à l'article L. 226-10 du présent code, ou d'une sanction prévue pour les mêmes infractions par un autre État membre de l'Union européenne, sans avoir encore satisfait à ses obligations.

« Art. L. 229-18-7. – Si, pendant au moins deux années consécutives, une compagnie maritime n'a pas restitué un nombre de quotas suffisant pour couvrir ses émissions de l'année précédente conformément aux exigences de l'article L. 229-7 et de la présente sous-section, et a fait l'objet de la sanction prévue au II de l'article L. 229-10 ou de sanctions prévues pour les mêmes manquements par un autre État membre de l'Union européenne, sans procéder à cette restitution dans les délais qui lui étaient impartis, l'autorité compétente peut, après l'avoir mise en mesure de présenter ses observations :

« 1° Prononcer l'immobilisation de tout navire battant pavillon français dont cette compagnie est responsable, présent ou entrant dans un port français. La décision est levée lorsque la compagnie maritime justifie qu'elle satisfait pleinement à ses obligations de restitution ;

« 2° Prononcer une décision d'expulsion si un navire battant pavillon d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers dont cette compagnie est responsable est présent ou entrant dans un port français. La décision est levée lorsque la compagnie maritime justifie qu'elle satisfait pleinement à ses obligations de restitution.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« Art. L. 229-18-6. – Dans les conditions prévues au paragraphe 3 de l'article 20 du règlement (UE) 2015/757 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 précité, l'immobilisation ou l'expulsion et l'interdiction d'accès aux ports d'un navire peuvent être décidées dans le cas où une compagnie maritime n'a pas, pendant au moins deux périodes de déclaration consécutives, effectué pour ce navire la surveillance prévue à la section 3 du chapitre II du même règlement ni la déclaration d'émissions prévue à l'article 11 dudit règlement ou n'a pas obtenu le document de conformité de sa déclaration annuelle d'émissions de gaz à effet de serre prévu à l'article 17 du même règlement et a fait l'objet de la sanction prévue à l'article L. 226-10 du présent code ou d'une sanction prévue pour les mêmes infractions dans un autre État membre de l'Union européenne, sans avoir encore satisfait à ses obligations.

« Art. L. 229-18-7. – Si, pendant au moins deux années consécutives, une compagnie maritime n'a pas restitué un nombre de quotas suffisant pour couvrir ses émissions de l'année précédente dans les conditions prévues à l'article L. 229-7 et à la présente sous-section et a fait l'objet de la sanction prévue au II de l'article L. 229-10 ou de sanctions prévues pour les mêmes manquements dans un autre État membre de l'Union européenne sans procéder à cette restitution dans les délais qui lui étaient impartis, l'autorité compétente peut, après l'avoir mise en mesure de présenter ses observations :

« 1° Prononcer l'immobilisation de tout navire battant pavillon français dont cette compagnie est responsable présent ou entrant dans un port français. La décision est levée lorsque la compagnie maritime justifie qu'elle satisfait pleinement à ses obligations de restitution ;

« 2° Prononcer une décision d'expulsion si un navire qui bat pavillon d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers et dont cette compagnie est responsable est présent ou entrant dans un port français. La décision est levée lorsque la compagnie maritime justifie qu'elle satisfait pleinement à ses obligations de restitution.

29

30

31

32

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« Art. L. 229-18-8. – Sans préjudice des règles maritimes internationales applicables au cas des navires en détresse, lorsqu'une compagnie maritime a fait l'objet d'une décision d'expulsion ou que l'un des navires dont elle a la responsabilité a fait l'objet d'une décision d'immobilisation, par les autorités françaises en application de l'article L. 229-18-7, ou par un autre État membre de l'Union européenne en application de dispositions de transposition du paragraphe 11 *bis* de l'article 16 de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée, l'autorité compétente, après avoir mis la compagnie maritime en mesure de présenter ses observations :

« 1° Prononce l'immobilisation de tout navire exploité par cette compagnie battant pavillon français présent ou entrant dans un port français. La décision est levée lorsque la compagnie maritime justifie qu'elle satisfait pleinement à ses obligations de restitution ;

« 2° Refuse l'accès aux ports et aux mouillages sur l'ensemble de son territoire national à tout navire exploité par cette compagnie battant pavillon d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers. La décision est levée lorsque la compagnie maritime justifie qu'elle satisfait pleinement à ses obligations de restitution. » ;

5° (nouveau) L'article L. 671-1 est abrogé.

II. – Le 3° de l'article L. 5241-4-6 du code des transports est abrogé.

Article 17

I. – La section 7 du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement est ainsi modifiée :

1° (nouveau) La sous-section unique devient la sous-section 1 ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« Art. L. 229-18-8. – Sans préjudice des règles maritimes internationales applicables au cas des navires en détresse, lorsqu'une compagnie maritime a fait l'objet d'une décision d'expulsion ou que l'un des navires dont elle a la responsabilité a fait l'objet d'une décision d'immobilisation par les autorités françaises en application de l'article L. 229-18-7 ou par un autre État membre de l'Union européenne en application de dispositions de transposition du paragraphe 11 *bis* de l'article 16 de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée, l'autorité compétente, après avoir mis la compagnie maritime en mesure de présenter ses observations :

« 1° Prononce l'immobilisation de tout navire exploité par cette compagnie battant pavillon français présent ou entrant dans un port français. La décision est levée lorsque la compagnie maritime justifie qu'elle satisfait pleinement à ses obligations de restitution ;

« 2° Refuse l'accès aux ports et aux mouillages sur l'ensemble de son territoire national à tout navire exploité par cette compagnie *et* battant pavillon d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers. La décision est levée lorsque la compagnie maritime justifie qu'elle satisfait pleinement à ses obligations de restitution. » ;

4° *bis* (nouveau) Au premier alinéa des articles L. 612-1, L. 622-1 et L. 632-1, les mots : « de l'article L. 218-25 et » sont supprimés ;

5° L'article L. 671-1 est abrogé.

II. – Le code des transports est ainsi modifié :

1° Le 3° de l'article L. 5241-4-6 est abrogé ;

2° (nouveau) L'article L. 5752-1-1 est abrogé.

Article 17

La section 7 du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement est ainsi modifiée :

1° La sous-section unique devient la sous-section 1 ;

33

34

35

36

37

38

39

40

1

2

Texte adopté par le Sénat en première lecture

2° Est ajoutée une sous-section 2 ainsi rédigée :

« *Sous-section 2*

« Obligations applicables au titre du régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale ("CORSIA")

« *Art. L. 229-60-1. – I. – La présente sous-section s'applique aux exploitants d'aéronefs titulaires d'un certificat de transporteur aérien délivré par la France ou immatriculés en France pour les vols effectués entre un aéroport situé dans un pays appliquant le régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale ("CORSIA") et mentionnés dans l'acte d'exécution adopté en application de l'article 25 bis de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil et un aéroport situé sur le territoire :*

« 1° D'un État *appartenant* à l'Espace économique européen ;

« 2° De la Suisse ;

« 3° Du Royaume-Uni ;

« 4° D'un autre pays appliquant ce régime et mentionné dans l'acte d'exécution *précité*.

« II. – La présente sous-section s'applique également aux exploitants d'aéronefs mentionnés au I pour les vols reliant un aéroport situé dans un pays et territoire d'outre-mer mentionné dans l'annexe II du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et un aéroport situé sur le territoire :

« 1° D'un autre État *appartenant* à l'Espace économique européen, y compris s'il est situé dans une région ultrapériphérique, ou sur un territoire de cet État mentionné à la même annexe II ;

« 2° De la Suisse ;

« 3° Du Royaume-Uni ;

« 4° D'un autre pays appliquant ce régime et mentionné dans l'acte d'exécution *précité*.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

2° Est ajoutée une sous-section 2 ainsi rédigée :

« *Sous-section 2*

« Obligations applicables au titre du régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale ("CORSIA")

« *Art. L. 229-60-1. – I. – La présente sous-section s'applique aux exploitants d'aéronef titulaires d'un certificat de transporteur aérien délivré par la France ou immatriculés en France pour les vols internationaux effectués entre un aéroport situé dans un pays appliquant le régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale ("CORSIA") et mentionnés dans l'acte d'exécution adopté en application de l'article 25 bis de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil et un aéroport situé sur le territoire :*

« 1° D'un État *partie* à l'accord sur l'Espace économique européen ;

« 2° De la Suisse ;

« 3° Du Royaume-Uni ;

« 4° D'un autre pays appliquant ce régime et mentionné dans l'acte d'exécution *mentionné au premier alinéa du présent I.*

« II. – La présente sous-section s'applique également aux exploitants d'aéronef mentionnés au I pour les vols internationaux reliant un aéroport situé dans un pays et territoire d'outre-mer mentionné dans l'annexe II du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et un aéroport situé sur le territoire :

« 1° D'un autre État *partie* à l'accord sur l'Espace économique européen, y compris s'il est situé dans une région ultrapériphérique, ou sur un territoire de cet État mentionné à la même annexe II ;

« 2° De la Suisse ;

« 3° Du Royaume-Uni ;

« 4° D'un autre pays appliquant ce régime et mentionné dans l'acte d'exécution *mentionné au premier alinéa du I du présent article.*

③

④

⑤

⑥

⑦

⑧

⑨

⑩

⑪

⑫

⑬

⑭

⑮

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« Art. L. 229-60-2. – I. – Au plus tard le 30 novembre de chaque année, l'autorité administrative compétente évalue, pour chaque exploitant d'aéronef, le nombre d'unités de compensation, *telles que* définies dans l'acte d'exécution prévu au paragraphe 8 de l'article 11 *bis* de la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003 précitée, dont il est redevable au titre de l'année civile précédente, conformément à la méthode établie dans l'acte d'exécution mentionné au paragraphe 8 de l'article 12 de la même directive. Elle en informe les exploitants d'aéronefs.

« Au plus tard le 30 novembre de chaque année suivant une période de conformité, l'autorité administrative compétente détermine, pour chaque exploitant d'aéronef, le nombre total d'unités de compensation, dont il est redevable pour cette période. Elle en informe les exploitants d'aéronefs.

« Une période de conformité est une période de trois ans au terme de laquelle un exploitant d'aéronef soumis au régime "CORSA" doit compenser ses émissions de gaz à effet de serre selon les modalités définies au II du présent article. La première période de conformité comprend les années 2021 à 2023. La deuxième période comprend les années 2024 à 2026. Les périodes triennales suivantes se succèdent jusqu'en 2035.

« II. – Au plus tard le 31 janvier de la deuxième année suivant une période de conformité, chaque exploitant d'aéronef procède à l'annulation des unités de compensation dont le nombre a été communiqué par l'autorité administrative compétente en application du deuxième alinéa du I.

« Art. L. 229-60-3. – Lorsque l'exploitant d'aéronef n'a pas justifié du respect de ses obligations de compensation, l'autorité administrative compétente le met en demeure d'y satisfaire dans un délai d'un mois.

« La mise en demeure mentionne la sanction encourue et invite l'exploitant à présenter ses observations écrites.

« À l'issue du délai mentionné au premier alinéa, l'autorité administrative compétente peut soit notifier à l'exploitant d'aéronef qu'il a rempli son obligation de compensation, soit constater qu'il ne s'est pas conformé à cette obligation. Dans ce dernier cas, elle prononce une amende relative aux émissions non compensées.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« Art. L. 229-60-2. – I. – Au plus tard le 30 novembre de chaque année, l'autorité administrative compétente évalue, pour chaque exploitant d'aéronef, le nombre d'unités de compensation, définies dans l'acte d'exécution prévu au paragraphe 8 de l'article 11 *bis* de la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003 précitée, dont il est redevable au titre de l'année civile précédente, conformément à la méthode établie dans l'acte d'exécution mentionné au paragraphe 8 de l'article 12 de la même directive. Elle en informe les exploitants d'aéronef.

« Au plus tard le 30 novembre de chaque année suivant une période de conformité, l'autorité administrative compétente détermine, pour chaque exploitant d'aéronef, le nombre total d'unités de compensation dont il est redevable pour cette période. Elle en informe les exploitants d'aéronef.

« Une période de conformité est une période de trois ans au terme de laquelle un exploitant d'aéronef soumis au régime "CORSA" doit compenser ses émissions de gaz à effet de serre selon les modalités définies au II du présent article. La première période de conformité comprend les années 2021 à 2023. La deuxième période comprend les années 2024 à 2026. Les périodes triennales suivantes se succèdent jusqu'en 2035.

« II. – Au plus tard le 31 janvier de la deuxième année suivant une période de conformité, chaque exploitant d'aéronef procède à l'annulation des unités de compensation dont le nombre a été communiqué par l'autorité administrative compétente en application du deuxième alinéa du I.

« Art. L. 229-60-3. – Lorsque l'exploitant d'aéronef n'a pas justifié du respect de ses obligations de compensation, l'autorité administrative compétente le met en demeure d'y satisfaire dans un délai d'un mois.

« La mise en demeure mentionne la sanction encourue et invite l'exploitant à présenter ses observations écrites.

« À l'expiration du délai mentionné au premier alinéa, l'autorité administrative compétente peut soit notifier à l'exploitant d'aéronef qu'il a rempli son obligation de compensation, soit constater qu'il ne s'est pas conformé à cette obligation. Dans ce dernier cas, elle prononce une amende relative aux émissions non compensées.

16

17

18

19

20

21

22

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« Le montant de l'amende administrative est de 100 euros par tonne de gaz à effet de serre émise pour laquelle l'exploitant d'aéronef n'a pas satisfait à son obligation de compensation.

« Le montant de l'amende administrative est de 100 euros par tonne de gaz à effet de serre émise pour laquelle l'exploitant d'aéronef n'a pas satisfait à son obligation de compensation.

23

« Le paiement de l'amende ne dispense pas l'exploitant de l'obligation de compenser ses émissions. Il doit s'acquitter de cette obligation au plus tard l'année suivante.

« Le paiement de l'amende ne dispense pas l'exploitant de l'obligation de compenser ses émissions. Il doit s'acquitter de cette obligation au plus tard l'année suivante.

24

« Le recouvrement de l'amende est effectué au profit du Trésor public comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine.

« Le recouvrement de l'amende est effectué au profit du Trésor public comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine.

25

« Le nom de l'exploitant est rendu public dès lors que la décision prononçant une amende à son encontre devient définitive.

« Le nom de l'exploitant est rendu public lorsque la décision prononçant une amende à son encontre devient définitive.

26

« Au cas où un exploitant d'aéronef ne se conforme pas aux exigences de la présente sous-section, il peut faire l'objet d'une interdiction d'exploitation.

« Au cas où un exploitant d'aéronef ne se conforme pas aux exigences prévues à la présente sous-section, il peut faire l'objet d'une interdiction d'exploitation.

27

« Art. L. 229-60-4. – Les conditions d'application de la présente sous-section, notamment celles relatives aux catégories d'exploitants d'aéronefs et de vols concernés et aux modalités d'annulation des unités de compensation sont précisées, en tant que de besoin, par décret en Conseil d'État. »

« Art. L. 229-60-4. – Les conditions d'application de la présente sous-section, notamment celles relatives aux catégories d'exploitants d'aéronefs et de vols concernés et aux modalités d'annulation des unités de compensation sont précisées, en tant que de besoin, par décret en Conseil d'État. »

28

CHAPITRE IV

CHAPITRE IV

Dispositions en matière de droit de l'énergie

Dispositions en matière de droit de l'énergie

.....

.....

CHAPITRE V

CHAPITRE V

Dispositions relatives aux contrats de concessions aéroportuaires

Dispositions relatives aux contrats de concession aéroportuaire

Article 20

Article 20

I. – L'article L. 6327-2 du code des transports est complété par des IV et V ainsi rédigés :

I. – (*Non modifié*)

1

« IV. – Lorsqu'un aéroport est exploité dans le cadre d'un contrat de concession, la condition relative à la modération de l'évolution des tarifs prévue au II n'est pas applicable aux premiers tarifs des redevances homologués par l'Autorité de régulation des transports après l'entrée en vigueur du contrat.

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« V. – (nouveau)(Supprimé) ».

I bis (nouveau). – Le II de l'article L. 6327-2 du code des transports est ainsi modifié :

1° Au troisième alinéa, après le mot : « redevances », le signe : « , » est remplacé par le mot : « et », et les mots : « et que leur évolution, par rapport aux tarifs en vigueur, est modérée » sont supprimés ;

2° Le dernier alinéa est complété par les mots : « et que leur évolution, par rapport aux tarifs en vigueur, est modérée ».

II. – Le IV de l'article L. 6327-2 du code des transports s'applique aux contrats de concession conclus après la publication de la présente loi.

III (nouveau). – Au quatrième alinéa du II de l'article L. 6327-3 du code des transports, après les mots : « la période couverte par le contrat », sont insérés les mots : « que l'évolution moyenne proposée est modérée et ».

I bis. – Le II de l'article L. 6327-2 du code des transports est ainsi modifié :

1° Après le mot : « redevances », la fin du troisième alinéa est ainsi rédigée : « et qu'ils sont non discriminatoires ; »

2° Le dernier alinéa est ainsi modifié :

a) (nouveau) Le mot : « et » est supprimé ;

b) Sont ajoutés les mots : « et que leur évolution, par rapport aux tarifs en vigueur, est modérée ».

II. – (Non modifié)

III. – L'article L. 6327-3 du code des transports est ainsi rédigé :

« Art. L. 6327-3. – I. – En vue de l'élaboration d'un projet de contrat mentionné à l'article L. 6325-2, l'autorité compétente de l'État peut consulter l'Autorité de régulation des transports, qui émet un avis motivé sur un avant-projet de contrat dans un délai et des conditions prévus par voie réglementaire.

« Dans son avis motivé, l'Autorité de régulation des transports se prononce notamment sur :

« 1° L'équilibre économique et financier de l'avant-projet de contrat ;

« 2° Le coût moyen pondéré du capital retenu dans l'avant-projet de contrat ;

②

③

④

⑤

⑥

⑦

⑧

⑨

⑩

⑪

⑫

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« 3° Les conditions de l'évolution des tarifs prévues par l'avant-projet de contrat, en vérifiant, de manière prévisionnelle sur la période couverte par le contrat, que l'évolution moyenne proposée est modérée, que l'exploitant reçoit une juste rémunération des capitaux investis sur le périmètre des activités mentionné à l'article L. 6325-1, appréciée au regard du coût moyen pondéré du capital calculé sur ce périmètre, et que le produit global des redevances n'excède pas le coût des services rendus. ⑬

« L'autorité vérifie la juste rémunération des capitaux investis au regard des hypothèses d'investissement, de la qualité de service et de l'évolution des charges retenues dans l'avant-projet de contrat. ⑭

« Dans le cadre d'une procédure de passation d'un contrat de concession portant sur un aéroport relevant de la compétence de l'État, l'autorité compétente de l'État peut, dans les mêmes conditions, consulter l'Autorité de régulation des transports pour qu'elle émette un avis motivé, avant la signature du contrat de concession, sur un avant-projet de contrat mentionné à l'article L. 6325-2. ⑮

« II. – L'Autorité de régulation des transports rend un avis conforme au ministre chargé de l'aviation civile sur les projets de contrats mentionnés à l'article L. 6325-2, dans un délai et des conditions prévus par voie réglementaire. ⑯

« Dans son avis conforme, l'Autorité de régulation des transports se prononce sur : ⑰

« 1° Le respect de la procédure d'élaboration de ces contrats, fixée par voie réglementaire ; ⑱

« 2° Le coût moyen pondéré du capital retenu par les parties au contrat ; ⑲

« 3° Les conditions de l'évolution des tarifs prévues par le projet de contrat, en vérifiant, de manière prévisionnelle sur la période couverte par le contrat, que l'évolution moyenne proposée est modérée, que l'exploitant reçoit une juste rémunération des capitaux investis sur le périmètre d'activités mentionné à l'article L. 6325-1, appréciée au regard du coût moyen pondéré du capital calculé sur ce périmètre, et que le produit global des redevances n'excède pas le coût des services rendus. ⑳

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« L'autorité vérifie la juste rémunération des capitaux investis au regard du programme d'investissements, des objectifs de qualité de service et des objectifs d'évolution des charges, tels qu'ils ont été retenus par les parties au contrat. » (21)

« Lorsque le projet de contrat prévoit les tarifs et leurs modulations applicables sur la première période tarifaire couverte par le contrat, l'autorité procède à l'examen prévu au II de l'article L. 6327-2. » (22)

« Dans le cadre d'une procédure de passation d'un contrat de concession portant sur un aéroport relevant de la compétence de l'État, l'autorité compétente de l'État peut, dans les mêmes conditions, consulter l'Autorité de régulation des transports pour qu'elle émette un avis conforme, avant la signature du contrat de concession, sur un projet de contrat mentionné à l'article L. 6325-2. » (23)

TITRE III

DISPOSITIONS D'ADAPTATION AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE EN MATIÈRE RÉPRESSIVE

CHAPITRE I^{ER}

Diverses dispositions relatives à l'échange d'informations en matière répressive

.....

CHAPITRE II

Dispositions applicables aux demandes d'informations émises par les services français

Article 22

Le code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° L'article 695-9-31 est ainsi *rédigé* :

TITRE III

DISPOSITIONS D'ADAPTATION AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE EN MATIÈRE RÉPRESSIVE

CHAPITRE I^{ER}

Diverses dispositions relatives à l'échange d'informations en matière répressive

.....

CHAPITRE II

Dispositions applicables aux demandes d'informations émises par les services français

Article 22

Le code de procédure pénale est ainsi modifié : (1)

1° L'article 695-9-31 est ainsi *modifié* : (2)

a) La référence : « décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil du 18 décembre 2006 » est remplacée par la référence : « directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relative à l'échange d'informations entre les services répressifs des États membres et abrogeant la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil » ; (3)

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

b) Le mot : « désignés » est remplacé par le mot : « énumérés » ; ④

c) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé : ⑤

« Au sein de ces services ou de ces unités, certains peuvent être spécialement désignés, au sens de l'article 695-9-31-1, aux fins de saisir directement les points de contact uniques des autres États membres. » ; ⑥

2° Après le même article 695-9-31, il est inséré un article 695-9-31-1 ainsi rédigé : ⑦

« Art. 695-9-31. – Le point de contact unique mentionné à l'article 14 de la directive (UE) 2023/977 du 10 mai 2023 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relative à l'échange d'informations entre les services répressifs des États membres et abrogeant la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil est désigné par arrêté du ministre de la justice, du ministre de l'intérieur et du ministre chargé du budget. Il transmet les demandes d'informations sollicitées par les services ou unités mentionnés au deuxième alinéa du présent article. Il reçoit les demandes de transmission d'informations adressées par les points de contact uniques des États membres et les services que ces derniers ont spécialement désignés pour transmettre directement les demandes d'informations aux autres États membres.

« Art. 695-9-31-1. – Le point de contact unique mentionné à l'article 14 de la directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relative à l'échange d'informations entre les services répressifs des États membres et abrogeant la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil, désigné par arrêté conjoint du ministre de la justice, du ministre de l'intérieur et du ministre chargé du budget, transmet directement les demandes d'informations sollicitées par les services ou unités mentionnés au premier alinéa de l'article 695-9-31. Il reçoit les demandes de transmission d'informations adressées par les points de contact uniques des États membres et par les services que ces derniers ont spécialement désignés pour transmettre directement les demandes d'informations aux autres États membres. ⑧

« Pour l'application de la directive 2023/977 (UE) du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 précitée, les services ou unités de la police nationale, de la gendarmerie nationale, de la direction générale des douanes et droits indirects et de la direction générale des finances publiques listés par arrêté du ministre de la justice et, selon le cas, du ministre de l'intérieur ou du ministre chargé du budget peuvent, dans les conditions prévues à la présente section, aux fins de prévenir une infraction, d'en rassembler les preuves ou d'en rechercher les auteurs, échanger avec les services compétents d'un autre État membre de l'Union européenne des informations qui sont à leur disposition, soit qu'ils les détiennent, soit qu'ils puissent y accéder, notamment par consultation d'un traitement automatisé de données, sans qu'il soit nécessaire de prendre ou solliciter une réquisition ou toute autre mesure coercitive. Ces échanges se font par l'intermédiaire du point de contact unique mentionné au premier alinéa du présent article.

(Alinéa supprimé)

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« Au sein de ces services ou unités, certains sont spécialement désignés par arrêté du ministre de l'intérieur, du ministre de la justice et du ministre chargé du budget aux fins de saisir directement les points de contact uniques ou les services spécialement désignés des autres États membres. Lorsqu'une liste de ces services ou unités est établie dans les conditions prévues aux points 1 et 2 de l'article 4 de la directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 précitée, le point de contact unique la transmet à la Commission. » ;

2° (Supprimé)

Article 23

L'article 695-9-33 du code de procédure pénale est ainsi rédigé :

« Art. 695-9-33. – S'il existe des raisons de supposer qu'un État membre détient des informations entrant dans les prévisions mentionnées à l'article 695-9-31 utiles à la prévention d'une infraction ou aux investigations tendant à en établir la preuve ou à en rechercher les auteurs, le point de contact unique ou les services ou unités mentionnés respectivement aux premier et dernier alinéas du même article 695-9-31 peuvent en solliciter la transmission auprès du point de contact unique de cet État ou des services spécialement désignés par celui-ci dans les conditions prévues aux points 1 et 2 de la directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relative à l'échange d'informations entre les services répressifs des États membres et abrogeant la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil.

« Cette sollicitation se fait dans le strict respect des principes de nécessité et de proportionnalité.

« La demande de transmission expose les raisons laissant supposer que les informations sont détenues par le point de contact unique ou les services compétents de cet État. Elle précise à quelles fins les informations sont demandées et, lorsque les informations sont relatives à une personne déterminée, le lien entre cette personne et les fins de la demande.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« Lorsqu'une liste des services ou des unités spécialement désignés par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur, du ministre de la justice et du ministre chargé du budget aux fins de transmettre directement les demandes d'informations aux points de contact uniques des États membres est établie par le point de contact unique dans les conditions prévues aux 1 et 2 de l'article 4 de la directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 précitée, le point de contact unique la transmet à la Commission. »

Article 23

L'article 695-9-33 du code de procédure pénale est ainsi rédigé :

« Art. 695-9-33. – S'il existe des raisons de supposer qu'un État membre détient des informations entrant dans les prévisions de l'article 695-9-31 et utiles à la prévention d'une infraction ou aux investigations tendant à en établir la preuve ou à en rechercher les auteurs, le point de contact unique mentionné à l'article 695-9-31-1 ainsi que les services et les unités spécialement désignés en application du second alinéa de l'article 695-9-31 peuvent en solliciter la transmission auprès du point de contact unique de cet État, dans le strict respect des principes de nécessité et de proportionnalité.

« Tous les services et toutes les unités mentionnés au premier alinéa du présent article peuvent également solliciter la transmission directe de ces informations auprès des services compétents de cet État.

« La demande de transmission expose les raisons laissant supposer que les informations sont détenues par le point de contact unique ou les services compétents de cet État. Elle précise à quelles fins les informations sont demandées et, lorsque les informations sont relatives à une personne déterminée, le lien entre cette personne et les fins de la demande.

⑨

①

②

③

④

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« Lorsque la demande de transmission d'informations est adressée par un service ou une unité spécialement désigné en application du *dernier* alinéa de l'article 695-9-31, une copie de cette demande est envoyée *en même temps* au point de contact unique mentionné *au premier alinéa du même article 695-9-31*, sauf s'il existe des motifs laissant supposer que cet envoi compromettrait un ou plusieurs des éléments suivants :

« 1° Une enquête en cours hautement sensible pour laquelle le traitement de l'information requiert un niveau de confidentialité approprié, *notamment s'agissant des enquêtes relatives aux infractions prévues au livre IV du titre I^{er} du code pénal et à l'article L. 811-3 du code de la sécurité intérieure* ;

« 2° Les affaires de terrorisme n'impliquant pas la gestion de situations d'urgence ou de crise *au sens de l'article L. 742-2-1 du même code* ;

« 3° La sécurité des personnes.

« Lorsque la demande de transmission d'informations est adressée directement à un service *spécialement désigné* d'un État membre, une copie de cette demande est envoyée *en même temps* au point de contact unique de cet État, sauf s'il existe des motifs laissant supposer que cet envoi compromettrait un ou plusieurs des éléments mentionnés aux 1° à 3° du présent article.

« Une copie de la demande de transmission d'informations peut être transmise à Europol dans la mesure où elle porte sur une infraction relevant des objectifs mentionnés à l'article 3 du règlement (UE) 2016/794 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) et remplaçant et abrogeant les décisions du Conseil 2009/371/JAI, 2009/934/JAI, 2009/935/JAI, 2009/936/JAI et 2009/968/JAI. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« Lorsque la demande de transmission d'informations est adressée par un service ou une unité spécialement désigné en application du *second* alinéa de l'article 695-9-31, une copie de cette demande est envoyée *simultanément* au point de contact unique mentionné *à l'article 695-9-31-1*, sauf s'il existe des motifs laissant supposer que cet envoi compromettrait un ou plusieurs des éléments suivants :

« 1° Une enquête en cours hautement sensible pour laquelle le traitement de l'information requiert un niveau de confidentialité approprié ;

« 2° Les affaires de terrorisme n'impliquant pas la gestion de situations d'urgence ou de crise ;

« 3° La sécurité des personnes.

« Lorsque la demande de transmission d'informations est adressée directement à un service *compétent* d'un État membre, une copie de cette demande est envoyée *simultanément* au point de contact unique de cet État, sauf s'il existe des motifs laissant supposer que cet envoi compromettrait un ou plusieurs des éléments mentionnés aux 1° à 3° du présent article.

« Une copie de la demande de transmission d'informations peut être transmise à Europol dans la mesure où elle porte sur une infraction relevant des objectifs mentionnés à l'article 3 du règlement (UE) 2016/794 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) et remplaçant et abrogeant les décisions du Conseil 2009/371/JAI, 2009/934/JAI, 2009/935/JAI, 2009/936/JAI et 2009/968/JAI. »

⑤

⑥

⑦

⑧

⑨

⑩

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

CHAPITRE III

CHAPITRE III

Dispositions applicables aux demandes d'informations reçues par les services français

Dispositions applicables aux demandes d'informations reçues par les services français

Article 24

Article 24

Le code de procédure pénale est ainsi modifié :

Le code de procédure pénale est ainsi modifié : ①

1° L'article 695-9-37 est ainsi rédigé :

1° L'article 695-9-37 est ainsi rédigé : ②

« Art. 695-9-37. – Le point de contact unique mentionné au premier alinéa de l'article 695-9-31 transmet, à leur demande, aux points de contact uniques ou aux services spécialement désignés des États membres les informations mentionnées au dernier alinéa du même article 695-9-31 utiles à la prévention d'une infraction ou aux investigations tendant à en établir la preuve ou à en rechercher les auteurs dans le strict respect des principes de nécessité et de proportionnalité.

« Art. 695-9-37. – Le point de contact unique mentionné à l'article 695-9-31-1 transmet, à leur demande, aux points de contact uniques ou aux services spécialement désignés des États membres les informations mentionnées à l'article 695-9-31 utiles à la prévention d'une infraction ou aux investigations tendant à en établir la preuve ou à en rechercher les auteurs, dans le strict respect des principes de nécessité et de proportionnalité. ③

« Lorsqu'une demande d'informations a été adressée directement à l'un des services et unités mentionnés au même dernier alinéa, ce dernier envoie en même temps une copie de sa transmission d'informations au point de contact unique mentionné au premier alinéa dudit article 695-9-31, sauf s'il existe des motifs laissant supposer que cet envoi compromettrait un ou plusieurs des éléments suivants :

« Lorsqu'une demande d'informations a été adressée directement à l'un des services et des unités mentionnés au premier alinéa du même article 695-9-31, ce service ou cette unité envoie simultanément une copie de sa transmission d'informations au point de contact unique mentionné à l'article 695-9-31-1, sauf s'il existe des motifs laissant supposer que cet envoi compromettrait un ou plusieurs des éléments suivants : ④

« 1° Une enquête en cours hautement sensible pour laquelle le traitement de l'information requiert un niveau de confidentialité approprié, notamment s'agissant des enquêtes relatives aux infractions prévues au livre IV du titre I^{er} du code pénal et à l'article L. 811-3 du code de la sécurité intérieure ;

« 1° Une enquête en cours hautement sensible pour laquelle le traitement de l'information requiert un niveau de confidentialité approprié ; ⑤

« 2° Les affaires de terrorisme n'impliquant pas la gestion de situations d'urgence ou de crise au sens de l'article L. 742-2-1 du même code ;

« 2° Les affaires de terrorisme n'impliquant pas la gestion de situations d'urgence ou de crise ; ⑥

« 3° La sécurité des personnes.

« 3° La sécurité des personnes. ⑦

« Lorsque les informations sont transmises à un service spécialement désigné d'un État membre, une copie de cette transmission est envoyée en même temps au point de contact unique de cet État, sauf s'il existe des motifs laissant supposer que cet envoi compromettrait un ou plusieurs des éléments mentionnés aux 1° à 3° du présent article.

« Lorsque les informations sont transmises à un service compétent d'un État membre, une copie de cette transmission est envoyée simultanément au point de contact unique de cet État, sauf s'il existe des motifs laissant supposer que cet envoi compromettrait un ou plusieurs des éléments suivants dans les mêmes conditions et sous les mêmes réserves qu'au 3° du présent article. » ; ⑧

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« La transmission prévue au présent article intervient au maximum dans les délais suivants, à compter de la réception de la demande d'informations :

« a) Huit heures pour les demandes urgentes portant sur des informations directement accessibles ;

« b) Trois jours civils pour les demandes urgentes portant sur des informations indirectement accessibles ;

« c) Sept jours civils pour toutes les autres demandes.

« Lorsque, conformément à l'article 695-9-40, les informations demandées ne peuvent être transmises qu'avec l'autorisation préalable d'un magistrat, il peut être dérogé aux délais prévus aux a à c du présent article. Dans ce cas, le point de contact unique mentionné au premier alinéa de l'article 695-9-31 en informe sans délai le point de contact unique ou le service spécialement désigné demandeur, en précisant la durée et les motifs du retard ; il tient celui-ci informé dès que possible de la suite accordée à la demande par le magistrat compétent. » ;

2° L'article 695-9-38 est ainsi rédigé :

« Art. 695-9-38. – Sous réserve de l'article 695-9-40 et du 1° de l'article 695-9-41, si des faits permettent de penser que des informations mentionnées à l'article 695-9-31 pourraient être utiles à un autre État membre, soit pour prévenir une infraction entrant dans l'une des catégories énumérées à l'article 694-32 et punie en France d'une peine privative de liberté d'une durée égale ou supérieure à trois ans d'emprisonnement ou une infraction entrant dans le champ de compétence d'Europol, mentionnée à l'article 3, paragraphe 1 ou 2, du règlement (UE) 2016/794 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) et remplaçant et abrogeant les décisions du Conseil 2009/371/JAI, 2009/934/JAI, 2009/935/JAI, 2009/936/JAI et 2009/968/JAI, soit pour conduire les investigations tendant à établir la preuve ou à rechercher les auteurs d'une telle infraction, le point de contact unique ou les services ou unités mentionnés respectivement aux premier et dernier alinéas de l'article 695-9-31 du présent code les transmettent spontanément au point de contact unique ou aux services spécialement désignés de cet État.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

(Alinéa supprimé)

(Alinéa supprimé)

(Alinéa supprimé)

(Alinéa supprimé)

(Alinéa supprimé)

2° L'article 695-9-38 est ainsi rédigé :

« Art. 695-9-38. – Sous réserve de l'article 695-9-40 et du 1° de l'article 695-9-41, si des faits permettent de penser que des informations mentionnées à l'article 695-9-31 pourraient être utiles à un autre État membre soit pour prévenir une infraction relevant de l'une des catégories énumérées à l'article 694-32 et punie en France d'une peine privative de liberté d'une durée égale ou supérieure à trois ans d'emprisonnement ou une infraction entrant dans le champ de compétence d'Europol mentionnée à l'article 3, paragraphe 1 ou 2, du règlement (UE) 2016/794 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) et remplaçant et abrogeant les décisions du Conseil 2009/371/JAI, 2009/934/JAI, 2009/935/JAI, 2009/936/JAI et 2009/968/JAI, soit pour conduire les investigations tendant à établir la preuve ou à rechercher les auteurs d'une telle infraction, le service ou l'unité mentionné au premier alinéa de l'article 695-9-31 qui détient ces informations ou le point de contact unique mentionné à l'article 695-9-31-1 les transmet spontanément aux services compétents ou au point de contact unique de cet État.

9

10

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« Lorsque les informations utiles à un autre État membre concernent une infraction qui n'entre pas dans les prévisions *mentionnées au premier alinéa* du présent article, le *point de contact unique ou les services ou unités mentionnés au même premier alinéa* peuvent prendre l'initiative de les transmettre au *point de contact unique ou aux services spécialement désignés* de cet État.

« Cette transmission s'effectue selon les modalités prévues à l'article 695-9-37.

« Le cas échéant, la transmission d'informations est traduite dans l'une des langues acceptées par l'État membre destinataire conformément à l'article 11 de la directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relative à l'échange d'informations entre les services répressifs des États membres et abrogeant la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil. »

Article 25

L'article 695-9-39 du code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° *Au premier alinéa, les mots : « les services et unités mentionnés » sont remplacés par les mots : « le point de contact unique ou les services ou unités mentionnés respectivement aux premier et dernier alinéas de » ;*

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« Lorsque les informations utiles à un autre État membre concernent une infraction qui n'entre pas dans les prévisions *du premier alinéa* du présent article, le *service ou l'unité mentionné au premier alinéa de l'article 695-9-31 qui détient ces informations ou le point de contact unique mentionné à l'article 695-9-31-1* peut prendre l'initiative de les transmettre *aux services compétents ou au point de contact unique* de cet État.

« *Lorsque les informations sont transmises par un des services et unités mentionnés au premier alinéa de l'article 695-9-31, ce service ou cette unité envoie simultanément une copie de sa transmission d'informations au point de contact unique mentionné à l'article 695-9-31-1, dans les conditions et sous les réserves prévues à l'article 695-9-33.*

« *Lorsque les informations sont transmises à un service compétent d'un État membre, une copie de cette transmission est envoyée simultanément au point de contact unique de cet État, dans les conditions et sous les réserves prévues à l'article 695-9-33.*

(Alinéa supprimé)

« Le cas échéant, la transmission d'informations est traduite dans l'une des langues acceptées par l'État membre destinataire conformément à l'article 11 de la directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relative à l'échange d'informations entre les services répressifs des États membres et abrogeant la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil. »

Article 25

L'article 695-9-39 du code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° *Le premier alinéa est ainsi modifié :*

a) *Après la référence : « 695-9-31 », sont insérés les mots : « ou par le point de contact unique mentionné à l'article 695-9-31-1 » ;*

b) *Les mots : « décision-cadre 2006/960/JAI » sont remplacés par les mots : « directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 précitée » ;*

⑪

⑫

⑬

⑭

①

②

③

④

Texte adopté par le Sénat en première lecture

2° Au même premier alinéa et au second alinéa, les mots : « la décision-cadre 2006/960/JAI » sont remplacés par les mots : « la directive (UE) 2023/977 du 10 mai 2023 » et, après chaque occurrence du mot : « membre », sont insérés les mots : « ou à Europol » ;

3° Au même second alinéa, les mots : « ces mêmes services ou unités » sont remplacés par les mots : « le point de contact unique et les services ou unités mentionnés au premier alinéa du présent article ».

Article 26

Le code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° L'article 695-9-40 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, après le mot : « transmises », sont insérés les mots : « au point de contact unique ou » ;

b) Au deuxième alinéa, après le mot : « nécessaire », sont insérés les mots : « le point de contact unique ou » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

c) Après la seconde occurrence du mot : « membre », sont insérés les mots : « ou à Europol » ;

2° Le second alinéa est ainsi modifié :

a) Après le mot : « unités », sont insérés les mots : « ou par le point de contact unique mentionné à l'article 695-9-31-1 » ;

b) Les mots : « décision-cadre 2006/960/JAI » sont remplacés par les mots : « directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 précitée » ;

c) Après la seconde occurrence du mot : « membre », sont insérés les mots : « ou à Europol ».

3° (Supprimé)

Article 26

Le code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° L'article 695-9-40 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, après le mot : « transmises », sont insérés les mots : « au point de contact unique ou » ;

b) Au deuxième alinéa, après le mot : « nécessaire », sont insérés les mots : « le point de contact unique ou » ;

⑤

⑥

⑦

⑧

⑨

①

②

③

④

Texte adopté par le Sénat en première lecture

2° L'article 695-9-41 est ainsi rédigé :

« Art. 695-9-41. – Le point de contact unique ne peut refuser de communiquer les informations demandées par un État membre qu'en présence d'un des motifs suivants :

« 1° Des raisons objectives laissent penser que la communication des informations demandées :

« a) Porterait atteinte aux intérêts fondamentaux de l'État en matière de sécurité nationale ;

« b) Nuirait au déroulement d'investigations en matière pénale ou compromettrait la sécurité des personnes ;

« c) Serait manifestement disproportionnée ou sans objet au regard des finalités pour lesquelles elle a été demandée ;

« d) Porterait indûment atteinte aux intérêts importants protégés d'une personne morale ;

« 2° Les informations demandées :

« a) Ne sont pas disponibles, se sont révélées inexactes, *incomplètes* ou ne sont plus à jour ou constituent des données autres que celles relevant des catégories de données à caractère personnel énumérées à l'*annexe II, section B*, du règlement (UE) 2016/794 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) et remplaçant et abrogeant les décisions du Conseil 2009/371/JAI, 2009/934/JAI, 2009/935/JAI, 2009/936/JAI et 2009/968/JAI ;

« b) Se rapportent à une infraction punie en France d'une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à un an ou à des faits qui ne constituent pas une infraction pénale ;

« 3° L'État mentionné à l'article 695-9-39 du présent code n'a pas consenti à la communication des informations ;

« 4° Le magistrat compétent ou la juridiction compétente a refusé la communication, conformément à l'article 695-9-40. » ;

3° L'article 695-9-42 est abrogé ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

2° L'article 695-9-41 est ainsi rédigé :

« Art. 695-9-41. – Le point de contact unique ne peut refuser de communiquer les informations demandées par un État membre qu'en présence d'un des motifs suivants :

« 1° Des raisons objectives laissent penser que la communication des informations demandées :

« a) Porterait atteinte aux intérêts fondamentaux de l'État en matière de sécurité nationale ;

« b) Nuirait au déroulement d'investigations en matière pénale ou compromettrait la sécurité des personnes ;

« c) Serait manifestement disproportionnée ou sans objet au regard des finalités pour lesquelles elle a été demandée ;

« d) Porterait indûment atteinte aux intérêts importants protégés d'une personne morale ;

« 2° Les informations demandées :

« a) Ne sont pas disponibles, se sont révélées inexactes ou *incomplètes*, ne sont plus à jour ou constituent des données autres que celles relevant des catégories de données à caractère personnel énumérées à la *section B de l'annexe II* du règlement (UE) 2016/794 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) et remplaçant et abrogeant les décisions du Conseil 2009/371/JAI, 2009/934/JAI, 2009/935/JAI, 2009/936/JAI et 2009/968/JAI ;

« b) Se rapportent à une infraction punie en France d'une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à un an ou à des faits qui ne constituent pas une infraction pénale ;

« 3° L'État mentionné à l'article 695-9-39 du présent code n'a pas consenti à la communication des informations ;

« 4° Le magistrat compétent ou la juridiction compétente a refusé la communication, conformément à l'article 695-9-40. » ;

3° L'article 695-9-42 est abrogé ;

⑤

⑥

⑦

⑧

⑨

⑩

⑪

⑫

⑬

⑭

⑮

⑯

⑰

Texte adopté par le Sénat en première lecture

4° Au premier alinéa de l'article 695-9-43, après le mot : « information, », sont insérés les mots : « le point de contact unique ou » ;

5° L'article 695-9-44 est ainsi rédigé :

« Art. 695-9-44. – Lorsqu'une information a été transmise par le point de contact unique mentionné au premier alinéa de l'article 695-9-31 ou par un service ou une unité mentionné au dernier alinéa du même article 695-9-31 au point de contact unique ou à un service *spécialement désigné* d'un État membre et que celui-ci envisage de la communiquer à un autre État ou d'en faire une utilisation différente de celle pour laquelle la transmission avait été décidée, l'entité qui a procédé à la transmission initiale apprécie s'il y a lieu d'autoriser, à la demande de l'État destinataire, la retransmission ou la nouvelle utilisation de l'information et, le cas échéant, fixe les conditions de celle-ci. » ;

6° À l'article 695-9-45, les mots : « services et unités mentionnés à » sont remplacés par les mots : « le point de contact unique ou les services ou unités mentionnés respectivement aux premier et dernier alinéas de » ;

7° Après le même article 695-9-45, il est inséré un article 695-9-45-1 ainsi rédigé :

« Art. 695-9-45-1. – Si des données à caractère personnel transmises par le point de contact unique ou par le service ou l'unité mentionnés respectivement aux premier et dernier alinéas de l'article 695-9-31 se révèlent inexactes, incomplètes ou ne sont plus à jour, ceux-ci informent sans tarder leur destinataire de l'effacement, de la rectification ou de la limitation du traitement de ces données. » ;

8° L'article 695-9-46 est ainsi rédigé :

« Art. 695-9-46. – Sous réserve des articles 695-9-39, 695-9-43 et 695-9-44, les informations transmises par le point de contact unique ou par les services ou unités mentionnés respectivement aux premier et dernier alinéas de l'article 695-9-31 au point de contact unique ou aux services *spécialement désignés* d'un État membre peuvent être également transmises à l'agence Eurojust et à Europol lorsqu'elles portent sur une infraction relevant des objectifs énoncés à l'article 3 du règlement (UE) 2016/794 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) et remplaçant et abrogeant les décisions du Conseil 2009/371/JAI, 2009/934/JAI, 2009/935/JAI, 2009/936/JAI et 2009/968/JAI. » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

4° Au premier alinéa de l'article 695-9-43, après le mot : « information, », sont insérés les mots : « le point de contact unique ou » ;

5° L'article 695-9-44 est ainsi rédigé :

« Art. 695-9-44. – Lorsqu'une information a été transmise par le point de contact unique mentionné à l'article 695-9-31-1 ou par un service ou une unité mentionné à l'article 695-9-31 au point de contact unique ou à un service *compétent* d'un État membre et que celui-ci envisage de la communiquer à un autre État ou d'en faire une utilisation différente de celle pour laquelle la transmission avait été décidée, l'entité qui a procédé à la transmission initiale apprécie s'il y a lieu d'autoriser, à la demande de l'État destinataire, la retransmission ou la nouvelle utilisation de l'information et, le cas échéant, fixe les conditions de celle-ci. » ;

6° À l'article 695-9-45, après le mot : « transmises », sont insérés les mots : « par le point de contact unique mentionné à l'article 695-9-31-1 ou » ;

7° Après le même article 695-9-45, il est inséré un article 695-9-45-1 ainsi rédigé :

« Art. 695-9-45-1. – Si des données à caractère personnel transmises par le point de contact unique mentionné à l'article 695-9-31-1 ou par le service ou l'unité mentionné à l'article 695-9-31 se révèlent inexactes ou incomplètes ou ne sont plus à jour, ceux-ci informent sans tarder leur destinataire de l'effacement, de la rectification ou de la limitation du traitement de ces données. » ;

8° L'article 695-9-46 est ainsi rédigé :

« Art. 695-9-46. – Sous réserve des articles 695-9-39, 695-9-43 et 695-9-44, les informations transmises par le point de contact unique mentionné à l'article 695-9-31-1 ou par un service ou une unité mentionné à l'article 695-9-31 au point de contact unique ou aux services *compétents* d'un État membre peuvent être également transmises à Eurojust et à Europol lorsqu'elles portent sur une infraction relevant des objectifs énoncés à l'article 3 du règlement (UE) 2016/794 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) et remplaçant et abrogeant les décisions du Conseil 2009/371/JAI, 2009/934/JAI, 2009/935/JAI, 2009/936/JAI et 2009/968/JAI. » ;

18

19

20

21

22

23

24

25

Texte adopté par le Sénat en première lecture

9° L'article 695-9-47 est abrogé.

CHAPITRE IV

Échange d'informations numériques dans les affaires de terrorisme

Article 27

L'article 695-8-2 du code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° À la fin du dernier alinéa du I, les mots : « qui intéressent, ou sont susceptibles d'intéresser, au moins un autre État membre » sont remplacés par les mots : « , à l'exception de celles qui ne concernent manifestement pas les autres États » ;

1° bis (nouveau) *Le même dernier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « L'autorité nationale compétente en tant que correspondant national pour Eurojust pour les questions de terrorisme au sens de l'article 2 bis du règlement (UE) 2018/1727 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale (Eurojust) et remplaçant et abrogeant la décision 2002/187/JAI du Conseil est le parquet national antiterroriste. » ;*

2° Le III est complété par les mots : « ou, en ce qui concerne les infractions terroristes, à compromettre une enquête en cours ».

TITRE IV

DISPOSITIONS D'ADAPTATION AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE DROIT PÉNAL

Article 28

I. – Le code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° (Supprimé)

2° *Au premier alinéa de l'article 63-2, après le mot : « sœurs », sont insérés les mots : « ou toute autre personne qu'elle désigne, » ;*

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

9° L'article 695-9-47 est abrogé.

CHAPITRE IV

Échange d'informations numériques dans les affaires de terrorisme

Article 27

L'article 695-8-2 du code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° À la fin du dernier alinéa du I, les mots : « qui intéressent, ou sont susceptibles d'intéresser, au moins un autre État membre » sont remplacés par les mots : « , à l'exception de celles qui ne concernent manifestement pas les autres États » ;

1° bis (Supprimé)

2° Le III est complété par les mots : « ou, en ce qui concerne les infractions terroristes, à compromettre une enquête en cours ».

TITRE IV

DISPOSITIONS D'ADAPTATION AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE DROIT PÉNAL

Article 28

I. – Le code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° (Supprimé)

2° *À la première phrase du premier alinéa du I de l'article 63-2, après le mot : « sœurs », sont insérés les mots : « ou toute autre personne qu'elle désigne » ;*

26

①

②

③

④

①

②

③

Texte adopté par le Sénat en première lecture

2° *bis* (nouveau) L'article 63-3 est ainsi modifié :

a) Au troisième alinéa, après *les mots* : « un membre de sa famille », sont insérés les mots : « ou la personne prévenue en application du premier alinéa du I de l'article 63-2 » ;

b) À la dernière phrase du cinquième alinéa, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 *d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027*, les mots : « ou par un membre de sa famille » sont remplacés par les mots : « , un membre de sa famille ou la personne prévenue en application du premier alinéa du I de l'article 63-2 » ;

3° Les quatre premiers alinéas de l'article 63-3-1 sont remplacés par cinq alinéas ainsi rédigés :

« Dès le début de la garde à vue, et à tout moment au cours de celle-ci, la personne peut demander à être assistée par un avocat désigné par elle ou commis d'office.

« L'avocat peut également être désigné par la ou les personnes prévenues en application du premier alinéa du I de l'article 63-2. Cette désignation doit toutefois être confirmée par la personne gardée à vue.

« L'avocat désigné est informé par l'officier de police judiciaire ou, sous le contrôle de celui-ci, par un agent de police judiciaire ou un assistant d'enquête de la nature et de la date présumée de l'infraction sur laquelle porte l'enquête. *Il accomplit les diligences requises pour se présenter sans retard indu.*

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

2° *bis* L'article 63-3 est ainsi modifié :

a) Au troisième alinéa, après *le mot* : « famille », sont insérés les mots : « ou la personne prévenue en application du premier alinéa du I de l'article 63-2 » ;

a bis (nouveau) *La troisième phrase du cinquième alinéa, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027, est complétée par les mots : « du présent article » ;*

b) À la dernière phrase du cinquième alinéa, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 *précitée*, les mots : « ou par un membre de sa famille » sont remplacés par les mots : « , par un membre de sa famille ou par la personne prévenue en application du premier alinéa du I de l'article 63-2 » ;

c (nouveau) *Au sixième alinéa, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 précitée, après le mot : « alinéa », sont insérés les mots : « du présent article » ;*

3° Les quatre premiers alinéas de l'article 63-3-1 sont remplacés par cinq alinéas ainsi rédigés :

« Dès le début de la garde à vue et à tout moment au cours de celle-ci, la personne peut demander à être assistée par un avocat désigné par elle ou commis d'office.

« L'avocat peut également être désigné par la personne prévenue en application du premier alinéa du I de l'article 63-2. Cette désignation doit toutefois être confirmée par la personne gardée à vue.

« L'avocat désigné est informé par l'officier de police judiciaire ou, sous le contrôle de celui-ci, par un agent de police judiciaire ou un assistant d'enquête de la nature et de la date présumée de l'infraction sur laquelle porte l'enquête.

④

⑤

⑥

⑦

⑧

⑨

⑩

⑪

⑫

Texte adopté par le Sénat en première lecture

« Si l’avocat désigné dans les conditions prévues aux *deuxième* et *troisième* alinéas du présent article ne peut être contacté ou déclare ne pas pouvoir se présenter dans un délai de deux heures *suivant* l’avis qui lui a été adressé, ou si la personne gardée à vue a demandé à être assistée par un avocat commis d’office, l’officier de police judiciaire ou, sous son contrôle, l’agent de police judiciaire ou l’assistant d’enquête, saisit sans délai et par tous moyens le bâtonnier aux fins de désignation d’un avocat commis d’office. Il en informe la personne gardée à vue.

« La même procédure est applicable si l’avocat désigné ne s’est pas présenté après l’expiration du délai prévu au quatrième alinéa. » ;

3° *bis* (*nouveau*) L’article 63-4-1 est ainsi modifié :

a) Après la référence : « 63-3 », la fin de la première phrase du premier alinéa est supprimée ;

b) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Si des auditions et confrontations ont été décidées en application du deuxième alinéa de l’article 63-4-2 ou de l’article 63-4-2-1, l’avocat peut également consulter les procès-verbaux de ces auditions et confrontations. » ;

4° L’article 63-4-2 est ainsi modifié :

a) La *seconde* phrase du premier alinéa est ainsi rédigée : « Dans ce cas, elle ne peut être entendue sur les faits sans la présence de l’avocat choisi ou commis d’office, sauf renonciation expresse de sa part. » ;

b) Les deuxième et troisième alinéas sont supprimés ;

c) (*nouveau*) Au quatrième alinéa, les mots : « permettre le bon déroulement d’investigations urgentes tendant au recueil ou à la conservation des preuves » sont remplacés par les mots : « éviter une situation susceptible de compromettre sérieusement une procédure pénale » ;

Texte adopté par l’Assemblée nationale en première lecture

« Si l’avocat désigné dans les conditions prévues aux *deux premiers* alinéas du présent article ne peut être contacté ou déclare ne pas pouvoir se présenter dans un délai de deux heures *à compter de* l’avis qui lui a été adressé ou si la personne gardée à vue a demandé à être assistée par un avocat commis d’office, l’officier de police judiciaire ou, sous son contrôle, l’agent de police judiciaire ou l’assistant d’enquête saisit sans délai et par tous moyens le bâtonnier aux fins de désignation d’un avocat commis d’office. Il en informe la personne gardée à vue.

« La même procédure est applicable si l’avocat désigné ne s’est pas présenté après l’expiration du délai prévu au quatrième alinéa. » ;

3° *bis* L’article 63-4-1 est ainsi modifié :

aa) (*nouveau*) Le mot : « *attachés*, » est remplacé par les mots : « *attachés et* » ;

a) (*Supprimé*)

b) Le premier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « Si des auditions et confrontations ont été décidées en application du deuxième alinéa de l’article 63-4-2 ou de l’article 63-4-2-1, l’avocat peut également consulter les procès-verbaux de ces auditions et confrontations. » ;

4° L’article 63-4-2 est ainsi modifié :

a) La *deuxième* phrase du premier alinéa est ainsi rédigée : « Dans ce cas, elle ne peut être entendue sur les faits sans la présence de l’avocat choisi ou commis d’office, sauf renonciation expresse de sa *part mentionnée au procès-verbal*. » ;

b) Les deuxième et troisième alinéas sont supprimés ;

c) Au quatrième alinéa, les mots : « permettre le bon déroulement d’investigations urgentes tendant au recueil ou à la conservation des preuves » sont remplacés par les mots : « éviter une situation susceptible de compromettre sérieusement une procédure pénale » ;

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

Texte adopté par le Sénat en première lecture

5° (*nouveau*) Après le même article 63-4-2, il est inséré un article 63-4-2-1 ainsi rédigé :

« Art. 63-4-2-1. – Le procureur de la République peut, à la demande de l’officier de police judiciaire et sur décision écrite et motivée, décider de faire procéder immédiatement à l’audition de la personne gardée à vue ou à des confrontations si cette décision est, au regard des circonstances, indispensable soit pour éviter une situation susceptible de compromettre sérieusement une procédure pénale, soit pour prévenir une atteinte grave à la vie, à la liberté ou à l’intégrité physique d’une personne. *Il peut également, selon les mêmes modalités, prendre une telle décision lorsqu’il est impossible, en raison de l’éloignement géographique du lieu où se déroule la garde à vue, d’assurer le droit d’accès à un avocat sans retard indu après la privation de liberté.*

« En cas de mise en œuvre de la procédure prévue au premier alinéa, la personne gardée à vue est immédiatement informée lorsque son avocat se présente. Lorsque cette présentation intervient alors qu’une audition ou une confrontation est en cours, celle-ci est interrompue à la demande de la personne gardée à vue afin de lui permettre de s’entretenir avec son avocat dans les conditions prévues à l’article 63-4 et que celui-ci prenne connaissance des documents prévus à l’article 63-4-1. Si la personne gardée à vue ne demande pas à s’entretenir avec son avocat, celui-ci peut assister à l’audition en cours dès son arrivée dans les locaux du service de police judiciaire ou à la confrontation. » ;

6° (*nouveau*) *Au 4° du I de l’article 64, après la référence : « 63-3-1 », sont insérés les mots : « ainsi que de l’article 63-4-2 ».*

II (*nouveau*). – Les 3° et 4° du I de l’article 6 de la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d’orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 sont abrogés.

Texte adopté par l’Assemblée nationale en première lecture

5° Après le même article 63-4-2, il est inséré un article 63-4-2-1 ainsi rédigé :

« Art. 63-4-2-1. – Le procureur de la République peut, à la demande de l’officier de police judiciaire et sur décision écrite et motivée, décider de faire procéder immédiatement à l’audition de la personne gardée à vue ou à des confrontations si cette décision est, au regard des circonstances, indispensable soit pour éviter une situation susceptible de compromettre sérieusement une procédure pénale, soit pour prévenir une atteinte grave à la vie, à la liberté ou à l’intégrité physique d’une personne.

« En cas de mise en œuvre de la procédure prévue au premier alinéa, la personne gardée à vue est immédiatement informée lorsque son avocat se présente. Lorsque cette présentation intervient alors qu’une audition ou une confrontation est en cours, celle-ci est interrompue à la demande de la personne gardée à vue afin de lui permettre de s’entretenir avec son avocat dans les conditions prévues à l’article 63-4 et *afin* que celui-ci prenne connaissance des documents prévus à l’article 63-4-1. Si la personne gardée à vue ne demande pas à s’entretenir avec son avocat, celui-ci peut assister à l’audition en cours dès son arrivée dans les locaux du service de police judiciaire ou à la confrontation. » ;

6° (*Supprimé*)

II. – (*Non modifié*)

23

24

25

26

27

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

TITRE V

DISPOSITIONS D'ADAPTATION AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE EN MATIÈRE SOCIALE ET DE DROIT DE LA SANTÉ

Article 31

Le 1° du I de l'article L. 541-15-12 du code de l'environnement est ainsi modifié :

1° *Au b*, les mots : « et aux dispositifs de *diagnostics* in vitro, » sont supprimés et, à la fin, *les mots* : « 1^{er} janvier 2024 » sont remplacés par *les mots* : « 17 octobre 2029 » ;

2° *Au c*, le mot : « rincés » est remplacé par les mots : « à rincer » et, à la fin, *les mots* : « 1^{er} janvier 2026 » sont remplacés par les mots : « 17 octobre 2027, ou du 17 octobre 2029 si les microplastiques que contiennent ces produits sont destinés à l'encapsulation des parfums » ;

3° Le *d* est ainsi rédigé :

« *d*) Aux produits détergents, aux produits d'entretien et aux autres produits visés par le règlement (UE) 2023/2055 de la Commission du 25 septembre 2023 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation, l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne les microparticules de polymère synthétique, aux dates fixées par le même règlement ; ».

TITRE V

DISPOSITIONS D'ADAPTATION AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE EN MATIÈRE SOCIALE ET DE DROIT DE LA SANTÉ

Article 31

Le 1° du I de l'article L. 541-15-12 du code de l'environnement est ainsi modifié :

1° *Au b*, les mots : « et aux dispositifs de *diagnostic* in vitro, » sont supprimés et, à la fin, *la date* : « 1^{er} janvier 2024 » est remplacée par *la date* : « 17 octobre 2029 » ;

2° *Au c*, le mot : « rincés » est remplacé par les mots : « à rincer » et, à la fin, *la date* : « 1^{er} janvier 2026 » est remplacée par les mots : « 17 octobre 2027, ou du 17 octobre 2029 si les microplastiques que contiennent ces produits sont destinés à l'encapsulation des parfums » ;

3° Le *d* est ainsi rédigé :

« *d*) Aux produits détergents, aux produits d'entretien et aux autres produits visés par le règlement (UE) 2023/2055 de la Commission du 25 septembre 2023 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne les microparticules de polymère synthétique, à compter des dates fixées par le même règlement ; ».

Article 32 bis (nouveau)

I. – Le code du travail est ainsi modifié :

1° *Après le mot* : « périodes », *la fin du 2° de l'article L. 1251-19 est ainsi rédigée* : « mentionnées aux 5° et 7° de l'article L. 3141-5 ; »

2° *L'article L. 3141-5 est ainsi modifié :*

a) Au 5°, les mots : « , dans la limite d'une durée ininterrompue d'un an, » sont supprimés ;

b) Il est ajouté un 7° ainsi rédigé :

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« 7° Les périodes pendant lesquelles l'exécution du contrat de travail est suspendue pour cause d'arrêt de travail lié à un accident ou une maladie n'ayant pas un caractère professionnel. » ;

3° Après le même article L. 3141-5, il est inséré un article L. 3141-5-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 3141-5-1. – Par dérogation au premier alinéa de l'article L. 3141-3, la durée du congé auquel le salarié a droit au titre des périodes mentionnées au 7° de l'article L. 3141-5 est de deux jours ouvrables par mois, dans la limite d'une attribution, à ce titre, de vingt-quatre jours ouvrables par période de référence mentionnée à l'article L. 3141-10. » ;

4° Après l'article L. 3141-19, sont insérés des articles L. 3141-19-1 à L. 3141-19-3 ainsi rédigés :

« Art. L. 3141-19-1. – Lorsqu'un salarié est dans l'impossibilité, pour cause de maladie ou d'accident, de prendre au cours de la période de prise de congés tout ou partie des congés qu'il a acquis, il bénéficie d'une période de report de quinze mois afin de pouvoir les utiliser.

« Cette période débute à la date à laquelle le salarié reçoit, après sa reprise du travail, les informations prévues à l'article L. 3141-19-3.

« Art. L. 3141-19-2. – Par dérogation au second alinéa de l'article L. 3141-19-1, lorsque les congés ont été acquis au cours des périodes mentionnées aux 5° ou 7° de l'article L. 3141-5, la période de report débute à la date à laquelle s'achève la période de référence au titre de laquelle ces congés ont été acquis si, à cette date, le contrat de travail est suspendu depuis au moins un an en raison de la maladie ou de l'accident.

« Dans ce cas, lors de la reprise du travail, la période de report, si elle n'a pas expiré, est suspendue jusqu'à ce que le salarié ait reçu les informations prévues à l'article L. 3141-19-3.

« Art. L. 3141-19-3. – Au terme d'une période d'arrêt de travail pour cause de maladie ou d'accident, l'employeur porte à la connaissance du salarié, dans les dix jours qui suivent la reprise du travail, les informations suivantes, par tout moyen conférant date certaine à leur réception :

« 1° Le nombre de jours de congé dont il dispose ;

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

« 2° La date jusqu'à laquelle ces jours de congé peuvent être pris. » ; ①⑥

5° À l'article L. 3141-20, après le mot : « fractionnement », sont insérés les mots : « et de report » ; ①⑦

6° Après l'article L. 3141-21, il est inséré un article L. 3141-21-1 ainsi rédigé : ①⑧

« Art. L. 3141-21-1. – Un accord d'entreprise ou d'établissement ou, à défaut, une convention ou un accord de branche peut fixer une durée de la période de report supérieure à celle prévue à l'article L. 3141-19-1. » ; ①⑨

7° Au dernier alinéa de l'article L. 3141-22, après le mot : « prévus », sont insérés les mots : « aux articles L. 3141-19-1 et L. 3141-21-1 relatifs au report de congés non pris pour cause d'accident ou de maladie, » ; ②⑩

8° Le I de l'article L. 3141-24 est ainsi modifié : ②①

a) Au 3°, les mots : « les articles L. 3141-4 et » sont remplacés par les mots : « l'article L. 3141-4 et par les 1° à 6° de l'article » ; ②②

b) Après le même 3°, il est inséré un 4° ainsi rédigé : ②③

« 4° Des périodes assimilées à un temps de travail par le 7° du même article L. 3141-5 qui sont considérées comme ayant donné lieu à rémunération en fonction de l'horaire de travail de l'établissement, dans la limite d'une prise en compte à 80 % de la rémunération associée à ces périodes. » ②④

II. – Sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée ou de stipulations conventionnelles plus favorables en vigueur à la date d'acquisition des droits à congés, le 7° de l'article L. 3141-5, les articles L. 3141-5-1 et L. 3141-19-1 à L. 3141-19-3 et le 4° de l'article L. 3141-24 du code du travail sont applicables pour la période courant du 1^{er} décembre 2009 à la date d'entrée en vigueur de la présente loi. ②⑤

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Toutefois, pour la même période, les congés supplémentaires acquis en application des dispositions mentionnées au premier alinéa du présent II ne peuvent, pour chaque période de référence mentionnée à l'article L. 3141-10 du code du travail, excéder le nombre de jours permettant au salarié de bénéficier de vingt-quatre jours ouvrables de congé, après prise en compte des jours déjà acquis, pour la même période, en application des dispositions du même code dans leur rédaction antérieure à la présente loi.

②6

Toute action en exécution du contrat de travail ayant pour objet l'octroi de jours de congé en application du présent II doit être introduite, à peine de forclusion, dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

②7

TITRE VI

DISPOSITIONS D'ADAPTATION AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE POLITIQUE AGRICOLE

.....

TITRE VI

DISPOSITIONS D'ADAPTATION AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE POLITIQUE AGRICOLE

.....

Article 33 bis (nouveau)

Le 13° de l'article L. 4221-5 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

①

« 13° De prendre, le cas échéant après avis du comité régional de programmation ou du comité de suivi, toutes les décisions et tous les actes de mise en œuvre des fonds européens dont la région est l'autorité de gestion ou l'organisme intermédiaire ou, dans le cadre du Fonds européen agricole pour le développement rural, l'autorité de gestion régionale ainsi que des contreparties nationales associées ; ».

②

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Article 34

I. – Le code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° (nouveau) L'article L. 212-6 est ainsi rétabli :

« Art. L. 212-6. – La collecte et le traitement des données relatives à l'identification et la traçabilité des animaux des espèces bovine, ovine et caprine ainsi que la mission de délivrance et de gestion des matériels et procédés d'identification et des documents d'identification et de circulation des animaux, sont confiés aux chambres d'agriculture ou aux organismes dotés de la personnalité morale créés dans les conditions prévues au III de l'article L. 514-2 et soumis à un avis conforme de l'établissement public défini à l'article L. 513-1.

« Lorsqu'un accord interprofessionnel étendu pris en application de l'article L. 632-4 prévoit de confier à une personne la collecte et le traitement des données d'abattage, le ministère de l'agriculture agréé dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article L. 212-2 cette même personne pour la collecte des informations relatives à la fin de vie des animaux abattus. » ;

2° L'article L. 212-7 est ainsi modifié :

a) Au début, sont ajoutés deux alinéas ainsi rédigés :

« L'établissement de l'élevage mentionné à l'article L. 653-12 peut être chargé de la collecte des données relatives aux opérateurs enregistrés conformément au règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale.

« Il assure, pour les animaux des espèces bovine, ovine et caprine, la collecte et le traitement des données relatives à l'identification et la traçabilité ainsi que la délivrance et la gestion des matériels et procédés d'identification et des documents d'identification et de circulation. » ;

b) (nouveau) Après le mot : « animaux », la fin est supprimée ;

c) (nouveau) Après le mot : « animaux », sont insérés les mots : « à l'exception des espèces mentionnées à l'article L. 212-6 » ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Article 34

I. – Le code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° Au début de la section 2 du chapitre II du titre I^{er} du livre II, il est rétabli un article L. 212-6 ainsi rédigé :

« Art. L. 212-6. – Les chambres d'agriculture contribuent à la collecte et au traitement des données relatives à l'identification et à la traçabilité des animaux des espèces bovine, ovine et caprine ainsi qu'à la délivrance et à la gestion des matériels et procédés d'identification et des documents d'identification des animaux de ces espèces, dans des conditions définies par décret. » ;

(Alinéa supprimé)

2° L'article L. 212-7 est ainsi modifié :

a) Au début, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« L'établissement de l'élevage mentionné à l'article L. 653-12 assure, pour les animaux des espèces bovine, ovine et caprine, la collecte et le traitement des données relatives à l'identification et à la traçabilité ainsi que la délivrance et la gestion des matériels et procédés d'identification et des documents d'identification, selon des modalités définies par décret. » ;

(Alinéa supprimé ?)

b) (Supprimé)

c) Après le mot : « animaux », sont insérés les mots : « à l'exception des espèces mentionnées à l'article L. 212-6, » ;

①

②

③

④

⑤

⑥

⑦

⑧

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

d) (nouveau) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

d) (Supprimé)

⑨

« Les conditions d'application du présent article sont définies par décret. » ;

3° (nouveau) L'article L. 513-1 est ainsi modifié :

3° L'article L. 513-1 est ainsi modifié :

⑩

a) À l'avant-dernier alinéa, le mot : « exploitations » est remplacé par le mot : « opérateurs » et les mots : « collectées par les établissements mentionnés à l'article L. 212-7 » sont remplacés par les mots : « s'appuyant sur les chambres d'agriculture et les organismes dotés de la personnalité morale créés dans les conditions prévues au III de l'article L. 514-2 » ;

a) L'avant-dernier alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

⑪

« – il structure, coordonne et pilote les missions des chambres d'agriculture mentionnées aux articles L. 212-3 et L. 212-6 ;

⑫

« – il assure la collecte et le traitement des données relatives aux opérateurs et à leurs établissements qui sont notamment requises par le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale ("législation sur la santé animale") ; »

⑬

b) Le dernier alinéa est ainsi rédigé :

b) (Supprimé)

⑭

« – il structure et coordonne les missions mentionnées à l'article L. 212-6 des chambres d'agriculture et des organismes dotés de la personnalité morale créés dans les conditions prévues au III de l'article L. 514-2. »

4° (nouveau) L'article L. 212-3 est ainsi rédigé :

⑮

« Art. L. 212-3. – Les chambres d'agriculture contribuent à la collecte des données relatives aux opérateurs enregistrés en application du règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale ("législation sur la santé animale"). Ces données sont centralisées par l'établissement mentionné à l'article L. 513-1 du présent code, dans des conditions définies par décret. » ;

⑯

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

5° (nouveau) *Le premier alinéa de l'article L. 653-12, dans sa rédaction résultant de l'ordonnance n° 2021-1370 du 20 octobre 2021 relative aux mesures de surveillance, de prévention et de lutte contre les maladies animales transmissibles, est ainsi rédigé :*

« Pour chaque département, groupe de départements, région ou groupe de régions, un établissement de l'élevage est agréé par l'autorité administrative soit sous la forme d'un service au sein d'une chambre d'agriculture, soit par création d'un organisme doté de la personnalité morale dans les conditions prévues au III de l'article L. 514-2, soit selon d'autres formes juridiques. » ;

6° (nouveau) *Le même premier alinéa est ainsi rédigé :*

« Pour chaque département, groupe de départements, région ou groupe de régions, un établissement de l'élevage est constitué sous la forme d'un service d'une chambre d'agriculture. »

II (nouveau). – L'ordonnance n° 2021-1370 du 20 octobre 2021 relative aux mesures de surveillance, de prévention et de lutte contre les maladies animales transmissibles est ainsi modifiée :

1° *Le début de la première phrase du second alinéa du 6° de l'article 3 est ainsi rédigé : « Les chambres d'agriculture et les organismes dotés de la personnalité morale créés dans les conditions prévues au III de l'article L. 514-2 sont chargés de la collecte... (le reste sans changement). » ;*

2° *L'article 11 est ainsi modifié :*

a) *Au début, les mots : « Les 6° et 13° de l'article 3 » sont remplacés par les mots : « Le 13° de l'article 3 et » ;*

b) *Les mots : « et l'article 8 » sont supprimés ;*

c) *Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :*

« Le 6° de l'article 3 et l'article 8 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026. »

III (nouveau). – Les 1°, le c du 2° et le b du 3° du I entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

II. – (Supprimé)

III. – Les 1°, 3°, 4° et 6° du I entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Les a, b et d du 2° du même I sont abrogés à compter du 1^{er} janvier 2026.

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Le premier alinéa de l'article L. 212-7 du code rural et de la pêche maritime, dans sa rédaction résultant du I du présent article, est supprimé le 1^{er} janvier 2026.

23

Article 35 (nouveau)

Dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur les mesures relevant du domaine de loi nécessaires à l'adaptation de la loi n° 2023-566 du 7 juillet 2023 visant à instaurer une majorité numérique et à lutter contre la haine en ligne aux règles européennes applicables aux services de la société de l'information, afin de prendre en compte les remarques exprimées par la Commission européenne dans le cadre de la procédure de notification de la même loi.